



# L'Action NATIONALE

## Éditorial

- Ouvrir les livres  
-*Robert Laplante* 2

## Articles

- Dans le monde, une volonté  
unique, c'est trop  
-*Pierre Vadeboncœur* 12
- Financement des services  
de santé  
-*Coalition Solidarité Santé* 19
- Pour des paysans libres  
-*Maxime Laplante* 23
- La nation dans tous ses États  
-*Benoît Dubreuil* 36
- De toute manière  
-*Luc Perrier* 51

## Réplique

- Les nations québécoises  
dans *L'Action nationale*  
-*André Campeau* 56

## Dossier

- Suite au prochain numéro  
-*Robert Laplante* 68
- Remettre le Québec en  
mouvement  
-*Michel Venne* 72
- La mondialisation contre  
l'universalisme  
-*Jean-Marc Léger* 97

## Lire

- En primeur  
L'indéfectible espérance  
-*Paul-Émile Roy* 112
- Nouvelles parutions 131
- Livres reçus 154

## Chroniques

- Le Bulletin du lundi 160
- Courrier des lecteurs 170
- Index de nos annonceurs 183



Jo Ann Lanneville

Elle sombrait doucement dans un violet profond

Dessin et technique mixte sur papier

140 x 100 cm

Œuvre tirée de l'exposition *L'incroyable épopée du buveur de lune*

Atelier Presse Papier, Trois-Rivières

425, boul. de Maisonneuve Ouest,  
bureau 1002,  
Montréal (Québec) H3A 3G5  
Téléphone : 514-845-8533  
Télécopieur : 514-845-8529  
revue@action-nationale.qc.ca  
administration@action-nationale.qc.ca  
www.action-nationale.qc.ca

# L'Action NATIONALE

Directeur : Robert Laplante

Directrice adjointe : Laurence Lambert.

**Secrétaire administrative :** Claire Caron. **Comité de rédaction :** Sylvain Deschênes, *rédacteur et conseiller en communication* ; Lucia Ferretti, *professeure d'histoire* ; Henri Joli-Cœur, *administrateur* ; Robert Laplante ; Lise Lebrun, *animatrice communautaire* ; Yvon Martineau, *avocat* ; Pierre Noreau, *Université de Montréal* ; Michel Rioux ; Marie-Claude Sarrazin, *Bachelière en Droit* ; Pierre Serré, *chercheur*. **Comité de lecture :** Claude Bariteau, *anthropologue, Université Laval* ; Jean-Jacques Chagnon ; Lucia Ferretti, *professeure d'histoire, UQTR* ; Alain Laramée, *professeur, TÉLUQ* ; Chrystiane Pelchat, *enseignante* ; Marc-Urbain Proulx, *économiste, UQÀC* ; Pierre-Paul Proulx, *économiste, Université de Montréal* ; Paul-Émile Roy, *écrivain* ; Jean-Claude Tardif, *conseiller syndical*. **Prix André-Laurendeau, Membres du jury :** Monique Dumais, *théologienne, Université du Québec à Rimouski* ; Lucia Ferretti ; Daniel Thomas, *professeur, UQAT*. **Prix Richard-Arès, Membres du jury :** Roland Arpin ; Micheline Dumont, *historienne* ; Simon Langlois, *sociologue, Université Laval*. **Comptes rendus :** Paul-Émile Roy ; Mathieu Bock-Côté. **Envoi de Poste - Publications -** Enregistrement N° 09113 « Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP) pour nos dépenses d'envoi postal »

Robert Laplante

**OUVRIR LES LIVRES**

L'Assemblée nationale a fait consensus au sujet du déséquilibre fiscal. Mais à quoi cela rime-t-il ? À quoi se sont engagés les partis fédéralistes en appuyant le gouvernement Landry ? à rien qui porte à conséquence. Les programmes de l'ADQ et du PLQ consentent explicitement à ajuster la gouverne de la « province de Québec » aux contraintes que le Canada lui impose et continuera de lui imposer. L'un veut réduire radicalement non seulement la taille de l'État mais son rôle en lui substituant le marché. L'autre annonce déjà qu'il réduira d'au moins 10 % sa taille et qu'il réfléchira sur ce qui serait « mieux fait » si le Québec abandonnait à Ottawa le soin de définir les priorités et l'attribution des moyens. Tous deux ont renoncé à tout geste politique qui viserait à faire lever immédiatement ces contraintes. Tous deux soumettent à l'approbation des provinces les gestes (qui restent à définir) qui pourraient hypothétiquement accroître les ressources du Québec.

Les libéraux répètent comme à l'envi que tout est affaire de leadership et que sous l'influence d'un Jean Charest indéfectiblement *canadian* les provinces réussiraient à faire fléchir Ottawa. Les adéquistes nous servent une mouture encore

plus diluée en prétendant que c'est en fréquentant plus assidûment Toronto, Calgary ou Fredericton que le Québec élargirait ses moyens. Rhétorique incantatoire et minaude-ries, voilà ce qu'on nous propose en évoquant plus ou moins explicitement des fronts communs provinciaux pour les- quels il n'existe aucun précédent historique fécond et à l'avantage du Québec. Mais l'avenir est à la bonne entente. Que le Québec laisse son âme au vestiaire, qu'il se couche et on verra de quelle grandeur, de quelle magnanimité sont capables les provinces pour infléchir le fédéralisme impérial qui donne tant de frissons au pauvre Guy Laforest !

Il aura suffi de quelques déclarations de Bernard Landry au sujet du sens et de la portée du consensus sur le déséqui- libre fiscal pour que les libéraux se mettent immédiatement à reculer. Il n'est pas question pour eux de souscrire à quelque stratégie de confrontation avec Ottawa reposant sur un appel au consensus populaire. Les motifs électoralistes ne sont évidemment pas étrangers à ce recul. Le PLQ aurait du mal à faire campagne si la question du déséquilibre fis- cal se retrouvait sur la scène électorale en prenant les allures sinon la forme d'un plébiscite. Mais plus fondamentale- ment, le recul libéral s'explique par le refus de participer à toute démarche politique qui aurait pour effet de faire appa- raître et définir un seuil de rupture, un point au-delà duquel il faudrait tirer une ligne sur le sort du lien *canadian*. Le PLQ est un inconditionnel du Canada. Quel que soit le sort qu'Ottawa réserve aux finances publiques du Québec, le PLQ restera *canadian*. Mieux vaut l'émasculatation de l'État du Québec que la remise en cause de ce lien.

Malgré les épîtres de Guy Laforest, L'Action démocratique du Québec –Équipe Mario Dumont, souscrit essentiellement à la même logique de soumission. Ce parti n'a pas seulement renoncé au programme de revendication qui lui a donné naissance, il a d'ores et déjà troqué la défense des intérêts nationaux du Québec pour l'accès au pouvoir provincial que lui laisse miroiter les sondages. Loin d'incarner la prétendue dépoliarisation souverainisme-fédéralisme, l'ADQ érige le bon-ententisme en position constitutionnelle, ce qui, objectivement, en fait le parti de la régression historique. Il faut remonter au gouvernement de l'Union – qui, faut-il le rappeler, n'a pas tenu – pour retrouver pareille servilité engluée dans une candeur mortifère. L'ADQ est un parti fédéraliste par omission. C'est la restriction mentale qui lui tient lieu de discipline intellectuelle. Il tente de cacher sa reddition *canadian* derrière un artifice idéologique qui laisse entendre que le recours au marché, le démantèlement de la fonction publique et la réduction des services publics pourront compenser pour le manque à gagner qu'Ottawa nous inflige. Le recours au marché comme manière de fuir l'affrontement politique voilà le nouveau visage de la lâcheté. Le financement de cette lâcheté repose sur un subterfuge : les coûts ne seront pas refilés au contribuable mais au client. En clair cela veut dire un accroissement des inégalités sociales.

Pour l'ADQ comme pour le PLQ rien n'aura jamais assez d'importance, aucune perte, aucune iniquité ne sera jamais assez grave pour justifier de rompre. Tous deux s'entendent : mieux vaut se diminuer que s'assumer.

Le gouvernement Landry, pour sa part, reste encore enlisé dans la gestion provinciale. En dépit de la réapparition plus fréquente d'une rhétorique souverainiste, le gouvernement du Québec ne parvient pas à trouver la bonne manière de faire porter le débat sur le sens de nos intérêts nationaux. Les appels que le Premier ministre qualifie lui-même de pathétiques ne changent rien. Au terme d'une guerre psychologique qui dure depuis plus de six ans et qui a eu pour effet de déréaliser la question québécoise, tout l'arsenal idéologique médiatique contrôlé par des fédéralistes inconditionnels concourt à réduire à de simples figures de style les emportements sur la crise des finances publiques. Les choses sont présentées et débattues dans l'espace médiatique comme si elles étaient sans conséquences réelles sur l'orientation de cette société. Cela explique en grande partie le décrochage civique et cela contribue pour une large part à dresser un climat d'incrédulité qui corrompt le débat public et nuit aux efforts du gouvernement pour faire prendre la chose au sérieux. Les coffres sont vides mais le débat est mis en scène dans les médias comme si tout cela n'était qu'enflure rhétorique et discours partisan.

La viabilité même de l'État du Québec est en jeu et le débat politique reste totalement prisonnier de la logique politicienne et sous la coupe d'une médiocrité médiatique entretenue.

La crise est d'autant plus grande qu'elle est de moins en moins perceptible pour ce qu'elle est. Et l'on aimerait que le gouvernement du Québec sache rompre avec les paramètres qui lui sont imposés. On aimerait qu'il cesse de jongler sur la place publique avec des scénarios de politique provinciale : augmenter la TVQ, réduire les budgets des ministères,

augmenter les impôts, etc. La gestion de la province de Québec est contraire aux intérêts nationaux du Québec. C'est cela qu'il faut démontrer. Il faut cesser de laisser entendre qu'un gouvernement souverainiste responsable est un gouvernement qui est perpétuellement capable de répondre à la déstabilisation fiscale par des pirouettes de gestion des dépenses et des mesures de mitigation. La crise actuelle doit être l'occasion de démontrer qu'il n'y a plus moyen de moyenner. Ni pour le parti au pouvoir ni pour ceux qui aspirent à le remplacer. Le Québec est privé de revenus et ce n'est pas vrai que la réduction du nombre de fonctionnaires pourra compenser pour une distorsion structurelle. C'est tout autant une invraisemblance arithmétique qu'un non-sens politique.

Il n'y a qu'une façon de contrer la démission politique des partis d'opposition et de neutraliser la mauvaise foi agissante des fédéralistes inconditionnels, c'est d'ouvrir les livres. Il faut couper court à la démagogie qui fleurit déjà en laissant entendre que le mur est contournable, qu'il y a des voies d'évitement, que quelqu'un pourra toujours faire sortir un lapin de son chapeau. Les trucs politiques sont bien connus : on promet n'importe quoi pendant la campagne électorale et l'on gouverne ensuite avec son vrai programme en prétextant les surprises découvertes en arrivant au pouvoir. Il faut trouver le moyen d'amener les fédéralistes du Québec qui veulent gouverner « la province » à expliciter publiquement les conséquences de leur acceptation des contraintes *canadian*. Il faut mettre à l'épreuve la crédibilité de leurs discours économiques et la vision d'ensemble des choix qu'ils impliquent pour le Québec. Ce moyen, c'est d'ouvrir le processus budgétaire, de rendre explicite le processus de décision qui

amène à établir les priorités et les choix d'allocation des fonds en fonction des ressources disponibles.

Le gouvernement du Québec devait convoquer une commission parlementaire extraordinaire qui aurait pour mandat d'explorer les grandes hypothèses budgétaires qui s'imposent dans le contexte actuel. Toutes les données requises seraient sur la table. Les députés de tous les partis seraient appelés à les étudier, à les commenter, à proposer les avenues de critique et de solution que leurs programmes politiques leur inspirent eu égard à ces diverses hypothèses. Les grands acteurs économiques et des représentants de corps institués de la société civile pourraient être invités à témoigner, à faire valoir leurs points de vue quant aux priorités à retenir ou, le cas échéant, aux sacrifices à consentir. On peut aisément comprendre la révolution pédagogique que cela provoquerait. Quels choix budgétaires réels donnerait le rapatriement des sommes identifiées par le rapport Séguin ? Quel choix resterait-il à l'État du Québec pour le prochain exercice si Ottawa traîne en longueur ? Quelles priorités restent indispensables, où se trouve le seuil de préservation de l'intégrité de l'État du Québec ? Quelles sont les conséquences pratiques sur les missions de l'État et la prestation des services selon les niveaux de compression des dépenses ?

On pourrait même pousser « l'audace » jusqu'à faire la démonstration des possibilités de renouvellement des hypothèses que procurerait la souveraineté, le rapatriement de tous les impôts. Parler de souveraineté dans le cadre d'une commission parlementaire, utiliser le cadre d'analyse souverainiste pour éclairer les hypothèses, faire apparaître clairement ce que nous coûte le lien *canadian* inconditionnel et

les hypothèses de consentement au rapetissement budgétaire, voilà qui témoignerait d'une volonté ferme de faire primer la promotion des intérêts nationaux sur le calcul partisan. Voilà qui illustrerait clairement que la souveraineté n'est pas qu'une rhétorique, qu'il ne s'agit pas d'une affaire d'humeur ou d'une préoccupation sans lien direct avec les choix reliés aux « vraies affaires ».

On comprend que le gouvernement se réserverait de conclure, qu'il ferait ses choix définitifs à l'occasion du dépôt du budget. Mais un pareil exercice aura pour effet de contraindre tous les acteurs à tenir des positions qui auront été mises à l'épreuve des faits et qui auront été évaluées et discutées en tenant compte des impacts et de conséquences de ces choix sur les missions de l'État et sur l'organisation de la société. Bien avant tout autre réforme des institutions, la refonte du processus de préparation budgétaire s'impose de toute urgence. La transparence complète de l'État fera faire un gain démocratique salutaire dans une conjoncture où les voiles idéologiques risquent de transformer en théâtre d'ombre une campagne électorale que la guerre de propagande a d'ores et déjà empoisonnée. Une telle initiative constituerait une rénovation majeure du modèle québécois, une innovation institutionnelle qui enrichirait singulièrement la vie parlementaire en plus d'accroître de façon exponentielle la capacité de cohésion de la société québécoise autour de l'établissement des grandes priorités collectives.

Si des choses graves se préparent comme aime à le répéter le Premier ministre, autant que cela soit celles qui redonneront aux citoyens et citoyennes la conviction que voter porte à conséquence. Les inconditionnels du lien *canadian* sont

prêts à payer du prix de la décomposition sociale et de la destruction des solidarités leur soumission à un ordre qui privera le Québec de tout moyen de décider lui-même de ses priorités. Il est certain que les citoyens du Québec, dans leur immense majorité, refusent de brader le seul État où notre peuple peut fixer par lui-même les voies de son destin. Une commission parlementaire sur la préparation du budget 2003 lui fournira l'oxygène nécessaire pour donner le grand coup qui lui fera rompre le carcan qui l'étrangle. □

La revue est maintenant  
disponible chez

**Renaud-Bray,**

chemin-de-la-Côte-des-Neiges  
à Montréal.

LE DEVOIR

Économisez **40%** sur le prix en kiosque!

Recevez *Le Devoir*  
**À VOTRE  
PORTE**

*du lundi au samedi pour seulement*

**3,74\$**  
*par semaine* (taxes en sus)

*Abonnez-vous par téléphone,  
c'est facile et rapide!*

Composez le (514) 985-3355 pour la région de Montréal,  
ou le 1 800 463-7559 pour l'extérieur.

\* Prix basé sur l'abonnement de 52 semaines, dans les secteurs où il y a livraison par camelot.

## ARTICLES

### Articles

Dans le monde, une volonté unique, c'est trop	
- <i>Pierre Vadeboncœur</i>	12
Financement des services de santé	
- <i>Coalition Solidarité Santé</i>	19
Pour des paysans libres	
- <i>Maxime Laplante</i>	23
La nation dans tous ses États	
- <i>Benoît Dubreuil</i>	36
De toute manière	
- <i>Luc Perrier</i>	51

### Réplique

Les nations québécoises dans <i>L'Action nationale</i>	
- <i>André Campeau</i>	56

### Dossier

Suite au prochain numéro	
- <i>Robert Laplante</i>	68
Remettre le Québec en mouvement	
- <i>Michel Venne</i>	72
La mondialisation contre l'universalisme	
- <i>Jean-Marc Léger</i>	97

### Lire

En primeur	
L'indéfectible espérance	
- <i>Paul-Émile Roy</i>	112
Nouvelles parutions	131
Livres reçus	154

### Chroniques

Le Bulletin du lundi	160
Courrier des lecteurs	170
Index de nos annonceurs	183

Pierre Vadeboncœur\*

## **DANS LE MONDE, UNE VOLONTÉ UNIQUE, C'EST TROP**

Depuis un an, les États-Unis, avec les républicains au pouvoir, sont en train de provoquer la reconstitution d'une gauche – très large – à travers le monde. Depuis l'effondrement du communisme en URSS et dans les pays de l'Est, la gauche ne trouvait plus que malaisément sa voie. Elle n'avait plus d'ancrage mondial, plus d'identité universelle, plus guère d'orientation générale, ni grand pouvoir d'attraction. Elle n'envisageait plus de révolutions même locales, ni de réaction globale contre ce qu'elle rejetait. Elle était plus ou moins désertée, éparpillée, impuissante, sans doctrine dominante, ni ce semblant d'œcuménisme qui avait existé chez elle. Il n'y avait plus de gauche mondiale mais plutôt seulement des foyers épars de résistance sociale ou politique privés d'une force politique d'envergure internationale susceptible de les soutenir ou de leur donner espoir.

On pouvait aller jusqu'à se dire : la révolte est morte dans le monde. L'Amérique latine donne un bon exemple de cet étrange affaissement, relative pacification sans cause, car enfin les injustices n'ont pas diminué.

---

\* Écrivain et essayiste.

La droite pouvait donc avoir, jusqu'à un certain point, les coudées franches. D'ailleurs, une certaine gauche se précipitait tout aussi à droite que le gouvernement Bush, comme Tony Blair, aboutissement extrême du désemparement du socialisme dans le monde, avatar ultime d'un mouvement politique qui avait porté plusieurs noms dans l'histoire mais n'avait plus maintenant de centre commun de gravité. Dans le cas, cette gauche-là passait carrément à droite et donc n'existait plus.

Mais aujourd'hui, depuis George W. Bush, on peut penser que la politique, par réaction à ce dernier et aux entreprises de son gouvernement, tend à se constituer en une large opposition universelle de fait, disparate et non organisée certes, mais tout de même polarisée par l'objet central de ses détestations. Celles-ci visent, pour des raisons diverses et même parfois opposées, un empire américain soudain animé d'une volonté d'expansion conquérante immédiate pouvant mettre en danger même les intérêts des autres grandes nations.

Une gauche ? La doctrine évidemment n'est plus la même. Il n'y a plus de doctrine. Il n'existe plus non plus de force concentrée dans un bloc pour favoriser une coalition de multiples oppositions à la politique actuelle des États-Unis.

La guerre vers laquelle le gouvernement américain se dirige contre l'assentiment des trois quarts de l'univers politique est peut-être le point à partir duquel les oppositions dans le monde vont de nouveau tendre à se rejoindre du moins par le fait, et elles se touchent déjà de cette manière à cause d'une conjoncture qui les menace toutes.

Des forces, des opinions, des intérêts et des philosophies, disséminés dans ces oppositions, n'ont pas entre eux les mêmes objets, il s'en faut, mais ils ont le même adversaire conjoncturel.

La gauche traditionnelle redevient çà et là la gauche devant la poussée de la droite belliqueuse des États-Unis, car c'est aussi contre le peuple que le capitalisme veut dominer le monde.

Plusieurs grandes nations, au centre droit, se sentent menacées par l'un de leurs impérialismes, lequel veut faire la guerre pour lui d'abord et pour lui seul en définitive. Allez interpréter autrement les tiraillements du Conseil de sécurité en novembre.

Tout ce qui a encore dans les pays d'importance un certain sens de l'équilibre politique dans le monde s'oppose à l'impérialisme d'un seul et à son aventurisme. Il restera à voir jusqu'à quel point. Les signes ne sont pas des meilleurs, il est vrai.

Les masses musulmanes, quant à elles, ainsi que leurs dirigeants religieux, voient l'invasion américaine sur le point de déferler avec ses contenus sur leur civilisation et elles rejettent ce que l'armée américaine apporte ainsi dans ses fourgons.

Les écologistes observent avec effroi les États-Unis consacrant des sommes fabuleuses à leurs entreprises de guerre et dilapidant ainsi des capitaux qui seraient absolument nécessaires pour sauver la planète en voie de perdition – ce dont d'ailleurs le gouvernement américain actuel ne s'occupe plus.

Les États-Unis proclament leur volonté de prendre partout ce qui ne leur appartient pas et de s'approprier les ressources de toutes sortes et en particulier l'énergie. Le monde rejette cet impérialisme moderne à la romaine, l'univers répugne à se voir dominé. Des puissances concurrentes s'inquiètent bien qu'il soit loin d'être assuré qu'elles ne seront pas amenées à céder pour leur compte.

La nouvelle gauche, encore floue et se réveillant à peine, n'ayant plus d'ailleurs les définitions étroites et purement sociales d'autrefois, comprend des éléments socialistes, tiers-mondistes, écologistes, révolutionnaires, pacifistes, nationalistes, des masses misérables, des terroristes, des religieux fanatiques, des réfugiés, des nuées de combattants en puissance, mais aussi, réticents ou réfractaires, pusillanimes, peu sûrs, certains Alliés des Américains.

Cette gauche est un phénomène nouveau et qu'on ne saurait réduire à ce qu'on entendait autrefois par le mot. Elle manifeste un état du monde qui a bougé en profondeur, partiellement par réaction à la volonté d'expansion des États-Unis outrageusement proclamée.

Ceux-ci ne sont pas le seul empire, mais ils paraissent avoir un peu perdu la notion de cette réalité. Ils possèdent une puissance unique, mais ils ne sont pas uniques.

Les populations méprisées sont des myriades et l'on oublie à Washington qu'il est objectivement impossible d'asservir l'humanité.

Ce qui entoure l'expansionnisme américain est environné d'une résistance qui, par le monde, rassemble maintes con-

traditions dans une attitude de rejet dont il faut bien voir que, d'aventure et par rencontre objective, elle est commune. Mais la réaction capitaliste dans les États peut, devant la guerre, avaler cette résistance.

Cela fait une espèce de gauche universelle bigarrée, et cette gauche, que ce nom coiffe mal, est antiaméricaine par un côté ou par un autre, ne serait-ce, pour certains, que parce qu'elle refuse la guerre.

L'univers actuel tend à se polariser de nouveau, d'une manière très résolue dans le camp américain et, d'autre part, de manière encore flottante et virtuelle chez les immensités qui composent le reste du monde.

Une gauche sans doctrine et à visées diverses, sans leader, sans guère de conscience collective de soi et la plupart du temps sans ce qu'on appelle socialisme, semble dans les peuples, se former et se mondialiser.

Elle ne se présente que comme un phénomène de résistance, une résistance de fait, multiple, précisée seulement par ce qui l'agresse, qui est une cause unique : les États-Unis en marche à travers le monde contre le monde.

Il y a un malaise actuellement dans l'univers, qui est celui-là. Ce malaise peut s'appeler antiaméricain, un inconfort, un refus anticipé et certain, une résistance, diffuse mais puissante par le nombre, larvée, sensible dans plusieurs pays d'Occident qui s'interrogent, qui freinent – mais jusqu'à quand ? Et puis il y a les masses arabes, parfois trahies par leurs gouvernements mais nerveuses, insoumises et haïssant ce que les États-Unis représentent.

Pour l'avenir du monde, l'abcès de fixation israélo-palestinien ne dit rien qui vaille. Il montre cependant que les armes ne suffisent pas. Les peuples sont capables de résister.

Cette notion de résistance infinie, vietnamienne, totale, guérilla, terrorisme, à finir, pour jamais, est une notion moderne probablement : jadis, il y avait des peuples conquis...

Peuples et nations, classes, intérêts nationaux, empires secondaires mais réels, voilà beaucoup de forces défiées par une cause unique, la volonté impérialiste d'un grand pays aveuglé par ses armes et croyant pouvoir forcer l'avenir de trop de volontés contraires, comme si le monde entier pouvait se dessiner dans les bureaux du Département d'État, du Pentagone et de la CIA, par pure puissance, par pure volonté d'une force fût-elle immense.

Cela finit par déterminer un sentiment d'hostilité qui se répand dans le monde, symptôme d'un refus des fantasmes américains de domination économique universelle, laquelle est un projet historique nouvellement apparu, car jusqu'ici le travail des ambitions capitalistes américaines, qui a toujours existé, se faisait à la pièce, alors qu'aujourd'hui le gouvernement des États-Unis annonce dix guerres !

Voyez ce signe : la résistance, du moins par inertie, a gagné un moment des Alliés. Le refus se faisait sentir dans d'importantes chancelleries, et cette courbe négative sur les graphiques épousait à rebours à peu près celle des intentions de guerre américaines.

Peut-on parler d'une gauche, au fait ? Ce mot, identifié historiquement à des formes sociales de lutte selon un schème

plus ou moins marxiste du XIX<sup>e</sup> siècle, est probablement inapproprié ici. On ne parle plus exactement de la même chose aujourd'hui. Seulement, une résistance objective s'élève peu à peu de par le monde, d'une envergure comparable à celle qui prévalait jadis dans un univers divisé comme il l'était alors.

Les États-Unis sont à un pôle de la nouvelle dichotomie et c'est à ce pôle qu'on les situe de plus en plus. Ils sont en face de leur empire anticipé, qui s'oppose présentement à eux à tant d'égards.

Une volonté unique, dans le monde, c'est trop.

8 janvier 2003 □

Marie Pelchat et Jacques Fournier  
Coalition Solidarité Santé

## FINANCEMENT DES SERVICES DE SANTÉ ET CROISSANCE DE LA RICHESSE COLLECTIVE

Quels liens peut-on faire entre le financement des services de santé et des services sociaux et la croissance de la richesse collective? La Coalition Solidarité Santé a poursuivi, en octobre dernier, sa réflexion sur cette question avec Pierre Beaulne, économiste à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), comme personne-ressource.

L'objectif n'était pas d'arriver à un consensus sur les façons de financer adéquatement les services de santé et les services sociaux mais plutôt d'échanger sur d'éventuelles pistes nouvelles, sans présumer de l'abandon des sources actuelles de financement.

Le Conference Board, un organisme conservateur, a calculé pour le compte de la Commission Séguin sur le déséquilibre fiscal un estimé de la croissance moyenne des coûts de la santé, au cours des vingt prochaines années (2000-2020). Cette hausse serait en moyenne de 4,8 % annuellement, décomposée comme suit :

- 2,1 % d'inflation moyenne,

- 1,5 % pour la croissance par habitant, reliée à l'utilisation des nouvelles technologies,
- 1,2 % pour le facteur démographique : hausse de 0,2 % de la population et hausse de 1 % reliée au vieillissement.

Le Conference Board évalue par ailleurs que le PIB (produit intérieur brut) nominatif croîtra en moyenne de 2,3 % annuellement. Ajouté à une inflation de 2,1 %, comme ci-dessus, on observerait une hausse du PIB réel de 4,4 %. Il n'y aurait donc qu'une différence de 0,4 % entre la hausse des coûts et la hausse de la richesse collective, le PIB.

Pas de quoi faire un drame avec le vieillissement, direz-vous ? C'est vrai mais les choses ne sont pas simples.

Le Conference Board estime que la croissance des revenus de l'État, donc la capacité à défrayer les coûts de façon collective, ne suivrait pas le PIB, soit 4,4 %. À l'aide de calculs économétriques sophistiqués, il estime que les revenus autonomes du gouvernement québécois ne croîtraient que de 3,2 % et ceux des transferts fédéraux de 2,9 %, soit une moyenne annuelle de 3,1 %. Il y aurait donc une différence de 1,5 % annuellement entre la hausse des coûts et les recettes de l'État.

Ce calcul du Conference Board est éminemment contestable. Concernant les transferts fédéraux, la sous-évaluation de la croissance relève de l'évaluation politique et non de l'économie. Concernant les recettes de l'État québécois, le Conference Board fait en sorte que la part du PIB qui irait aux recettes de l'État serait en décroissance relative.

Il faut retenir de ceci que la croissance de la richesse collective est importante et que les facteurs tels le vieillissement ne bloquent pas toute marge de manœuvre. Le discours « *à cause du vieillissement, on n'a plus les moyens de se payer des services collectifs et il faut privatiser, les gens paieront de leur poche* » est une analyse un peu courte.

À l'heure actuelle, 63 % des coûts de la santé et des services sociaux sont défrayés par le Fonds consolidé du gouvernement, 27 % sont puisés dans le Fonds des services de santé (alimenté par les cotisations des employeurs, des travailleurs autonomes, des retraités, etc.) et 10 % proviennent de sources particulières : coûts d'hébergement payés par les usagers, CSST, assurance-médicaments publique, etc.

Pour augmenter les sommes disponibles, il serait envisageable d'augmenter la part provenant du Fonds des services de santé, par exemple la contribution des employeurs basée sur la masse salariale, d'autant plus que les coûts de production sont relativement bas au Québec. Cela aurait l'inconvénient d'être moins progressif que l'impôt sur le revenu (Fonds consolidé) mais cela présenterait l'avantage de donner de la visibilité aux coûts de la santé. C'est une piste à explorer mais pas la seule.

Les projets de caisse-vieillesse, de caisse-santé et autres gadgets constituent des bricolages qui comportent davantage d'effets pervers que de côtés positifs, et qui sont souvent des fuites en avant dont les impacts réels et à long terme ne sont pas évalués. À l'heure actuelle, le financement public fait en sorte qu'il n'y a pas de corrélation directe entre les revenus et les dépenses de l'État : en général, telle taxe n'est pas

reliée directement à telle dépense, ce qui permet au gouvernement de faire des arbitrages sociaux : réparation des routes, protection de l'environnement, promotion de la culture, éducation, sécurité du revenu, santé, etc.

La Coalition Solidarité Santé n'a pas terminé ses travaux sur le sujet. Il restera à analyser les programmes des divers partis politiques à l'aune des besoins de la population. Le thème qui risque d'être très présent lors de la campagne électorale : « à soir, on fait peur au monde avec le vieillissement ». Petite misère ! □

Maxime Laplante\*

## POUR DES PAYSANS LIBRES

Un Hongrois vivant dans la campagne québécoise depuis une vingtaine d'années me disait en novembre : « J'étais plus libre sur ma ferme en Hongrie en plein système socialiste qu'ici au Québec ». Les producteurs de sirop d'érable en vrac n'ont plus le droit de vendre eux-même leur marchandise, le quota (permis de produire) pour une bonne vache dépasse 30 000 \$, le quota pour une poule pondeuse atteint 130 \$, la vente de lait à la ferme est prohibée, et ainsi de suite.

En Abitibi, Léandre Bergeron produit du pain fait de farine biologique dans sa cuisine depuis des années. 600 pains par semaine, et de l'excellent. Pendant trois ans, le service des postes a assisté aux échanges entre Léandre et les autorités sanitaires. La directive est claire, le pain doit provenir d'un bâtiment distinct ; la cuisine familiale représente un danger pour la santé humaine, un véritable bouillon de culture potentiellement toxique, etc. Trois ans de communications feutrées. Mais en janvier 2002, les inspecteurs contre-attaquent : Léandre, c'est fini. À partir du 22 janvier, tu n'auras plus le droit de vendre du pain bio fait dans ta cuisine. Léandre s'incline. Depuis le 22 janvier, Léandre ne

---

\* Agronome secrétaire général de l'Union paysanne

vend plus de pain. Il le donne !!! Les contributions volontaires sont évidemment bienvenues... et le volume de pain vendu, pardon, donné, a augmenté de 25%.

Denis (nom fictif, mais personnage réel. Des histoires comme ça ne s'inventent plus) a rêvé d'une ferme en Mauricie. Vivant à Montréal, il a acheté un lopin de terre, naïvement, dans l'espoir de démarrer en agriculture : sapin de Noël, sirop d'érable, on verra. Simple détail, le lopin ne supporte aucune maison. Une roulotte temporaire s'installe, intempéries obligent. Tout va bien pendant quelques années, jusqu'à l'arrivée d'un inspecteur un peu penaud de lui annoncer que la municipalité aimerait bien le garder mais que la commission de protection du territoire agricole voit son cas différemment. L'agriculture n'est pas son occupation principale et, de toute façon, son érablière ne fait que 3,9 hectares alors qu'il en faudrait au moins 4 hectares. Denis n'a donc pas le droit à une résidence sur sa terre ni d'y construire une cabane à sucre. Qu'il continue à habiter Montréal.

De retour en Abitibi. Les éleveurs de la coopérative des viandes fines veulent procéder à l'abattage d'animaux plus ou moins dociles comme l'autruche, le cerf roux ou le daim. Seul détail, les abattoirs régionaux ayant été fermés, il faut transporter les bêtes vers Fugerville, soit 250 km, après les avoir attrapées ! Les animaux affolés arrivent dans un état pitoyable : mortalité, blessures, stress, affolement. Les survivants doivent souvent être abattus à la carabine dans le camion pour être tractés à la chaîne vers l'intérieur du bâtiment. L'étiquette « viande fine » perd quelque peu de sa valeur dans le processus... Pour éviter les blessures lors du

transport, seules des cages de contention réussiraient à immobiliser les bêtes. Ce procédé n'est cependant pas toléré par la certification biologique en plus d'être une mesure cruelle.

La coopérative a envisagé l'achat d'un camion mobile d'abattage mais le coût a tout remis en question. L'équipe d'Abitibi revient donc aux sources : l'abattage à la ferme. Une installation simple, peu coûteuse, appelée abatterie, remplit son office. L'opération est supervisée par un médecin vétérinaire. L'ensemble relève encore de l'illégalité, mais deux séances d'abattage ont été effectuées, en partie filmées, et présentées sous forme de projet pilote aux autorités. Le message est le suivant : venez vérifier si tout est correct, mais n'essayez pas de bloquer le projet sous l'unique prétexte que l'abattage n'a pas été fait à Fugerville ou ailleurs.

À St-Edouard de Lotbinière, il y a vingt ans, presque tous les fermiers avaient leur petite érablière et recevaient au printemps parenté, amis et visiteurs pour une partie de sucre. La vente des produits de l'érable et surtout la restauration en forêt apportaient un revenu d'appoint. Aujourd'hui, ces entreprises ont pratiquement disparu. Il aurait fallu refaire la cuisine, construire de nouvelles toilettes selon les nouvelles normes, bref, investir. A-t-on jamais entendu parler de quelqu'un qui serait mort empoisonné d'avoir mangé des crêpes au sirop d'érable cuisinées sur un poêle à bois ?

Comment en est-on arrivé, en plein bastion capitaliste nord-américain, à un tel encadrement de la production agricole qui ferait pâlir un plan quinquennal soviétique ? Et surtout, quelles sont les conséquences d'un tel système ? En l'espace

de cinquante ans, sous le prétexte de normes de salubrité et de la croyance qu'il faut être gros pour que ça soit bien, la liberté du producteur en a pris pour son rhume et en dehors du circuit quasi industriel classique, point de salut.

### **L'impasse laitière**

Pour la relève agricole et la survie des villages, le résultat est un désastre. Dans le cas d'une ferme laitière de 40 vaches, soit environ la moyenne québécoise, la valeur de l'entreprise atteint aisément 400 000 \$, majorée de 1 200 000 \$ pour le quota. Les jeunes de vingt ans disposés à payer de telles sommes pour avoir le droit de travailler 70 heures par semaine sont de plus en plus rares. Conséquence, la ferme passe dans le tordeur de la mise en enchères. Le démantèlement est total : les vaches sont dispersées, ainsi que la machinerie, le quota, les outils, même le tas de fumier et les récoltes. La terre est rachetée la plupart du temps par les voisins qui en profitent pour grossir encore un peu, accentuant le problème de relève.

### **La production biologique tassée dans le coin**

André possède une ferme maraîchère biologique à Laval. Système seigneurial obligeant, le lot fait 50 mètres de largeur et 1000 m de long. Etant donné que les voisins utilisent pesticides, semences génétiquement modifiées et engrais chimiques prohibés par les organismes de certification biologique et que le danger peut sauter la clôture, André ne peut pas certifier 8 mètres de culture de part et d'autre de sa propriété. 16 mètres sur 50, soit environ le tiers de sa ferme, est pratiquement perdu, puisque la récolte devrait

aussi être faite séparément, ainsi que le transport. Il est difficile d'imaginer un fermier semer des plantes ou des variétés différentes pour la bande de 8 mètres et le centre du champ, de les récolter séparément, de les entreposer séparément, etc. Le tout à ses frais, évidemment, alors que la contamination vient du voisin qui n'a aucune responsabilité à assumer. On est loin du principe de pollueur-payeur.

Le tableau ne serait pas complet sans mentionner que le producteur biologique doit payer lui-même ses frais d'inspection et de certification, dépenses qui sont assumées par l'État pour la production conventionnelle.

À cet égard, il faut mentionner que la certification biologique n'est pas une garantie de qualité du produit mais une garantie que certaines pratiques agricoles ont été respectées. Ce qui signifie qu'un légume ou une tonne de grain peut être certifiée biologique même si la récolte a reçu des pesticides venant des voisins ou a été mélangée avec des produits contaminés lors du transport et de la distribution. Tout ça ne satisfait pas toujours les acheteurs qui exigent des denrées exemptes de contaminants. Pour certaines cultures, comme le maïs, le pollen des plants génétiquement modifiés peut se promener sur de grandes distances, rendant ainsi presque impossible la production de maïs « propre » dans le même territoire. On peut se demander si la coexistence des deux formes d'agriculture, OGM-chimique et biologique, est possible dans une même région.

À ce sujet, le cas d'un agriculteur de la Saskatchewan, Percy Schmeiser, est éloquent. Il produit du canola depuis une quinzaine d'années et son voisin vient d'utiliser les nou-

velles semences génétiquement modifiées de la compagnie Monsanto. Le pollen n'arrêtant pas aux limites de la propriété, une partie de la récolte de M. Schmeiser a été contaminée. Monsanto réclamant le paiement des brevets pour utilisation des semences OGM et Percy prétextant qu'il est plutôt la victime que le voleur, le tribunal trancha. En faveur de Monsanto ! Le jugement dit clairement que l'origine du gène modifié n'a aucune importance, que ce soit par les oiseaux, le vent ou une main criminelle. Celui qui a des gènes de Monsanto dans son champ doit payer, point à la ligne. de plus, étant donné que Percy n'est pas en mesure d'évaluer le pourcentage de sa récolte qui est contaminé, il doit payer pour la totalité de la récolte et renoncer à en garder une partie pour les semis de l'année suivante. En conclusion, il faut comprendre que si un organisme se fait contaminer par les gènes d'une compagnie détentrice de brevets, l'organisme en question devient automatiquement la propriété de cette compagnie. La coexistence des deux types d'agriculture est-elle encore possible ? Pour Percy Schmeiser, la réponse est claire.

Cet exemple aide aussi à comprendre pourquoi les États-Unis ne sont prêts à fournir de l'aide alimentaire à l'Afrique qu'à la condition qu'il s'agisse de grains génétiquement modifiés et que l'Afrique refuse de se faire ainsi piéger. Si les paysans africains perdent la possibilité de prélever une partie de la récolte pour les semis suivants, qu'ont-ils à gagner à part un sursis d'un an ?

### **Le bio revu par l'Union paysanne**

Un récent sondage de l'organisme Equiterre mentionnait entre autres que peu de gens sont en mesure de définir ce qu'est la production biologique. En gros, le fermier qui veut utiliser l'appellation « biologique » sur ses produits doit s'inscrire auprès d'un organisme de certification reconnu et respecter certaines pratiques, comme ne pas utiliser d'engrais chimiques, ni de pesticides, ni d'OGM, ni hormones de croissance.

En soi, c'est déjà une amélioration. Toutefois, selon l'Union paysanne, le système a ses limites. Outre le fait que la certification Bio ne dit rien sur les éventuelles contaminations échappant au contrôle du fermier, il faut aussi se poser des questions sur la protection des ressources et l'impact social des pratiques agricoles. Par exemple, un légume biologique qui parcourt 2500 km en camion, emballé dans du plastique, a peut-être perdu en cours de route une partie de son âme bio. Si le même légume arrive à l'étranger à bas prix et prive l'agriculteur local d'écouler son propre produit, n'a-t-on pas oublié quelques règles de solidarité paysanne ? Et si la ferme biologique a atteint une valeur de quelques millions et n'est plus rachetable par la nouvelle génération et passe aux mains d'une compagnie d'intégration, contribuant à l'exode des populations rurales vers la ville ?

L'idée inhérente n'est pas de dénigrer la production biologique, au contraire, mais plutôt d'élargir la discussion pour éviter les pièges de la production conventionnelle. En effet, certains pays européens, dont l'Autriche, ont fait l'expérience que les simples exigences de qualité de la pro-

duction biologique avaient été impuissantes à contrer la saignée des régions rurales mais aussi à garantir des conditions de travail satisfaisantes pour les fermiers. Les agriculteurs, attirés par l'espoir de meilleurs prix offerts par le marché du bio, se sont rapidement retrouvés entraînés dans la spirale du « grossir ou mourir ». L'endettement s'ensuit, le nombre d'heures augmente, les acheteurs contrôlent le marché. Le cycle se répète.

### **Les cahiers de charge et la multifonctionnalité**

Si on veut briser ce cercle vicieux, il faut faire en sorte qu'il soit possible de vivre décemment de l'agriculture tout en conservant une taille modeste, en créant de l'emploi et en protégeant les ressources. Sans utiliser de l'argent neuf, l'Union paysanne réclame la réorientation du soutien financier de l'État pour faire en sorte que l'argent aille aux fermiers soucieux de la qualité de leurs produits, des ressources naturelles et de la survie de leur communauté au lieu de subventionner au volume de production comme c'est le cas actuellement. L'Union paysanne se donne donc le mandat d'élaborer une définition des pratiques que le gouvernement devrait soutenir et de concevoir des outils d'évaluation des fermes en fonction des objectifs de qualité, environnementaux et sociaux.

### **L'Union paysanne a un an**

Après un an d'existence, l'Union paysanne fait le bilan. Un an à bâtir le réseau et relier dans une même structure 16 régions administratives du Québec, à analyser le secteur agricole, en particulier la production porcine, le sirop

d'érable, le biologique, et à en faire la diffusion, à bâtir des liens avec d'autres organisations. 3200 membres sont maintenant regroupés, en ville comme à la campagne. Deux conditions sont requises : payer les frais de 40 \$ pour l'adhésion et endosser la déclaration de principe, à savoir la volonté de changer de modèle agricole vers des assises plus durables, tout en respectant la volonté démocratique des populations locales à décider de leur sort.

Après un an, donc, le mouvement établit de nouvelles priorités. Premièrement apparaît la nécessité de se doter d'outils de communication interne, pour diffuser l'information mais aussi pour consulter les membres.

Deuxièmement, le monopole syndical de l'Union des producteurs agricoles (UPA) doit être brisé, de façon à permettre un pluralisme, un véritable débat sur les enjeux agricoles au sein des instances décisionnelles. Il n'est pas normal que la loi n'autorise qu'un seul syndicat agricole à siéger à la Financière agricole, aux offices de producteurs, aux comités consultatifs agricoles des MRC, et ainsi de suite. Cette situation semble d'ailleurs être particulière au Québec. L'Ontario reconnaît plusieurs associations, le Manitoba en a deux et plus de 9000 fermes n'adhèrent à aucun syndicat, même situation en France et un peu partout dans le monde. L'enjeu dépasse nettement la simple question philosophique et a une incidence directe sur l'orientation de l'agriculture et l'alimentation de toute la population. Actuellement, le même syndicat unique influence le financement de l'agriculture, à savoir les fermes méritant l'aide au démarrage, les conditions pour les programmes d'assurance, la construction des fosses à fumier, l'aménagement du territoire, l'utili-

sation des organismes génétiquement modifiés (OGM), la gestion des marchés, la formation agricole, et j'en passe.

L'Union paysanne se donne également le défi de mettre en place des outils de formation en agriculture et en consommation. De plus en plus de gens sont intéressés à modifier leurs pratiques agricoles ou à se lancer en agriculture. De nombreuses institutions de formation existent déjà mais peu proposent un changement de modèle, ralliant à la fois des objectifs de qualité du produit, de respect des ressources et d'impact social. Tous ces gens réclament un support technique du genre : comment trouver une terre et y démarrer un élevage de chèvres ? Comment organiser une mise en marché locale ? Comment limiter l'utilisation d'intrants chimiques à la ferme ?

À l'autre bout du cycle, de nombreuses personnes veulent encourager une forme alternative d'agriculture mais ne sont pas intéressées à produire personnellement. Par contre, elles aimeraient bien y comprendre quelque chose et modifier leurs habitudes de consommation en conséquence. C'est en gros une forme d'éducation à la consommation équitable.

### **Et le BAPE sur la production porcine**

Suite aux pressions populaires, le ministre de l'environnement, M. André Boisclair, faisait en juin 2002 l'annonce d'un moratoire sur tout nouveau bâtiment porcine pour une période de 18 à 24 mois et mandatait par la même occasion le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) d'évaluer la production porcine pendant un an et

d'émettre des recommandations en vue d'en arriver à un modèle durable de développement.

La commission a donc entrepris son pèlerinage à travers la province, faisant intervenir principalement des représentants des différents ministères ainsi que de l'industrie porcine. Suite aux exposés des experts, l'assistance pouvait poser des questions au rythme de deux par personne. Évidemment, les citoyens ont vite réalisé que le processus ne leur laissait que peu de place. Rares sont ceux qui pouvaient se permettre de se balader d'Abitibi en Gaspésie pendant des mois pour se contenter de deux questions sans emballage. Et encore plus rares ceux qui obtinrent des réponses satisfaisantes de la part des fonctionnaires. Il devint rapidement évident que les ministères n'avaient pas prévu le désastre porcin et qu'ils en avaient abandonné le contrôle à l'industrie. Le renard gérait le poulailler, une fois de plus. Il est également évident que le gouvernement n'arrivera pas à proposer un modèle durable de développement porcin à l'intérieur des délais prévus par le BAPE et le moratoire. Pendant ce temps, le temps joue en faveur de l'industrie agricole, qui a déjà obtenu un règlement à rabais depuis le mois de juin 2002 et qui prendra toute sa force à l'échéance du moratoire. Ainsi, ce règlement prévoit le contrôle de la production par un système complexe d'analyses de sol et de fumier, géré par un agronome. En plus d'être encombrant par la masse de documentation, le commun des mortels est dans l'impossibilité de vérifier quoi que ce soit, d'autant plus que tous les documents sont classés « secret industriel ». Les plans de fertilisation sont donc payés en bonne partie par les contribuables mais ils demeurent confidentiels.

Les citoyens sont par conséquent très déçus de l'attitude des ministères qui cautionnent ce modèle sans trop se poser de questions. L'histoire de l'année 2003 nous dira la suite.

### **Le rat des champs invite le rat des villes**

En conclusion, le pari de l'Union paysanne semble fonctionner, à savoir le mariage entre fermiers et citoyens. Il n'est pas simple de mettre à la même table de discussion des Montréalais en appartement et des éleveurs de bovins pour entamer des sujets tels que l'aménagement du territoire ou le syndicalisme agricole. Les agriculteurs craignent souvent l'intrusion de citoyens « au nez fin » dans leurs affaires alors que dans le sens inverse, on se soucie de l'impact d'une fosse à purin sur la qualité de l'eau. Par contre, on peut enfin aborder des problèmes de fond avec une vue d'ensemble et des points de vue variés sortant de la vision corporatiste habituelle. En effet, si on ne réunit que des éleveurs de mouton, on court le risque de ne considérer que les aspects du meilleur profit sur la viande d'agneau. Et tant pis pour les détails environnementaux ou sociaux qui peuvent en découler. Entre éleveurs, on ne voit pas nécessairement la pression d'une grande concentration de bêtes sur la coupe des forêts ou la fermeture de l'école du village. Mais lorsque le débat rassemble fermiers, médecins, bûcherons, enseignants, élus municipaux et commerçants, la concertation peut être plus longue mais les conclusions sont plus susceptibles de satisfaire à tous.

Toutefois, il arrive qu'il soit nécessaire de donner de l'autonomie à un groupe de producteurs voulant défendre leur point de vue devant les instances publiques, par exemple

devant la commission de protection du territoire agricole ou un ministère. Souvent, certaines instances vont exiger de n'entendre que des producteurs. Par contre, il est essentiel qu'au sein de l'Union paysanne, tous puissent participer à la prise de décision, sans égard à leur métier. La formule que nous expérimentons consiste à laisser des producteurs se constituer légalement de façon autonome tout en demeurant redevables auprès des élus de l'Union paysanne. C'est ainsi que, le 8 novembre 2002, des producteurs de sirop d'érable ont formé l'Union acéricole paysanne. Tout en travaillant en étroite collaboration avec la direction de l'Union paysanne, ces producteurs ont pu entreprendre des démarches devant la Régie des marchés agricoles concernant la mise en marché du sirop.

C'est la tentative de l'Union paysanne de renouveler le syndicalisme agricole, en permettant un véritable pluralisme, non seulement dans le choix d'un syndicat, mais à l'intérieur d'un syndicat. Évidemment, ce n'est là qu'un outil pour atteindre l'objectif : permettre une agriculture diversifiée, produisant des denrées non standardisées, tout en protégeant les ressources. Vivent les paysans libres. □

Benoît Dubreuil

## LA NATION DANS TOUS SES ÉTATS, LES IDENTITÉS NATIONALES EN MOUVEMENT<sup>1</sup>

Il y a déjà plusieurs années que la sociologie s'intéresse au phénomène du nationalisme. Ernest Gellner, à la mémoire de qui le dernier livre d'Alain Dieckhoff est dédié, avait publié en 1983 son livre *Nation et nationalisme*, une étude qui avait représenté à l'époque une progression sans équivoque dans la réflexion sur le nationalisme. C'est sans aucun doute dans cette lignée que s'inscrit aujourd'hui le livre d'Alain Dieckhoff : une tentative sérieuse de réfléchir sur ce phénomène. Il convient de souligner le caractère « sérieux » du travail de Dieckhoff, car on ne peut pas dire que le sérieux est toujours une vertu qui abonde dans l'étude du nationalisme. Les enjeux politiques qui découlent directement de nos réflexions rendant parfois difficile une étude à tête froide du phénomène. On doit cependant féliciter Dieckhoff pour la qualité de son travail. Ce spécialiste du Moyen-Orient démontre une connaissance approfondie des différents nationalismes contemporains, particulièrement en Occident. Dieckhoff démontre également une très bonne connaissance du contexte québécois, on peut facilement voir qu'il a pris le temps nécessaire pour s'informer soigneusement sur la relation conflictuelle qu'entretenait le Québec avec le reste

1. D'après le livre de Alain Dieckhoff, Flammarion, 2000.

du Canada, notamment par le biais de Guy Laforest, pour qui il admet avoir une « dette intellectuelle particulière ».

La première étape vers une étude sérieuse du nationalisme consiste à cesser de l'appréhender globalement comme un phénomène unique et indivisible. Il n'existe pas qu'un nationalisme, il existe des nationalismes. Chacun adopte une figure particulière, celle d'un peuple et d'un contexte social particulier. Ainsi, la réflexion de Dieckhoff ne porte pas sur le nationalisme *en général*, mais sur un type particulier de nationalismes, à savoir *sur les nationalismes de dissociation, c'est-à-dire sur les mouvements nationalitaires qui agissent à l'intérieur d'un État constitué et réclament, au nom d'un groupe humain qualifié de « nation » et partageant certaines caractéristiques propres (histoire, culture, langue, passé commun, territoire...), l'autonomie politique, voire l'indépendance*. C'est ce que Dieckhoff appelle le *nationalisme périphérique de rupture et qui constitue la modalité la plus active du nationalisme contemporain du Québec aux Balkans en passant par la Catalogne, la Flandre ou la Corse*. À ce nationalisme de « disjonction », s'oppose le *nationalisme contraliste et unitaire, revendiqué avec force par les courants de l'extrême-droite populiste* (p. 17). C'est cette double figure qui donne souvent au nationalisme sa mauvaise presse. Le nationalisme n'était-il pas, selon F. A. von Hayek, l'un des deux pires fléaux que pouvait connaître l'humanité (l'autre étant le socialisme) ? Sans doute Hayek avait-il plus à l'esprit la dictature nazie que les luttes de libération qui, au nom du nationalisme, se sont opposées à cette dictature : *Qui niera que, pour les peuples polonais, juif, irlandais... l'engagement dans le combat national ait relevé d'une impérieuse nécessité ?* (p. 15)

Phénomène double, le nationalisme est également un phénomène moderne. Dieckhoff suit en ce sens le raisonnement élaboré par Gellner vingt ans plus tôt. Le nationalisme concerne l'État, il concerne la « création » d'un État, il ne peut être qu'un phénomène profondément moderne, puisque l'État lui-même est un phénomène profondément moderne. Les néo-marxistes (Hobsbawm) et les néo-libéraux (Hayek) ont tous deux prédit la fin du nationalisme : ce phénomène n'étant au fond qu'une réaction à la modernité, à la mise en place de réseaux de communication globaux qui viennent broyer les identités locales. Ce n'est pas surprenant puisque les penseurs marxistes (Engels) et libéraux (Mill) l'avaient déjà prédit plus d'un siècle plus tôt, ne voulant voir dans le fait national qu'un phénomène historique transitoire : les prolétaires et les marchands n'ayant pas de patrie.

L'incapacité des libéraux et des marxistes à penser la modernité du nationalisme peut nous surprendre. Est-il un phénomène qui ait accompagné l'ère moderne d'une manière plus durable, d'une manière plus constante ? De l'éveil des nationalités en 1848 jusqu'à l'écroulement des empires ottoman, austro-hongrois et russo-soviétique, il n'est pas de grand événement au cours des deux derniers siècles qui n'ait eu le nationalisme en son centre : *L'évolution historique de ces derniers siècles nous enseigne d'ailleurs que les époques où les échanges se sont multipliés ont toujours été celles où les revendications nationales ont connu un élan incontestable.* (p. 32) C'est cette dynamique mondialisation-fractionnement qui intrigue Dieckhoff.



La convergence entre les cultures, entre les valeurs, loin d'effacer l'idéal de l'État chez les nationalistes, semble plutôt le renforcer : *Historiquement, dans sa phase de démarrage, la modernisation a bien eu un effet homogénéisateur, mais souvent partiel et inattendu.* (p. 38) L'homogénéisation demeurant partielle, les différences subsistantes seront de plus en plus utiles à la mobilisation : *La ressemblance aiguisé la différence*, nous dit Dieckhoff (p. 23). La clef de cette énigme se trouve dans la nature même du processus de modernisation en Occident, processus qui débouche sur la construction d'espaces nationaux.

Les vastes mouvements migratoires entraînés par l'industrialisation amènent dans plusieurs cas la création violente d'un espace national jusqu'alors inexistant (France, Grande-Bretagne, Espagne) : *Ces migrations internes ont en général eu un effet assimilateur transformant des Auvergnats et des Bretons en Français ou des Slovaques et des Moraves en Autrichiens.* (p. 39) C'est ainsi que Gellner avait expliqué la création des espaces nationaux. La situation est cependant différente lorsqu'un groupe, vivant sur le territoire de l'État en construction, résiste à l'intégration nationale. On assiste alors à la création d'un espace national distinct, c'est-à-dire d'une société distincte. Plusieurs nations se sont ainsi construites en créant leur propre modernisation. C'est ainsi que la Catalogne et le Pays basque ont connu une industrialisation précoce qui les a lancés très tôt sur la voie de la modernisation sociale. Ce ne fut pas le cas de la Flandre ou du Québec qui, au contraire, ont connu une industrialisation plus tardive, résistant ainsi à la modernisation et à l'entreprise d'homogénéisation culturelle menée par leur État respectif.

Nous parlons ici d'*homogénéisation culturelle*, car c'est bien de cela dont il s'agit. Dieckhoff, suivant l'analyse faite par Kymlicka depuis quelques années, attaque avec force le mythe de la neutralité culturelle de l'État. L'État n'est pas un acteur aveugle à la culture. Au contraire, il est entreprenant, très entreprenant : *L'État lui-même n'échappe pas à la culture. Loin d'être cette instance neutre, organisant un corps anonyme de citoyens, le projet national qu'il porte ne peut faire l'économie du recours à la culture.* (p. 71) Dieckhoff s'attaque à l'idée même de la nation purement politique. En revoyant rapidement la genèse des nations française et américaine, il démontre la réalité culturelle qui se trouve derrière l'illusion civique.

Ceux qui, au Québec, critiquent depuis des années le caractère artificiel de la distinction entre *nationalisme civique* et *nationalisme ethnique* retrouvent donc chez Dieckhoff une compréhension totale. La distinction entre la *Kulturnation* et la *Staatsnation* ne tient tout simplement pas la route. Il en est ainsi parce que l'État concerne la société et que les *sociétés humaines sont des sociétés de culture.* (p. 41) Suivant toujours l'analyse de Gellner, Dieckhoff cherche à retrouver le lien entre la culture, l'État et la société : *La division du travail requiert en effet une mobilité sociale accrue qui passe par une formation standardisée, et donc par la diffusion d'une culture commune, en particulier une langue parlée et écrite. La fonction de la culture change de sens : alors que dans les sociétés pré-modernes, elle permettait de marquer les différences de statuts, elle souligne désormais la proximité entre les membres d'un même ensemble social et sert à consolider une nouvelle forme de communauté, la nation.* (p. 43) C'est pour cette raison que la culture est souvent un élément essentiel de la mobilisation nationaliste. Pour la nation, la culture est la raison du passage à l'État.



Selon Dieckhoff, le libéralisme n'a jamais vraiment compris ce travail d'uniformisation culturelle mené implicitement ou explicitement par l'État moderne :

*La perspective libérale, qu'elle soit traditionnelle (dans le prolongement de John Locke) ou innovatrice (dans le sillage de John Rawls), repose sur une conception atomiste de la société comme rassemblement d'individus libres et rationnels. Ceux-ci sont censés agir comme des êtres désengagés, exempts de toute détermination a priori (sociale, culturelle) et susceptibles de choisir librement les fins et les valeurs guidant leur action. Ils sont considérés, pour reprendre l'expression de John Rawls, comme entourés par un voile d'ignorance – quant à leur origine, à leur place dans la société. (p. 153)*

Dieckhoff, saisissant bien l'incapacité du libéralisme politique à comprendre les revendications nationalitaires, échoue cependant à expliquer les causes de cette incompréhension. Bien que certains libéraux de droite peuvent être accusés du péché « atomiste », on ne peut pas dire la même chose de John Rawls. Jamais celui-ci n'affirme que la société n'est qu'un « rassemblement d'individus libres et rationnels » agissant « comme des êtres désengagés, exempts de toute détermination *a priori* ». Contrairement à ce qu'affirme Dieckhoff, le « voile d'ignorance » ne vise pas à camoufler les déterminations sociales (bien au contraire !), il permet plutôt à l'individu d'établir des principes de justice qui serviront à régler la structure de base de la société et à combattre les injustices sociales. Il ne s'agit pas de nier les déterminations sociales, mais bien de dire : comment devons-

nous administrer notre société considérant les déterminations sociales (l'âge, le sexe, la couleur de la peau, la langue, la classe sociale...) qui affectent les individus dans la réalité ? Le désengagement qu'implique le voile d'ignorance permet aux citoyens de considérer les questions de justice sociale en faisant abstraction de leur intérêt personnel. Il s'agit d'un instrument de type kantien permettant d'universaliser le discours moral et non d'une thèse sociologique.

Dieckhoff ne réussit pas à saisir les véritables limites du libéralisme : *Philosophiquement, ce purisme libéral peut se justifier sur une base hypothétique comme le fait Rawls mais il faut bien reconnaître qu'historiquement il ne tient pas la route...* (p. 86) Ce n'est pas « historiquement » que le libéralisme rawlsien ne tient pas la route, c'est plutôt sa « base hypothétique » qui est insuffisante. Rawls prend pour acquis que les sociétés sont fermées et que la migration entre elles est inexistante. Il prend également pour acquis que les citoyens, à l'intérieur d'un même pays, partagent une « structure de base » unique. C'est-à-dire qu'ils partagent un ensemble d'institutions politiques, économiques et sociales communes et qu'ils sont intégrés dans un même réseau de communication. En faisant ces hypothèses, Rawls fait le choix de limiter l'extension de sa théorie au cadre de l'État-nation traditionnel. Le libéralisme politique de Rawls ne peut pas s'appliquer aux États multinationaux qui ne possèdent pas de structure de base unique. Au contraire, les nations minoritaires dans les États multinationaux forment, comme l'affirme Dieckhoff, reprenant ainsi l'expression de Simon Langlois, des « sociétés globales », c'est-à-dire qu'elles *sont dotées d'une structure sociale complète, d'institutions propres, d'un territoire spécifique et d'une culture particulière.* C'est à de

telles « sociétés globales » que s'adresse la théorie morale de Rawls. L'erreur du philosophe est qu'il considère que toutes les sociétés globales sont organisées en État. Il ne commet donc pas le péché atomiste, il prend tout simplement pour acquis que le modèle de l'État-nation s'est imposé sur l'ensemble de la planète, comme il l'a fait aux États-Unis.



En revanche, Dieckhoff comprend bien plusieurs des problèmes auxquels se trouvent confrontés les États et les nations dans la gestion de la multinationalité. Il n'hésite pas à rejeter toute vision romantique des relations « inter-nationales » à l'intérieur des États multinationaux comme le Canada, la Belgique ou l'Espagne. Même s'il reconnaît certaines vertus aux systèmes consociatifs (comme la Suisse), qui reconnaissent une large autonomie aux groupes constitutifs de la société et permettent une véritable coopération entre les « sous-cultures » dans la gestion de l'État central, il admet que ces systèmes ne sont viables que si les lignes de fracture sont multiples, quelles ne se recoupent pas et que les groupes ont un grand intérêt à coopérer : *En fait, le fédéralisme est doté d'une efficacité maximale tant que les lignes de faille interne ne sont pas trop profondes. Cela est d'abord le cas lorsque la « nation plurielle » est fondée sur des clivages croisés c'est-à-dire sur des fractures multiples qui ne se recoupent pas comme en Suisse.* (p. 234)

Dieckhoff s'intéresse ensuite au fédéralisme comme mode de gestion des sociétés multinationales. Il reprend la distinction très chère aux Québécois entre le fédéralisme territorial, visant tout simplement à faciliter la gestion au sein

d'une société, comme aux États-Unis, et le fédéralisme multinational, où les entités constitutives représentent des sociétés globales, comme en Belgique. Il présente également la distinction entre le fédéralisme symétrique, où l'ensemble des unités constituantes possèdent les mêmes pouvoirs, et le fédéralisme asymétrique, où certaines composantes possèdent une autonomie plus grande dans certains domaines : *L'idée est simple : il s'agit de donner aux entités fédérées ayant un projet de société spécifique à défendre, des droits et des pouvoirs dont ne jouiraient pas les autres entités purement « territoriales » et « administratives ».* Même s'il reconnaît certaines vertus à ce fédéralisme, Dieckhoff est loin de lui accorder un support sans réserve : *Aussi séduisant soit-il dans la mesure où il offre une forme de reconnaissance particulière aux entités fédérées à substrat national, le fédéralisme asymétrique n'est pas la panacée. D'abord, sa mise sur pied est difficile. Les entités fédérées « normales » sont en effet attachées à l'égalité de principe entre les unités constitutives.* (p. 238) C'est le moins que l'on puisse dire. Le refus du Canada anglais d'accepter un fédéralisme asymétrique pour accommoder le Québec est la principale cause des échecs constitutionnels de Meech et Charlottetown : *Un sondage Gallup de réalisé entre le 2 et le 5 janvier 1991 donne le ton : les Canadiens préfèrent prendre le risque de la séparation du Québec que de satisfaire ses demandes autonomistes. Les proportions sont nettes, presque cruelles : 63 % dans les Maritimes, 70 % en Ontario, 78 % dans les Prairies, 79 % en Colombie-Britannique.*<sup>2</sup> Même s'il ne fait que survoler le sujet, Dieckhoff semble conscient des relations de pouvoir qui se manifestent dans les systèmes multinationaux lorsque vient

2. Jean-François Lisée, *Le tricheur, Robert Bourassa et les Québécois, 1990-1991*, Boréal, 1994, p. 69.

le temps de définir les « modalités » de la coopération entre les peuples.

On peut reconnaître à Dieckhoff son ouverture d'esprit sur le plan théorique. Il comprend que le véritable enjeu du nationalisme de rupture ne consiste pas à promouvoir une vision particulière du bien (comme le pensent encore certains libéraux de droite), il ne s'agit pas de protéger des cultures « traditionnelles » et « retardataires » contre le flux étourdissant de la post-modernité cosmopolite. Il s'agit tout simplement pour des communautés humaines de sortir de systèmes politiques à l'intérieur desquels elles subissent ce qu'on pourrait appeler un « déficit communicationnel ». Les relations majorité/minorité deviennent presque inévitablement des relations hégémoniques. C'est-à-dire qu'un groupe minoritaire à l'intérieur d'un système politique se retrouve presque inévitablement dans une position d'interlocuteur dominé, alors que la majorité représente l'interlocuteur dominant, qui impose les termes du débat et ses conclusions. Les nationalismes de ruptures cherchent habituellement à tracer les frontières et à distribuer le pouvoir politique de manière à améliorer les conditions de la délibération et, par conséquent, de la démocratie. Le nationalisme de rupture, lorsqu'il est porté par une société globale, est presque toujours une force de démocratisation.



L'universalisation du droit de sécession ne se trouve cependant pas au bout du livre de Dieckhoff, les dernières pages de l'ouvrage représentant une série de bémols venant moduler sa pensée vers le bas. Il reprend les deux approches clas-

siques du droit de sécession : le premier comme *droit originel qui ne requiert pas, pour être mis en application, de justification quelconque*, et le deuxième comme *droit compensatoire qui ne peut s'exercer que dans un contexte d'iniquités persistantes. Cette approche plus restrictive est, à mon sens, bien plus réaliste que la précédente.* (p. 259-260) Ce qui inquiète Dieckhoff, comme ce qui inquiétait Gellner avant lui, c'est le danger de la boîte de Pandore. Et si tous les groupes commençaient à réclamer l'autonomie, voire l'indépendance ? Il ne faut pas libérer un principe de justice qu'il faudrait par la suite universaliser dans le contexte d'une *Realpolitik* sauvage : *Il faut inventer, pour accommoder la diversité nationale, une voie alternative à celle de l'État-nation, et non rester enfermer dans cette logique en réclamant que chaque groupe mobilisé sur une base nationale ait son État à lui, perspective qui entretient tendanciellement la prolifération des États.* (p. 278) Il faut endiguer cette possibilité de prolifération des États qui représente une menace diffuse sur l'humanité (c'est-à-dire pour les États en place). La prolifération des États pourrait déboucher sur une violence incontrôlable : en effet, à chaque fois qu'un groupe minoritaire cherche à prendre son autonomie, l'État central, contrôlé par la majorité, répond par la force et la violence en réprimant la minorité... il est bien évident que la minorité est responsable ! Si les Lithuaniens n'avaient pas demandé l'indépendance à la veille de l'éclatement de l'URSS, les Russes n'auraient jamais envoyé les chars et fait feu dans la foule, il n'y aurait donc pas eu de violence ! (L'auteur cherche ici à faire preuve d'ironie.)

Sans tomber dans un post-nationalisme extrême comme celui d'Habermas, Dieckhoff appelle à un dépassement de l'État-nation : *La solution passe dès lors par un effort de dépas-*

sement de l'État-nation qui suppose la reformulation de deux principes : celui de l'autodétermination et celui de l'association étroite entre une culture et un État. Il s'agit d'ouvrir résolument la voie à la multinationalité, une perspective que le renforcement d'échelons supranationaux, en particulier en Europe, rend désormais à la fois tangible et nécessaire. (p. 279) Même s'il demeure enthousiaste face à la multinationalité et à la supranationalité, Dieckhoff demeure sceptique face à l'Europe, notamment quant à la possibilité d'y développer un véritable fédéralisme. D'une part, il reconnaît que l'arrivée d'un peuple européen n'est pas pour demain, notamment à cause du déficit communicationnel durable et de l'absence de courant migratoire significatif entre les peuples européens : *Bien que les Européens bénéficient d'un droit de séjour garanti sur tout le territoire de l'Union, seuls 1,5 % des ressortissants communautaires vivent dans un autre pays que le leur. Réduire cette tendance à un repliement frileux sur soi serait caricatural.* (p. 49) D'autre part, il reconnaît qu'il est insuffisant pour former une nation de tout simplement partager des valeurs civiques communes. Par exemple, il est beaucoup plus important pour être Américain de parler anglais que de connaître la constitution. Le problème de « l'absence de nation » a pu être surmonté par les États aujourd'hui nationaux grâce à leur pouvoir de coercition et à leur contrôle des capitaux : *N'étant pas un État, l'Europe ne dispose pas de ces pouvoirs coercitifs de socialisation [l'argent et la police] et n'est donc pas en mesure de réaliser cette homogénéisation culturelle, pendant de l'unité politique, à laquelle tant d'États ont œuvré sans relâche.* (p. 307) Pour lui, la nation européenne n'est pas un objectif, il s'agit plutôt d'arrimer le patriotisme constitutionnel qui se déploierait à l'échelon européen aux appartenances culturelles nationales. (p. 309) Il s'agit de surmonter au moins en par-

tie l'adéquation faite par l'État-nation entre l'unité politique et la communauté culturelle. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les petits peuples non souverains ? C'est une très bonne question.



Le discours de Dieckhoff, riche en descriptions, demeure pauvre en prescriptions. S'il se voulait uniquement sociologique, on lui pardonnerait, puisque le travail du sociologue n'est pas de s'aventurer sur le terrain glissant du devoir-être. Cependant, Dieckhoff se permet de laisser couler des expressions comme « il faut » ou « la solution »... s'avançant ainsi sur le plan normatif. Dieckhoff s'abstient cependant de proposer un principe clair pour évaluer les revendications d'autonomie provenant des nationalismes de disjonction. Peut-être est-ce la variété des situations et des contextes qui le décourage à s'avancer dans cette voie. Est-ce là une sagesse sociologique ou tout simplement la crainte de s'immiscer dans des conflits souvent complexes et parfois extrêmement tendus ?

Pour nous la situation est claire : le fait de la multinationalité auquel l'humanité est confrontée doit nous amener à poser un principe de justice clair qui nous assurera une certaine justice entre les peuples. Pour un peuple minoritaire, le fait de s'organiser en État indépendant peut représenter des avantages considérables (en augmentant sa capacité d'action). Si on établit des normes mondiales qui limitent d'une manière ou d'une autre le droit à l'autonomie (qui inclut nécessairement un droit de sécession), il faut s'assurer que ces normes ne désavantagent pas certains peuples au profit

d'autres peuples. Plus clairement, il faut s'assurer que les *peuples sans État* ne soient pas désavantagés par rapport aux *peuples avec État*. Reprenant les discours néo-libéraux ou néo-marxistes sur la post-nationalité, les grands États-nations s'amuse à répondre à leur minorité en quête d'autonomie que le temps de l'État-nation est dépassé, alors même que, dans la réalité, ils défendent plus farouchement que jamais leurs privilèges étatiques. Les intellectuels comme Habermas, qui nous parle du monde *Après l'État-nation* (2000), ou Bertrand Badie, qui annonce *Un monde sans souveraineté* (1999), ne doivent pas s'étonner de voir leur pensée récupérée par les acteurs étatiques : les États souverains ne se gênent pas d'utiliser cette argumentation pour rejeter le raidissement nationaliste, ils soutiennent sans même sourire que nous évoluons maintenant dans un monde polycentrique où la souveraineté étatique ne signifie plus grand-chose et où les acteurs sub-étatiques possèdent une liberté de mouvement totale... ils le soutiennent alors même que la mondialisation demeure à 80 % inter-étatique, alors même que l'accès aux véritables centres de pouvoir demeure réservé aux seuls acteurs étatiques ou à ceux qui ont leur bénédiction.

Les sociologues et politologues, trop occupés à développer une théorie de la mondialisation pour occuper le vide narratif ayant succédé à la guerre froide, ont réduit considérablement la place de l'État dans leurs analyses. Sur plusieurs points, il s'agit là d'un progrès considérable, puisque nous avons découvert ou redécouvert au cours des dernières années des acteurs longtemps oubliés : les entreprises, et plus précisément les multinationales, les ONG, les groupes sociaux, les acteurs sous-étatiques ou régionaux, les mouve-

ments nationalitaires, les religions, les organisations supranationales... Toute cette analyse a considérablement diminué la perception du rôle de l'État qui est aujourd'hui présenté par plusieurs comme un acteur parmi tant d'autres, parfois même moins puissants que les autres... (on a souvent parlé des compagnies possédant des chiffres d'affaires plus importants que le PIB de certains pays). Toute cette analyse sur la supranationalité nous a fait perdre un peu le sens des proportions. Par exemple, la surabondance de discours sur l'Union Européenne nous a fait oublier que le nombre de personnes qui y travaille (environ 15 000) est dix fois moins important que la fonction publique autrichienne (environ 150 000), alors que ce pays ne compte que 8 millions d'habitants (soit une taille comparable au Québec). Ce discours sur la supranationalité a permis aux élites étatiques de plusieurs États-nations ou États-wanna-be-nations de discréditer les revendications d'autonomie provenant de leur minorité : *un État ? Pour quoi faire ? Tout le monde sait que l'État ne sert plus à rien !* Soit, alors s'il ne sert plus à rien, pourquoi rechigne-t-on à laisser aux minorités le droit de se constituer en État ? Pourquoi défend-on avec tant d'ardeur les privilèges hérités du XIX<sup>e</sup> siècle ? C'est peut-être parce que ceux-ci demeurent plus utiles qu'on veut le laisser croire (derrière le mirage supranational), peut-être parce que la mondialisation n'est pas encore complétée et ne le sera jamais... □

Luc Perrier

J'écris t'aimer  
de la pluie lavandière  
à la fenêtre  
j'écris la pluie t'aimer  
sur la carte postale  
qu'est le monde  
Je parle au présent  
je parle au printemps  
je parle fleuve sterne  
d'un pays sur nos épaules  
dans la peau le thorax  
sur les mappemondes  
de la mémoire vivante  
d'un présent respiratoire  
que nous pourrions  
inhumer compresser asphalter  
parlons de tout et de rien  
et de rien et de rien  
rien qu'un peu de rien  
Qu'absence s'il fallait  
nous en laver les mains  
j'écris quand même  
t'aimer  
au tir des corneilles

**VIENT DE PARAÎTRE !**

**Luc Perrier**  
**DE TOUTE MANIÈRE**

proses – poésies

Les désertés parfois combien seuls en terre d'Amérique, nous, de langue française malmenée, optons trop souvent pour le repli sous la carapace. Gênés, gênants. Nous existons. Noyau indigeste d'Amérique. Notre langue française chauffe au cœur du débat. Nous sommes un maillon de la poésie d'Amérique. Un mal nécessaire. Quelques gouttes d'encre dans l'océan. Cette poésie, ce théâtre, cette musique, ce génie, ce parler d'ici, nous sauveront. Ou bien nous coulerons corps et biens. Une autre langue nous menace à chaque instant, chaque coin de rue, chaque cinéma, chaque haut-parleur, chaque regard : celle qu'on souhaiterait universelle. Comme s'il y avait un peuple universel, une puissance universelle. Nous, nous ne menaçons personne. Nous sommes néanmoins les menacés. N'ayons pas peur d'explorer cette réalité courante. C'est de nous dont il est question. C'est à nous de répondre. Bien entendu, cela demande du cœur. De se mouiller. De ne pas prétexter la fatigue, c'est-à-dire l'indifférence. La poésie québécoise demain vivra à ce prix d'être ou rien. (extrait p. 31)

**ÉDITIONS DU NOROÛT**  
180 pages – Septembre 2002  
ISBN 2-89018-495-1



# LA VIE EN VERRE

Savez-vous que la SAQ est  
à l'origine de la collecte sélective ?  
Nous récupérons ainsi la grande  
majorité des bouteilles de vin et  
de spiritueux mises sur le marché.  
Un engagement d'entreprise dont  
nous sommes fiers.

Recycler pour protéger notre environnement.



**SAQ**

# J'aime l'action!

Avec Fondation, je travaille plus facilement pour ma retraite. J'épargne plus vite grâce à la réduction d'impôt pour contribution à un REER et aux deux crédits d'impôt totalisant 30 % de mon placement dans un fonds de travailleurs.

Outillez-vous dès aujourd'hui avec Fondation pour demeurer actif demain ! De plus, votre épargne-retraite permet de créer et de maintenir des milliers d'emplois partout au Québec.

**Plus qu'un REER,  
un fonds de travailleurs**

**FONDACTION**  
**CSN** POUR LA COOPÉRATION  
ET L'EMPLOI

514-525-5505 / 1 800 253-6665

[www.fondaction.com](http://www.fondaction.com)



Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations pertinentes dans le prospectus simplifié de Fondation disponible à nos bureaux ou sur notre site Internet.

## RÉPLIQUE

### Réplique

Les nations québécoises  
dans *L'Action nationale*

-*André Campeau* 56

### Dossier

Suite au prochain numéro

-*Robert Laplante* 68

Remettre le Québec en  
mouvement

-*Michel Venne* 72

La mondialisation contre  
l'universalisme

-*Jean-Marc Léger* 97

### Lire

En primeur

L'indéfectible espérance

-*Paul-Émile Roy* 112

Nouvelles parutions 131

Livres reçus 154

### Chroniques

Le Bulletin du lundi 160

Courrier des lecteurs 170

Index de nos annonceurs 183

## LES NATIONS QUÉBÉCOISES DANS L'ACTION NATIONALE.

### RÉACTION À UN COMPTE- RENDU DÉBILITANT

Le livre de l'anthropologue Catherine Bouchard, *Les nations québécoises dans L'Action nationale, de la décolonisation à la mondialisation*<sup>2</sup>, répond à une question simple : comment deux générations d'intellectuels québécois ont pensé la *nation québécoise* ? La réponse : derrière des conceptions divergentes, il ressort une filiation intellectuelle au Québec. C'est ce que Bouchard met en relief après avoir analysé le contenu de plus de quarante textes parus dans *L'Action nationale* dans les décennies 1960-70 et 1990-2000.

La recension de Mathieu Bock-Côté (*L'Action nationale*, octobre 2002)<sup>3</sup> ne rend aucunement justice à cet apport majeur. À l'aide d'associations et d'allégations douteuses, ce compte-rendu détourne le propos du livre, masque sa richesse et fait montre de condescendance autant que d'insolence. Aussi m'est-il apparu important de relever qu'il franchit outrageusement la ligne de la probité intellectuelle en attaquant sans fondement un livre qui mérite reconnais-

<sup>1</sup> Ph.D. Anthropologue. Co-auteur du livre *Sortir le Canada du Québec* ; Montréal : Les Intouchables, 2002.

<sup>2</sup> Bouchard, Catherine, 2002, *Les nations québécoises dans L'Action nationale, de la décolonisation à la mondialisation* ; Québec : Presses de l'Université Laval. L'ouvrage est préfacé par Claude Bariteau.

<sup>3</sup> Voir *L'Action nationale* XCII-8 : 119-124.

sance tellement il met en lumière un argument fondé et réfléchi.

La recension de Bock-Côté fait cinq pages et ne consacre qu'un paragraphe au livre. Ce paragraphe avance que l'ouvrage de Bouchard porte sur « la supposée mutation fondamentale dans la constitution de l'identité nationale » et « tente de démontrer la reconfiguration de l'identité nationale » (p. 119). Or, textes à l'appui, ce livre démontre qu'il y a précisément de nouvelles conceptions de la nation dont les contenus couvrent des aspects aussi divers que le culturel, le politique, la mémoire collective, les relations Québec-Canada, le juridique et l'appartenance.

En aucun moment, il n'y est question d'identité nationale. L'analyse traite uniquement de la conception de la nation et montre qu'il y a eu ces dernières années des fils conducteurs et des marqueurs qui traduisent des déplacements et des continuités dans la fabrication textuelle de la *nation québécoise* par des intellectuels d'ici. L'auteure ne perd jamais de vue cet objet et nous le rappelle à l'occasion.

De son analyse, il ressort deux mutations importantes. La première, abordée au chapitre deux, se manifeste lors de la décennie de la Révolution tranquille, période au cours de laquelle la pensée québécoise se donne de nouveaux objets en lien avec le développement de l'appareil étatique. C'est dans ce contexte que la définition généalogique de la nation tend à se dissoudre pour faire place à des définitions plus inclusives. Y émerge une culture politique franchement démocratique. Cette culture et la langue, assises d'un nouvel alliage, supplantent alors les anciens marqueurs de la

nation. Durant cette décennie, sous l'effet du réformisme social et des thèses de la décolonisation, les auteurs envisagent donc autrement leur objet. Ils abandonnent la vision primordialiste (ou ethnique) qui prévalait antérieurement à la faveur d'une conception moderniste (où l'État a une place).

Le chapitre trois, qui couvre la décennie 1990, rend compte de la deuxième mutation. Les différents aspects de la conception antérieure sont revisités par une nouvelle génération d'intellectuels québécois. Ces derniers introduisent deux nouvelles notions : le territoire et la pluralité. Bouchard donne alors à voir un recadrage qui traduit l'émergence d'une culture publique commune au Québec. Avec elle, une citoyenneté québécoise peut dorénavant devenir un principe d'action politique pour les Québécois de toutes origines sur la base d'une langue commune.

Avec ces chapitres, l'auteure traduit la vitalité de la pensée québécoise et sa capacité d'innover tout en affirmant les éléments qui en constituent le pivot central. Le compte-rendu de Bock-Côté affirme plutôt que ces constats sont le fruit de l'utilisation d'une grille d'analyse déficiente. Bouchard vide-rait de son sens la notion de *nation québécoise*. Puis, il avance que les sciences sociales ne peuvent d'aucune façon rendre compte du *réel*, leurs auteurs n'en ayant que des conceptions désincarnées.

Commençons par la grille de lecture présentée au premier chapitre. Bouchard propose un cadre très élaboré (tout en étant facile d'accès) à l'aide d'auteurs réputés pour leurs conceptions de la nation. Ce sont Renan, Gellner, Anderson, Hroch, Taylor, Schnapper et Finkelkraut qu'elle lit depuis la

perspective proposée par Birnbaum et Kymlicka. Ce cadre lui permet aux chapitres deux et trois de mettre en relief la richesse des textes qui constituent son corpus. En fait, son analyse traite uniquement de textes et de discours. Nulle part l'auteure propose d'exposer la densité d'un réel ou encore d'interpréter l'intelligence du vécu des gens. Elle analyse seulement une pensée québécoise et fait la démonstration qu'elle est loin d'être sclérosée. C'est de ce *réel* dont il est question.

Selon la recension rédigée par Bock-Côté, les auteurs québécois dont fait écho Bouchard participent d'une répétition (quelquefois lassante ! est-il écrit), celle de « communier d'une même révérence devant les exigences d'une politique de la reconnaissance des différences à travers une éthique libérale multiculturaliste » (p. 119). Or, le chapitre quatre et la conclusion du livre révèlent précisément le contraire. Nous y apprenons qu'il y a eu un déplacement dans les débats et qu'un grand nombre de variables ont été affectées, ce qui n'a pas empêché qu'il y ait eu des constantes telles qu'un transmis est repérable. Il est formé de la mémoire, de la langue et de valeurs démocratiques, trois éléments fondamentaux qui ont traversé deux générations d'intellectuels québécois.

De ce constat, il ressort clairement que les auteurs analysés ne déparent jamais leur conception d'une *trame historique* qui nourrit l'imaginaire et dégage une conception neuve de la collectivité québécoise. En choisissant un passé, on construit des repères sur lesquels on s'appuie. Le travail de la mémoire peut alors s'avérer porteur du projet politique. Ce projet concerne aussi la *langue française* qui fait partie, elle aussi, de toutes les conceptions. Depuis qu'elle est deve-

nue la langue de la société civile, elle constitue une assise du projet. Enfin, la pratique citoyenne et la *culture politique démocratique* qui la met en place traversent les conceptions recensées par Bouchard. Ces trois éléments mis en relief, le lecteur découvre que le passage d'une conception culturelle, favorisant une position politique minoritaire de la *nation québécoise*, à une conception civique introduit la possibilité de l'indépendance et favorise sa réalisation.

Le court texte de Bock-Côté enferme tout le monde dans une conception essentialiste de la nation et traduit ces riches transformations en un simple dérapage. Il s'agirait d'une déviation malheureuse de la conception de la nation, déviation qui découlerait du droit et de la modernité. Elle conduirait à « désubstantiver » la nation canadienne-française d'antan dont il ne faudrait pas se départir et qu'il faudrait protéger de l'immigration. Puis, voilà que l'historien Gérard Bouchard et le philosophe Jürgen Habermas sont écorchés pour affirmer tout haut que le seul qui a pensé correctement la nation ici et ailleurs dans le monde, c'est Fernand Dumont.

Sans conteste, Fernand Dumont a laissé une œuvre majeure qui mérite respect, éloge et lecture. Pas une déification. Heureusement, le livre de Bouchard ne se ferme pas de la sorte. Il révèle que la conception de la *nation québécoise* a changé sous l'impact du politique. Il expose cette trajectoire sans jamais essentialiser ou naturaliser la nation mais en traduisant plutôt la complexité et l'ouverture du sujet<sup>4</sup>. Il en résulte un livre qui vaut d'être lu et devrait même être considéré pour un prix de *L'Action nationale*.

<sup>4</sup> À ce propos on peut lire : Battaglia, Debora, 1999, « Toward an Ethics of the Open Subject : Writing Culture in Good Conscience » : 114-150 dans Henrietta L. Moore (dir.) *Anthropological Theory Today* ; Cambridge : Polity Press

Mon propos n'est évidemment pas de placer ce livre au delà de tous commentaires critiques. On peut questionner le choix des périodes, ce qui n'est pas facile, le choix des auteurs, ce qui l'est moins, et la grille d'analyse, ce qui l'est encore moins car, avec elle, l'auteure a su dégager clairement des tendances. C'est probablement pour éviter ces questions que Bock-Côté, démuni devant la force de l'argumentation, fait de son compte-rendu un vaudeville idéologique. Ce texte cherche à dénigrer un travail exceptionnellement solide en recourant à une conception essentialiste et bornée de la nation québécoise. Puisque le travail de recension consiste à rendre compte d'un livre, est-ce que le fait de lancer ici et là des cailloux pour attirer l'attention ailleurs ne cache pas une incapacité flagrante à rendre compte avec probité d'un livre de qualité ?

Autre point. À deux reprises, dans les premiers paragraphes du texte de Bock-Côté, le travail de l'auteure est inscrit dans la prolongation des travaux de Bariteau. Leur relation est désignée sous les vocables maître-disciple<sup>5</sup>. Insulte pour les deux personnes ! L'ouvrage de Bouchard est proche des travaux d'Yvan Lamonde<sup>6</sup> qui a entrepris de faire connaître notre filiation intellectuelle en faisant la recension des textes dans les sources imprimées. Le livre rend compte du transmis et du transformé dans la succession d'une génération d'intellectuels à une autre. Son analyse colle au cadre théorique dont il a été question ci-dessus. On ne peut observer aucun glissement. En d'autres mots, elle n'introduit pas les textes de Bariteau dans sa démarche analytique, tout au plus

<sup>5</sup> La relation maître-disciple renvoie à une sorte d'esclavage intellectuel, une relation dominant-dominée qui évoque une affiliation spirituelle ésotérique.

<sup>6</sup> L'exemple le plus achevé est sans conteste, Lamonde, Yvan, 2000, *Histoire sociale des idées au Québec 1760-1896* ; Montréal : Fides.

en inclut-elle dans le corpus analysé. Il est donc erroné d'avancer une telle relation entre l'auteure et le préfacier.

Autre point. Bock-Côté consacre presque deux pages sur cinq à citer et commenter un paragraphe de la préface de Bariteau en lui faisant dire ce qu'il ne dit pas. Curieuse pratique de recension. S'il cherche Bariteau, qu'il le confronte directement dans le cadre de la rubrique *Débats* de *L'Action nationale*.

Ici me vient une interrogation. Si on se fie aux propos de Bock-Côté, *L'Action nationale* serait une institution sans capacité de débat, incapable d'apprendre des penseurs d'ici et fermée à une lecture novatrice de notre trajectoire intellectuelle. Est-ce le cas ? Non. Et nous l'apprenons par Bouchard. Dans le sillage des travaux de Lamonde, l'anthropologue fait ressortir que *L'Action nationale* a une place centrale dans la généalogie intellectuelle québécoise. Cette revue traduit le cœur d'une pensée. Le travail qui s'y réalise est celui d'une institution au sens fort du terme, c'est-à-dire invitante au débat et capable de créer du neuf tant sur le plan des idées que sur celui du langage.

Alors que vient faire cette recension dans cette revue ? Elle n'invite pas au débat et tombe à plat, platement. Idéologique, elle ne respecte aucun critère et brouille tout sur son passage. Son objectif vise seulement à dévaloriser une œuvre dont le mérite est de mettre en lumière la pluralité des conceptions de la nation, de révéler leur ouverture, d'extraire une trajectoire majeure et d'identifier clairement les assises théoriques qui les traversent.

En maniant ainsi l'idéologie, le texte de Bock-Côté n'accède ni au débat ni à la critique. Sectaire, il fait uniquement montre d'infantilisme intellectuel. À ce jeu, le recenseur perd toute crédibilité et fait courir un risque aussi grand à *L'Action nationale* qui le publie.

### RÉPONSE À ANDRÉ CAMPEAU

*Il faut une bonne dose d'imagination – j'en conviens, les tenants d'un nationalisme civique radical n'en manquent pas – pour croire qu'une conception historique du fait national suppose, comme l'affirme André Campeau, un attachement exclusif « à la nation canadienne-française d'antan dont il ne faudrait pas se départir et qu'il faudrait protéger de l'immigration ». Cette affirmation gratuite, conforme à l'esprit de procès, où celui qui dévie de l'orthodoxie est nécessairement coupable des pires intentions, mérite une simple mention : fausse et ridicule. Quant à Bariteau, il patronne l'ouvrage de son commentaire bienveillant. Si Bouchard voulait éviter qu'on associe son projet aux idées (?) de Bariteau, elle a bien mal choisi son préfacier.*

*Les choses sérieuses maintenant. Le livre de Catherine Bouchard. C'est un petit essai bien écrit, mais bien mal pensé. Enfermé dans une représentation hagiographique – et fausse – de la Révolution tranquille, Catherine Bouchard nous propose un discours qui récapitule le récit d'une modernisation salvatrice nous libérant d'un passé traîné comme un boulet. Du nationalisme canadien-français, elle affirme entre autre qu'il était « dépourvu d'une véritable dimension économique », qu'il était « replié sur lui-même » et qu'il était « peu accueillant aux immigrants » (p. 45). Un peu plus, on sortira du placard le fantôme de la « grande noirceur ».*

Campeau voit dans le livre de Bouchard une « œuvre » à même de témoigner d'une véritable mutation de la conscience historique de la nation française d'Amérique. J'y vois plutôt, comme je l'ai déjà dit, une tentative propre aux intellectuels de notre temps : faire dire au réel ce qu'il devrait dire par-delà ce qu'il dit. Et si le réel s'entête, alors le réel a tort.

Le livre de Catherine Bouchard suppose une approche théorique du fait national qui ne rend pas compte de l'expérience historique québécoise. D'ailleurs, si elle avait lu *L'Action nationale* des deux dernières décennies avec un souci un autre que d'en extraire une conception procédurale de l'espace public, elle aurait remarqué que la représentation historique du fait national n'en est pas absente, qu'elle demeure la trame de fond de l'engagement de cette revue. Mais je ne ferai pas le travail qu'elle aurait dû et pu faire si le prisme idéologique de son entreprise avait été moins déformant.

Mathieu Bock-Côté

*a*

u delà du jeu :

*le goût de l'art*

Animés d'une force créatrice,  
plus de 700 artistes d'ici  
ont donné vie à l'une des plus importantes  
collections d'entreprise au Québec.

La collection Loto-Québec :

**2 800** œuvres québécoises



LOTO  
QUÉBEC



## Vous vous sentirez bien conseillé.

Les conseillers d'OPTIMUM PLACEMENTS<sup>®</sup> mettent toute leur compétence à votre profit. Un grand principe guide leur façon de travailler : le respect de vos objectifs de placement, dans un souci permanent de transparence et d'écoute. Votre patrimoine financier constitue votre bien le plus précieux. Les conseillers d'OPTIMUM PLACEMENTS<sup>®</sup> peuvent vous aider à le gérer de façon optimale et à préparer votre retraite.

**PLACEMENT**

ment claires  
ière  
personnalis

fonds mutuels  
sans aucuns frais d'achat,  
de rachat ou de transfert

- Des rendements parmi les meilleurs du marché
- L'expertise d'un des plus importants groupes financiers québécois



### OPTIMUM PLACEMENTS<sup>®</sup>

Communiquez avec nous afin que nous  
puissions dès maintenant commencer  
à préparer votre retraite en toute sécurité.

Région de Montréal : (514) 288-1600

Région de Québec : (418) 524-3336

Extérieur, sans frais : 1 898 OPTIMUM (678-4686)

[www.fondsoptimum.com](http://www.fondsoptimum.com)

\* L'ensemble de services financiers est offert et placé en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

® Marque de commerce de Sun Life of Canada. Tous droits réservés.

## DOSSIER

Le 85<sup>e</sup> anniversaire de la revue s'est célébré avec plusieurs événements : une exposition à la Bibliothèque nationale du Québec à Montréal, la renaissance des Éditions de L'Action nationale avec la parution du livre de Luc Bouvier, une nouvelle maquette de la revue ainsi que plusieurs conférences et tables rondes. Vous retrouverez ci-après l'allocution du vernissage de l'exposition, le texte de la conférence de Michel Venne, *Souverainistes que faire ?*, et enfin le texte de la conférence de Jean-Marc Léger : *Langue et culture, les nouveaux défis*.

### Dossier

Suite au prochain numéro  
-**Robert Laplante** 68

Remettre le Québec en mouvement  
-**Michel Venne** 72

La mondialisation contre l'universalisme  
-**Jean-Marc Léger** 97

### Lire

En primeur  
L'indéfectible espérance  
-**Paul-Émile Roy** 112

Nouvelles parutions 131

Livres reçus 154

### Chroniques

Le Bulletin du lundi 160

Courrier des lecteurs 170

Index de nos annonceurs 183

**SUITE AU  
PROCHAIN NUMÉRO<sup>1</sup>**

Très chers amis de *L'Action nationale*,

Abonnés, lecteurs, auteurs, commanditaires, imprimeurs, graphistes et artisans, je vous remercie d'être venus si nombreux. Votre seule présence ici ce soir suffit à illustrer et à refaire le pacte qui explique la si improbable longévité de notre revue. C'est parce qu'elle a toujours su être le lien entre tous ceux et celles qui partagent ses idéaux que *L'Action nationale* a su durer, se renouveler, chanceler, se renouveler encore. Durer toujours. Durer pour faire lever l'horizon, comme le disait si justement Gaston Miron.

Grâce aux efforts, à la compétence et à l'imagination de Manon Leroux, de Laurence Lambert, de Manon Labrecque et de l'équipe de la Bibliothèque nationale, vous serez à même de constater que l'histoire de notre revue est riche et bouillonnante. À l'image en fait du peuple pour qu'elle place au fondement de son idéal : *L'Action nationale* est née et continue d'exister pour prolonger et faire fleurir ici le projet de civilisation qu'une poignée de rêveurs opiniâtres ont jeté sur les rives du Saint-Laurent.

---

<sup>1</sup> Allocution présentée à l'occasion du vernissage de l'exposition « Une revue dans le siècle ».

La vie des petites nations a des exigences fortes. Et parmi celles-ci, il y a celle de ne jamais baisser la garde, de toujours exercer une vigilance rigoureuse pour se frayer un chemin, trouver le passage dans la complexité du monde qui pourrait bien tourner sans elles. Cela nous impose de penser toujours dans la conscience vive de notre précarité. Et cela nous condamne à un questionnement permanent des évidences que les puissances de ce monde cherchent à nous imposer. Aux forces du nivellement et de l'homogénéisation il nous faut sans cesse opposer celles de la ruse et de l'imagination. Et les ressources de la fidélité.

Une revue comme *L'Action nationale* c'est à cela que ça sert : penser, débattre et rêver pour trouver les meilleures voies. Et pour le faire, il faut savoir combiner l'héritage et l'innovation, s'intéresser tout autant aux vieilles questions qu'aux nouvelles réponses. L'exposition illustre bien que certaines de ces questions sont toujours pendantes, que des réponses qu'on tenait pour immuables ont été pulvérisées par l'Histoire. Elle nous fait aussi sourire devant quelques combats qui apparaissent aujourd'hui dérisoires parce que nous les avons gagnés.

Une chose cependant demeure et transparait : pour exister librement et nous développer selon notre génie propre, il nous faudra toujours penser par nous-mêmes et dans ce qui fait notre richesse : l'originalité de notre condition, les particularités de notre héritage.

Même dans les heures difficiles, surtout dans les heures difficiles, la revue a tenu, j'espère que l'exposition vous en convaincra, le pari audacieux, toujours risqué, de penser le

sort de la nation dans la grandeur de ce qu'elle veut et peut être. Cela exigeait et exige toujours de faire face, de jamais se défilier devant la complexité des problèmes ou le regard des maîtres. Même prospère, le Québec reste une société dominée, une société qui vit dans des structures politiques qui l'empêchent de définir elle-même ses priorités. Et cela menace, à terme, et notre identité et notre prospérité. Publier une revue dans ce contexte, c'est toujours un acte tendu vers l'émancipation.

*L'Action nationale* vous a convié à cette fête pour clore sa quatre-vingt-cinquième année parce que vous êtes ceux et celles qui allez la rendre centenaire. Parce qu'elle va vivre cette revue. Elle va continuer de remettre cent fois sur le métier l'ouvrage de penser la condition commune. Parce que le Québec bouge et bouillonne comme jamais, quoi qu'en disent les puissances qui ont intérêt à distiller la morosité.

Je voudrais rendre un hommage particulier à M. François-Albert Angers que le grand âge et une santé défaillante empêchent d'être ici mais dont vous sentirez beaucoup la présence dans cette exposition, lui qui a tant donné à la revue et au Québec. Cet homme a bâti. Et sur du solide. Nos petits-enfants lui en seront redevables.

Comme ils seront redevables aux Lionel Groulx, Esdras Minville, André Laurendeau, Jean Genest, Gérard Turcotte, et tant d'autres qu'il faudrait nommer tous pour rendre un tant soit peu justice aux artisans de ce que la revue a été et continue d'être. Vous me permettrez d'avoir un mot tout

particulier pour saluer la mémoire de M. Rosaire Morin de qui j'ai tant appris.

Je l'imagine aisément parmi nous, un peu en retrait, probablement là-bas tout près du drapeau de Carillon, le sourire narquois et la tête déjà ailleurs, dans le prochain numéro ou plus loin encore dans quelque projet à faire frémir tous les comptables de la terre. C'était notre Félix Leclerc de l'économie, comme le disait affectueusement Pierre Perrault. Il aura donné à la revue un souffle et une impulsion qui font encore le bonheur des jours dans notre équipe.

Nous avons des projets plein la tête, trop pour nos moyens, en fait. Mais sommes si attachés à ce pays que nous continuerons de défier l'impossible, de rire de l'improbable. Je compte sur vous pour que nous puissions continuer de le faire dans la bonne humeur parce que, pour tout vous dire, c'est cela qui nous fait durer, toute notre équipe, la passion joyeuse, le puissant désir de faire la nique au destin. Car en définitive, c'est toujours et uniquement de cela qu'il s'agit dès lors qu'il est question de penser en ce pays.

Chacun fait selon sa façon, dit Gilles Vigneault. Lui fait encore des chansons, nous, nous brassons des idées. Des idées pour faire un pays qui n'est jamais aussi beau que lorsqu'il nous faut le réinventer.

Suite au prochain numéro.

Michel Venne\*

## REMETTRE LE QUÉBEC EN MOUVEMENT<sup>1</sup>

Mesdames, Messieurs, bon-

soir,

Je voudrais remercier Robert Laplante, le directeur de *L'action nationale*, de me donner l'occasion de vous rencontrer ce soir. J'en profite pour féliciter les artisans et les administrateurs de cette revue qui tient bon, qui dure, qui persévère dans sa volonté d'alimenter le débat public au Québec en y gardant vivantes des idées qui, malheureusement, ont parfois peine à franchir le mur des médias de masse.

Comme je viens de publier un livre intitulé *Souverainistes, que faire ?*, et que c'est à titre d'auteur que j'ai été invité à vous adresser la parole, je m'attendais à retrouver dans l'auditoire un bon nombre de partisans de la souveraineté du Québec. Ce que j'ai à vous dire, toutefois, n'intéresse pas seulement les souverainistes. Je m'adresse à tous les Québécois, à tous ceux et à toutes celles qui sont préoccu-

<sup>1</sup> Notes pour une conférence à l'occasion du 85<sup>e</sup> anniversaire de *L'Action nationale*, à la Bibliothèque nationale du Québec, à Montréal, le 28 novembre 2002.

\* Directeur de *L'annuaire du Québec*, chez Fides, chroniqueur au quotidien *Le Devoir*, Auteur de *Souverainistes, que faire ?* (vlb éditeur, 2002).

pés par l'avenir du Québec. Ce qui est en jeu dans les temps présents dépasse la question nationale. L'accession du Québec au statut d'État souverain fait partie de la solution à un éventail de problèmes auxquels le Québec est confronté. Mais à l'heure où l'on se parle, les Québécois ne semblent pas disposés à trancher cette unique question. C'est pourquoi je ne crois pas que la souveraineté pourra être l'enjeu principal des prochaines élections générales au Québec et qu'elle ne peut donc pas être le sujet dominant du débat politique qui a déjà commencé. Pas plus que je crois utile de se préparer à tenir un référendum d'ici à 1000 jours. Les Québécois n'en veulent pas et la conjoncture politique n'est pas propice à la tenue d'un référendum gagnant dans un avenir aussi rapproché.

Le débat politique qui a déjà commencé porte plus généralement sur la façon dont nous souhaitons être gouvernés, sur les valeurs qui président à l'organisation des services publics, sur la place de l'éducation dans la vie de tous, sur la façon de répartir le coût d'un système de santé toujours plus onéreux, sur l'équité entre les générations, sur la manière de réduire l'écart entre les plus riches et les plus pauvres, sur le développement des régions en dehors de Montréal et de Québec, sur le rôle de l'État mais aussi sur la place de la société civile dans un contexte où des institutions autrefois rassurantes, comme la famille ou l'emploi stable, sont fortement ébranlées. Bref, sur les raisons que nous avons de vivre ensemble, ici, chez nous. La question qui est posée est celle-ci : comment une petite nation minoritaire en Amérique peut-elle tirer son épingle du jeu sans renier son identité et ses valeurs ?

La question est grave. C'est celle qui sera posée aux prochaines élections. La souveraineté est un élément de réponse. Le combat pour la souveraineté résume d'ailleurs tous les autres : celui mené au nom de la liberté et d'une solidarité agissante, autant que le combat pour une société juste, démocratique, confiante en elle-même, respectueuse des différences au sein d'une citoyenneté qui garantit l'égalité de tous devant la loi.

Parce que la souveraineté fait partie des solutions, les souverainistes ont la responsabilité de garder cette option vivante. Le défi qui leur est posé est de l'articuler aux autres sujets qui, aujourd'hui préoccupent les Québécois. Les liens que nous établissons ce soir spontanément entre la souveraineté et les solutions aux problèmes du Québec, beaucoup de nos concitoyens ne savent plus les faire. Il faut tenir compte de l'état de la population. C'est pour elle, que nous voulons faire un pays. On ne peut pas le faire contre elle, on ne peut pas le faire sans elle.

### **La souveraineté, une partie de la solution**

Les Québécois ont certainement et très majoritairement la conscience de former une nation ou, pour ceux qui ont peur des mots, au moins une société distincte. Un bon nombre d'entre eux ont même l'impression – j'ai déjà entendu des gens le dire –, que le Québec, dans le fond, est déjà souverain. On y parle une langue différente de celle qui domine l'Amérique. Cette langue est protégée par une loi. Notre culture se porte relativement bien. Les créateurs sont nombreux et ils rayonnent partout dans le monde. Notre *star system*, que les Canadiens anglais nous envient,

permet à nos artistes de compter sur un public fidèle même si celui-ci s'abreuve à toutes les cultures du monde. Nous prospectons par nous-mêmes les marchés étrangers. Nous avons le contrôle de notre système d'éducation et nous avons compétence sur la gestion du système de santé. Donc, nous sommes, dans bien des domaines, relativement autonomes. Nous détenons, en tout cas, plus de pouvoirs que les Écossais au Royaume-Uni et que les Catalans en Espagne.

Ce que ces Québécois émancipés ne réalisent pas toujours, c'est que cet État autonome, cette province pas comme les autres, est, en réalité, une province comme les autres, soumise à la même Couronne, à la même constitution rapatriée en 1982 contre notre consentement et qui nie notre existence nationale. Soumise au même pouvoir fiscal fédéral, au même Code criminel, aux mêmes lois dans le domaine de la santé, de l'assurance-chômage, de la gestion des fonds marins, de la sécurité nationale, du commerce international. Soumise à la même dynamique de centralisation à l'œuvre depuis 1867.

Bref, bien des Québécois se croient déjà souverains mais n'ont pas réalisé que leur pays ne l'est pas.

Je l'ai dit : la souveraineté répond à des besoins réels de la société québécoise. Elle seule permettra d'accroître la liberté politique des Québécois et ainsi de réunir au sein du seul État qu'ils sont en mesure de contrôler l'ensemble des moyens pour faire face à la mondialisation. Elle est aussi le seul moyen de préserver une nation de langue française en Amérique et de fonder, en même temps, une citoyenneté

accueillante pour les personnes provenant de tous les coins du monde. De plus, la souveraineté rend responsable. Grâce à elle, les Québécois deviendraient pleinement responsables de leur coin de planète ; pleinement responsables d'eux-mêmes aussi, au lieu d'être considérés par les persifleurs comme des assistés sociaux du Canada anglais, à la merci des orientations et des équilibres budgétaires décidés dans un autre parlement où domine une majorité dont ils ne font pas partie. Pleinement responsables les uns des autres, également. La souveraineté rendrait notre solidarité plus efficace, parce que nous aurions le plein contrôle des impôts que nous payons, tandis qu'aujourd'hui la moitié prend le chemin d'Ottawa. La souveraineté serait l'occasion d'améliorer nos institutions y compris dans sa manière de confier aux régions plus de pouvoir sur leur destinée.

Qu'on y songe. Le ministre de la Santé a besoin de deux milliards de dollars pour remettre le système sur ses rails ; il tend la main comme un quêteux vers Ottawa. Le ministre de L'Environnement veut rénover les systèmes d'épuration des eaux, le ministre des Transports voudrait construire un chemin de fer ou une route ; il faut l'imprimatur et l'argent du fédéral. Nous voulons défendre par nous-mêmes nos intérêts dans la mondialisation : nous n'avons pas de siège dans les instances internationales et il faut s'en remettre à un autre gouvernement qui, lui, doit tenir compte, dans l'élaboration de sa position, des intérêts des Ontariens, qui représentent le tiers de la population et 40 % de l'économie canadienne.

Nous voulons mieux protéger la langue française, ici et dans le monde : nous nous heurtons aux politiques fédérales de bilinguisme et de multiculturalisme ainsi qu'au fait que les nouveaux Québécois sont accueillis ici, souvent en anglais, comme des citoyens canadiens qui prêtent serment d'allégeance à la reine Élisabeth II.

À cause de son pouvoir de dépenser, Ottawa a parfois plus d'influence que Québec dans la définition des programmes de recherche scientifique et universitaire, des programmes de congés parentaux, des lois sur la réhabilitation des délinquants juvéniles. Si nous étions un pays souverain, nous aurions déjà ratifié le protocole de Kyoto et nous n'aurions rien à payer pour la mesquinerie qui tient lieu de politique en Alberta et en Ontario dans le domaine environnemental.

Et le reste à l'avenant : les pouvoirs que nous voudrions transférer de l'État national québécois aux instances municipales ou régionales ; nos relations avec les nations autochtones ; le soutien financier au cinéma et à l'édition ; la réglementation des relations de travail ; les politiques de radiodiffusion et la concentration de la presse ; et même l'attribution du statut d'organisme de charité. Toutes les questions que nous voulons aborder, tous les problèmes que nous souhaitons régler, exigent un geste du gouvernement central du Canada. Chaque fois que nous voulons améliorer les choses, il faut passer par Ottawa. Dans chaque domaine, pour chaque dossier, le fait que le Québec ne dispose pas de tous ses moyens, de tous les pouvoirs, l'oblige à adopter des demi-mesures ou à subir les choix dominants faits dans la société canadienne-anglaise.

Le problème auquel les souverainistes sont confrontés aujourd'hui ne réside pas dans la nature de leur projet. Ce n'est pas que les Québécois ne veulent pas être libres et responsables. Leur esprit d'initiative dans tous les domaines de la vie en société le prouve.

### **Une démobilisation politique**

Le problème est lié à la démobilisation des citoyens pour les projets collectifs. Les Québécois semblent s'être détournés de la politique au sens large. Ils ne boudent pas seulement le projet souverainiste. Ils se sont, en grand nombre, éloignés de l'espace public pour se concentrer sur leurs besoins individuels. Le Québec est bloqué sur le plan politique. C'est ce qui explique, à mon humble avis, les succès spontanés obtenus par des propositions qui visent à réduire la taille de l'État (même si on ne sait pas ce qui serait aboli), qui visent à appliquer à l'école publique la liberté de choix comme on la pratique dans un supermarché, qui ouvrirait la voie à la médecine à deux vitesses. Les gens ne comprennent plus qu'il faut une société, des lois, des règles de répartition de la richesse, des normes publiques, pour garantir la liberté individuelle, surtout lorsque l'on cultive l'ambition de favoriser la liberté pour tous, pas seulement la liberté des riches.

Or les souverainistes portent un projet foncièrement politique. Comment croient-ils pouvoir mobiliser les citoyens en faveur de ce projet particulier sans d'abord passer par l'étape essentielle de faire redécouvrir aux Québécois l'importance du politique, du vivre-ensemble, du bien commun, de l'existence d'un destin collectif ? Les Québécois ne

sont plus à l'écoute pour ces choses-là. On ne pourra pas relancer ainsi, à froid, un débat sur l'avenir de tout un peuple qui ne semble plus guère capable de se reconnaître comme collectivité.

L'idée de la souveraineté du Québec n'a jamais progressé en vase clos. Elle s'est toujours appuyée sur des mouvements sociaux (j'entends ici par mouvement social non pas une organisation ou une coalition de groupes sociaux mais plutôt un désir fortement ancré dans la population elle-même qui l'amène à évoluer dans une direction donnée). Dans les années 1960, le néo-nationalisme et puis, plus tard, l'idée de souveraineté, était associé indéniablement à un mouvement de libération de la société canadienne-française. Les francophones étaient en train de prendre le contrôle de leurs affaires. En même temps, une nouvelle conscience nationale prenait forme ; nous étions de moins en moins Canadiens français, de plus en plus Québécois. Cette reprise en main de nos affaires s'est traduite par la construction d'un État provincial, la mise en place d'un système public d'éducation, l'adoption des principes de l'État providence, la formation de sociétés d'État. Nous nous affirmions pour ce que nous sommes. Nous ressentions intensément le besoin de reconnaissance de notre identité mais aussi le besoin de faire rattraper aux francophones leur retard en éducation comme en économie.

Le référendum de 1980 a eu lieu à la fin de ce cycle où nous affirmions à la face du monde notre existence et notre désir de cesser d'être nés pour un p'tit pain. La réponse à ce référendum a été NON, dans une proportion de 60 %. Cela n'empêche pas que cet exercice démocratique a été un

point tournant de l'histoire politique du Québec. Pour la première fois, les Québécois se prononçaient sur leur statut politique et sur leur avenir comme nation. Le référendum a été l'occasion pour certains d'un cri du cœur mais aussi d'une prise de conscience. Quel qu'en fut le résultat, le référendum a été l'occasion d'affirmer l'existence de la nation québécoise. Même les fédéralistes le disaient au travers du slogan de leur campagne : « Mon NON est québécois ».

Le référendum de 1995 a eu lieu dans un tout autre contexte. Nous n'avions plus besoin d'affirmer ce que nous sommes. Nous l'avions fait, déjà. Nous savions que nous formions une société distincte, une nation, un peuple. Le référendum de 1995 a eu lieu au terme d'un autre cycle politique, amorcé par le rapatriement unilatéral de la constitution, en 1982, et au cours duquel le reste du Canada nous a dit, à plusieurs reprises, qu'il ne reconnaissait pas la nation québécoise qui, pour nous, était devenue une réalité.

Trois fois le Canada a officiellement nié l'existence de la nation québécoise : en 1982, en rapatriant unilatéralement la constitution ; en 1990, en refusant de ratifier l'Accord du lac Meech ; en 1992, en refusant une deuxième fois de reconnaître le Québec comme société distincte par le rejet de l'Accord de Charlottetown qui était lui-même, de toute manière, un piège pour le Québec. Il y eut même une quatrième dénégation, en 1993, lorsque le Canada a redonné le pouvoir aux libéraux avec à leur tête l'un des gardiens du refus canadien de reconnaître le Québec, Jean Chrétien,

pendant qu'au Québec nous élisons 54 députés du Bloc québécois.

En 1995, les Québécois étaient donc appelés à répondre au déni canadien. Quand 49,4 % des électeurs et 60 % des francophones votent en faveur de la souveraineté, c'est qu'ils disent au reste du Canada : vous avez beau nier notre existence, nous existons quand même. Mais pour toutes sortes de raisons, entre autre parce que bien des Québécois, surtout ceux qui sont nés à l'époque où nous étions encore des Canadiens français, continuent de croire que la question nationale peut être réglée à l'intérieur du Canada, la réponse a été négative.

### **S'accrocher à un mouvement social**

Mais ce résultat de 1995, un résultat exceptionnel, qui montre que l'appui à la souveraineté n'avait cessé de croître, n'aurait jamais été aussi fort si on s'en était tenu à aborder la question strictement sur ce plan. Il a fallu articuler le projet souverainiste avec les préoccupations des Québécois pour d'autres thématiques, en particulier celle de la justice sociale.

Avant le référendum, vous vous en souvenez sans doute, le gouvernement avait organisé des commissions régionales et une commission nationale sur la souveraineté. Ces commissions ont ratisé le Québec et plus de 50 000 personnes sont allées présenter un mémoire. Lors de ces audiences, assez peu de participants sont allés discuter des attributs habituels de la souveraineté : un drapeau, une monnaie, une armée, un hymne national. Ces questions furent assez

peu populaires. De quoi les gens étaient-ils allés discuter ? Ils étaient allés discuter du pays dans lequel ils veulent vivre : une société juste, qui prend soin de son monde, qui fait confiance aux régions, qui répartit la richesse sans nier la responsabilité et les devoirs des citoyens, qui protège son environnement, sa langue, sa culture.

Lors du lancement de la campagne référendaire, au chalet du mont Royal, à Montréal, le camp du OUI était devenu « le camp du changement social ». Le camp du OUI était devenu un relais du Québec social, l'avait mis en mouvement et l'entraînait avec lui sur le chemin de la souveraineté. Durant la campagne, le premier ministre Jacques Parizeau était devenu le défenseur des Québécois de la classe moyenne contre les requins de la finance, ces riches qui « crachent dans la soupe », disait-il. La publicité du camp du OUI disait : « un OUI et tout devient possible ». Un homme au travail. L'ouverture sur le monde. La paix. Le projet de faire la souveraineté devenait alors vraiment le projet de faire un pays, un pays réel, pour les gens. Au référendum, les Québécois actifs, aux études ou sur le marché du travail, âgés de 18 à 54 ans, ont voté OUI dans une proportion de 71 %. En d'autres termes, au référendum de 1995, le OUI a obtenu un score exceptionnel parce que les souverainistes se sont collés aux préoccupations de la classe moyenne. Pierre Paquette disait la même chose autrement : les souverainistes ont alors permis aux Québécois d'imaginer que le Québec, souverain, pourrait devenir le pays de leurs rêves.

Depuis le référendum de 1995, le courant social réformiste a été lâché. Nous avons traversé une période qui, plutôt que

d'être dominée par nos rêves d'un pays meilleur, l'a été, entre autre, par des sommets qui ont donné la partie belle à divers corporatismes dont le simple citoyen pouvait se sentir éloigné ; et par des décisions qui ont été perçues comme purement bureaucratiques dont celle de fusionner des villes et des villages malgré le sentiment d'appartenance et d'identification qui restait très fort au sein, surtout, des petites communautés, et celle de comprimer à un rythme frôlant l'intolérable, jusqu'à mettre à la retraite des milliers d'infirmières qu'il faut aujourd'hui réembaucher, les dépenses dans le système de santé. Depuis quelque temps, le débat politique est dominé par des arguties sur la taille de l'État.

Pendant ce temps, ceux qui se sont levés pour défendre la forêt, la campagne, nos rivières, contre un développement économique insoutenable, pour défendre la justice sociale ou pour contester l'adhésion béate du Québec aux théories du libre-échange, étaient rabroués par des ministres. Avec Richard Desjardins et son film *L'Erreur boréale*, ces défenseurs du patrimoine, du bien-commun et des plus vulnérables d'entre nous, étaient vus comme des rêveurs, certes, mais pris ici dans un sens péjoratif. Comme ceux qui défendent la langue française, d'ailleurs, que l'on a voués aux gémonies quand on n'a pas plutôt essayé de les faire taire.

Le gouvernement du Parti québécois a été un bon gouvernement. Il a bien géré. Justement, il a surtout géré. On a beau chercher, on ne trouve pas de quel mouvement social d'importance ce gouvernement s'est fait le relais. Ce n'est que tout récemment qu'il a découvert la puissance de trans-

formation et de progrès qui se cachait dans les mouvements environnementaux, dans les mouvements anti-pauvreté, dans ceux qui prônent une autre mondialisation plutôt que le libre-échange tous azimuts, dans le mouvement régionaliste et dans celui qui porte le désir de transformer nos institutions démocratiques pour donner plus de pouvoirs aux citoyens.

Cette prise de conscience tardive a donné lieu à des décisions dans les domaines comme l'environnement, la mondialisation, la démocratie, les régions, la lutte contre la pauvreté, la protection des travailleurs non-syndiqués. Ce sont des sujets qui mobilisent les Québécois. Il aurait fallu y penser plus tôt.

À quoi d'autre les Québécois s'intéressent-ils à l'heure actuelle ? Tous les aspects de la santé, n'en déplaise à Pierre Falardeau. Mais aussi les enfants, les difficultés de concilier le travail et la famille, la précarisation de l'emploi, le sauvetage du pays réel. Plus qu'on le pense, je crois que les Québécois continuent d'être inquiets pour l'avenir de leur langue et de leur culture. D'autres insécurités naissent également à cause de phénomènes comme la mondialisation, mais aussi, le progrès incontrôlé de la technoscience, des OGM, du clonage, sans parler des guerres et du terrorisme.

On va remobiliser les Québécois, leur redonner confiance dans la politique si, sur chacun de ces sujets, les hommes et les femmes politiques savent défendre des idées fortes.

### **Cultiver la participation des citoyens**

Ce n'est pas tout de savoir à quels sujets l'État devrait s'intéresser. Pour amener un peuple à faire un geste aussi important que celui de fonder un pays neuf, au début des années 2000, au cœur de l'Amérique impériale, dont le Canada n'est plus qu'un satellite, il faut cultiver chez les citoyens le sens civique, le goût de participer aux débats publics mais aussi de prendre des responsabilités.

Mais quelle que soit l'affiliation partisane ou le projet constitutionnel du gouvernement en place, s'il veut agir de façon responsable, s'il est conscient de son rôle de fiduciaire de l'avenir d'une petite nation de langue française au nord des États-Unis, celui-ci devrait faire une priorité de favoriser la participation des citoyens sur le plan politique et dans la société civile.

Lorsqu'il visita l'Amérique, vers 1840, Alexis de Tocqueville avait vu comment on peut, en démocratie, combattre l'individualisme en incitant les citoyens à participer eux-mêmes à l'administration de leur communauté. « Lorsque les citoyens, disait-il, sont forcés de s'occuper des affaires publiques, ils sont tirés nécessairement du milieu de leurs intérêts individuels et arrachés, de temps à autre, à la vue d'eux-mêmes. Du moment où l'on traite les affaires communes, chaque homme aperçoit qu'il n'est pas aussi indépendant de ses semblables qu'il ne se le figurait d'abord, et que, pour obtenir leur appui, il faut souvent leur prêter son concours ».

Le politologue américain Francis Fukuyama a observé que les sociétés qui réussissent le mieux dans la mondialisation sont celles qui ont confiance en elles-mêmes. Au sein de ces sociétés, écrit-il, on remarque un nombre élevé de lieux de socialité, d'organisations communautaires, civiques ou caritatives. En d'autres termes, la multiplication des lieux d'engagement des citoyens à l'échelle locale renforce les liens civiques, nourrit le respect pour la chose publique, stimule la participation, donne confiance, favorise la recherche active de solutions, les initiatives individuelles et la coopération.

Pour réhabiliter le politique et la politique, le gouvernement du Québec aurait tout intérêt à favoriser l'action communautaire sous toutes ses formes, mais aussi la participation des parents dans l'école, des patients et des citoyens dans les conseils d'administration du réseau de la santé, au sein des municipalités et des divers pouvoirs locaux.

La politique aujourd'hui ne s'articule plus seulement entre l'État et le marché mais entre ces deux pôles et un troisième indispensable, la société civile. Cela dit, les organisations de la société civile ne peuvent pas remplacer les instances démocratiques. Ainsi, lorsque l'on parle de décentraliser des pouvoirs vers les régions, il faut prendre garde de ne pas créer de nouveaux corporatismes à côté du pouvoir légitime des élus. Ce qui est important, c'est de trouver comment harnacher l'énergie et l'intelligence de la société civile dans le respect des règles démocratiques.

S'il faut cultiver la participation des citoyens, il faut aussi cultiver l'appartenance nationale.

On discute beaucoup ces jours-ci de la formation d'un conseil de la souveraineté. On prend comme point de comparaison le Conseil pour l'unité canadienne. Or la comparaison est boiteuse. Le mandat du CUC n'est pas de promouvoir un projet politique. C'est de renforcer la conscience nationale canadienne et le désir de participer à la vie politique du pays d'un océan à l'autre. Le CUC organise des stages, des échanges entre gens de régions différentes du Canada, donne des cours sur les institutions canadiennes, publie des informations sur le Canada, valorise l'identité canadienne, favorise l'intégration des immigrants à la culture politique canadienne.

Le Québec devrait faire la même chose, que le parti au pouvoir soit souverainiste, fédéraliste ou opportuniste. Ce qui fonde la légitimité de l'État québécois c'est qu'il s'appuie sur une nation consciente d'elle-même. Le jour où les Québécois n'auront plus conscience de former une nation, l'État québécois perdra sa légitimité. Ce sera le jour où tout sera perdu, que l'on veuille fonder un pays neuf ou que l'on veuille maintenir le Québec au sein du Canada.

Dans mon livre, je recommande de quadrupler le budget du Mouvement national des Québécois en élargissant son mandat dans les mêmes paramètres que ceux qui encadrent l'activité du Conseil pour l'unité canadienne. Le MNQ reçoit déjà une subvention pour organiser la Fête nationale. Mais une nation ne peut pas se limiter à une fête.

Québec devrait également soutenir d'autres initiatives, des instituts de recherche, des organismes d'éducation civique, ou des associations comme l'Association internationale

des études québécoises, afin de multiplier les lieux qui forment un réseau d'appartenance et d'inscription du Québec dans le monde.

### **Remettre en mouvement la roue du Québec**

Que ce soit pour reprendre le chemin vers la souveraineté ou pour redonner confiance en elle-même à la société québécoise, ce qui est pour l'heure le plus important, c'est de remettre le Québec en mouvement. Remettre en mouvement la roue du Québec. Réintéresser les Québécois, au niveau local comme au niveau national, à la vie politique, à l'espace public, à la participation civique. On ne peut pas faire un pays ou préserver une nation avec des citoyens apathiques. Il faut cultiver le goût de l'engagement. Cette roue, on la remettra en marche avec des projets, des décisions qui sont collées aux préoccupations de la population, en particulier celles de la classe moyenne, hégémonique, dans les sociétés avancées d'aujourd'hui. Mais sans oublier non plus nos concitoyens plus vulnérables. D'ailleurs, l'insatisfaction manifestée par la classe moyenne n'est pas dirigée contre les pauvres, elle est dirigée contre l'inefficacité de l'État.

Évidemment, beaucoup de souverainistes seront sceptiques en entendant un discours comme celui que je viens de tenir. C'est que, par le passé, des hommes et des femmes politiques ont dit des choses comme celles-ci : « Occupons-nous de la santé, un jour on reparlera de souveraineté ». « Régions le problème de l'école secondaire, après, plus tard, on reviendra à la souveraineté ». « Créons des emplois, équilibrons les finances publiques, et plus

tard, on reparlera de souveraineté ». En 1985, ce programme portait un nom : l'affirmation nationale. Un jour, disait-on, on y reviendra.

Or ce n'est surtout pas ce que je propose aux souverainistes. Je ne veux pas que l'on reporte la souveraineté à plus tard. Je l'ai dit : la souveraineté fait partie de la solution à plusieurs de nos problèmes. En outre, elle représente un horizon atteignable, une garantie qu'un jour on pourra sortir de l'impasse dans laquelle nous garde notre appartenance au Canada. Il est hors de question de ne plus travailler à son avènement. Il n'y a rien que je désire moins que de laisser à mes enfants le fardeau de passer à leur tour une partie de leur vie à se battre pour faire du Québec un pays. De toute façon, c'est maintenant qu'on en a besoin.

Mais je suis très conscient du fait que les Québécois, en très grande majorité, ne veulent pas avoir à trancher la question au cours des prochains mois. Ils le disent clairement dans les sondages. Ils ne veulent pas de référendum. Je parlais l'autre jour à une jeune femme, à peine sortie des études, mais née dans une famille souverainiste, souverainiste elle-même. Lorsqu'elle entend le mot référendum, me dit-elle, elle a un frisson dans le dos. Cela ne lui dit rien qui vaille. Pas maintenant.

### **Remettre en mouvement la roue de la souveraineté**

J'ai dit que pour intéresser de nouveau les Québécois à la politique, il faut remettre en marche la roue du Québec. Cela me paraît essentiel. Mais cela ne suffit pas. Comme je crois que la souveraineté fait partie de la solution, il faut

aussi, en parallèle, remettre en mouvement la roue de la souveraineté. Il faut surtout éviter le piège dans lequel d'autres sont tombés (y compris Mario Dumont, Guy Laforest et l'Action démocratique du Québec), celui de reporter à plus tard ce projet sous prétexte qu'il y a d'autres problèmes à régler. Ce que je dis, d'ailleurs, ce n'est pas qu'il faille avoir réglé tous les problèmes du Québec avant de proposer de nouveau la souveraineté aux Québécois. Cela est impossible. Plusieurs problèmes subsisteront et d'autres surviendront lorsque le Québec sera devenu un pays. Ce que je dis c'est qu'il faut ramener les Québécois dans l'espace public, les réintéresser à la politique en abordant les questions qui les préoccupent dans leur vie courante et en montrant que plusieurs de leurs problèmes sont communs à leurs concitoyens. En même temps, il faut remettre en mouvement l'idée de souveraineté.

Pour remettre en mouvement la roue de la souveraineté, je crois qu'il faut proposer aux Québécois la mise en œuvre d'un plan d'action préparatoire. Ce plan inclut les actions de la société civile, au sein par exemple du Conseil de la souveraineté, mais également, et cela est essentiel, il doit se matérialiser au sein même du gouvernement, au sein de l'administration publique québécoise. On ne peut pas songer à réaliser la souveraineté du Québec sans employer les moyens et les attributs de l'État. Même ceux qui, aujourd'hui, écartent cette solution, devraient, une fois au pouvoir, insister pour que l'on continue de s'y intéresser. L'idée doit rester vivante. Elle a toujours été une carte dans le jeu du Québec. Les Québécois aiment bien garder cette carte dans sa manche, disait Robert Bourassa.

Mais la démarche que je propose n'est pas attentiste ni un plan B. Elle comporte des étapes.

1. Un parti politique propose aux électeurs de mettre en œuvre un plan d'action gouvernemental de préparation de la souveraineté.
2. S'il est élu, il met ce plan à exécution.
3. Lorsqu'il considère que le niveau de préparation est suffisant, que l'État du Québec est prêt à réaliser la souveraineté, que tout est en place pour une transition harmonieuse et que la population est bien informée, il déclenche des élections quasi-référendaires en demandant aux Québécois de lui donner le mandat de tenir un référendum sur ce sujet. Tout comme, en 1962, le gouvernement Lesage a demandé aux électeurs de lui confier un nouveau mandat pour nationaliser l'électricité. Si la population est prête, si la préparation a été bien faite, si le gouvernement a fait ses devoirs, il sera réélu et pourra tenir le référendum. S'il perd les élections, c'est qu'il aurait aussi perdu le référendum. Je préfère perdre des élections qu'un référendum. Car un autre échec référendaire signifierait un recul de la souveraineté. Il est en effet difficile de perdre un référendum et d'obtenir plus que 49,4 % des suffrages.
4. Les scrutins successifs renforcent la légitimité, la crédibilité et le pouvoir de négociation du gouvernement du Québec dans le cadre de l'accession à la souveraineté. S'il gagne ces élections quasi-référendaires, il enclenche sans tarder la démarche référendaire. Durant les mois précé-

dant le référendum, le gouvernement met la dernière main aux préparatifs de l'accession du Québec au statut d'État souverain. Il informe les pays étrangers de ses intentions, il consolide sa position dans l'opinion, il prépare la transition et les négociations avec le gouvernement canadien. Le référendum n'a plus pour objet de donner le mandat au gouvernement de faire la souveraineté. Le référendum est le moment où les Québécois décident que leur pays est désormais souverain.

À quoi pourrait ressembler ce plan de préparation à la souveraineté ?

Vous savez peut-être que je m'inspire du modèle de Tony Blair, le premier ministre britannique. Celui-ci veut que la Grande-Bretagne troque la livre sterling pour la monnaie unique européenne. La population du Royaume-Uni est contre. Il a donc promis qu'il y aurait un référendum à ce sujet au moment opportun. Entre-temps, il ne se croise pas les bras en attendant les conditions gagnantes. Il met en œuvre un plan détaillé de préparation au passage à l'euro. Des milliers de fonctionnaires y travaillent. Qui réalisent des études sur l'impact de ce changement et sur les moyens à prendre pour éviter que l'économie britannique en souffre. Qui préparent les projets de loi et de règlements qu'il faudra adopter. Qui consultent les entreprises, les syndicats, les groupes sociaux. Qui fournissent de l'information sur les bienfaits du passage à l'euro : par Internet, en distribuant des trousseaux d'information aux PME, par une ligne téléphonique, en commanditant des sondages et en publiant, périodiquement, une mise à jour du plan, un bilan de ce qui a été réalisé avec un échéancier précis. Le

chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) est personnellement responsable du dossier. Là-bas, ce n'est pas *wait and see*, c'est *prepare and decide*. L'objectif de ce plan est de rendre crédible aux yeux des Britanniques l'option euro lors du référendum lorsque celui-ci aura lieu.

Au Québec, les souverainistes devraient faire la même chose. Bien sûr, il faudra justifier une telle démarche. Facile. L'indécision sur ce sujet nuit au Québec. Même les fédéralistes sont d'accord pour le dire. Sauf que la façon de mettre fin à l'incertitude, ce n'est pas de laisser tomber ce projet, c'est de le réaliser. C'est pourquoi le gouvernement met en œuvre un plan d'action gouvernemental préparatoire à la souveraineté. Il n'y aura pas de référendum durant le mandat. C'est dire que la population a la certitude qu'aucun geste définitif ne peut être fait par le gouvernement durant cette période. Par contre, un ministre sera responsable du dossier, laissant ses collègues consacrer leur énergie aux autres questions de l'heure. Voyez comment, la nomination, à Ottawa, d'un ministre responsable de la stratégie fédérale envers le Québec, Stéphane Dion, a donné des résultats, sans devenir l'obsession de l'ensemble du gouvernement.

Ce ministre coordonnerait les travaux d'évaluation, d'étude et de préparation de la souveraineté. Un fonctionnaire serait responsable du plan dans chacun des ministères. On pourrait former des groupes de travail sectoriels et régionaux, on consulterait la société civile, on rédigerait un projet de constitution du Québec. Chaque fois que le gouvernement commanderait une étude ou une enquête, comme il l'a fait pour la langue avec la commission Larose, ou pour

le déséquilibre fiscal avec la commission Séguin, un des volets du mandat de la commission consisterait à évaluer comment la situation serait différente si le Québec était souverain.

Durant cette période, le gouvernement pourrait déjà prendre des décisions qui rapprochent le Québec de la souveraineté politique. Le Québec devrait occuper au maximum ses champs de compétence. Il pourrait étendre son réseau de représentation à l'étranger.

Bref, ce plan de préparation aurait pour effet de faire prendre conscience aux citoyens des limites du statut provincial, de l'intérêt pour le Québec d'accéder au statut d'État souverain dans le monde d'aujourd'hui et de constater, au fur et à mesure que la fonction publique exposerait comment, concrètement, s'opérerait la fusion des fonctions étatiques actuellement réparties entre les deux ordres de gouvernement, la souveraineté deviendrait plus familière.

Entre-temps, le gouvernement n'oublierait pas le pays réel. Il adopterait des politiques et mettrait en œuvre des réformes économiques et sociales susceptibles de rendre la société québécoise plus libre, plus responsable, plus solidaire, plus démocratique, confiante en elle-même, consciente de son identité et de la nécessité de fonder l'appartenance au Québec sur une citoyenneté moderne.

Cette démarche, il est fort possible d'en escamoter des éléments. L'important, c'est l'esprit. Il faut savoir tableer sur la fonction utopique de la souveraineté comme horizon de dépassement du Québec actuel. Mais il faut savoir en

même temps transformer cette utopie en projet, enraciné dans le cœur des gens, articulé à leurs préoccupations politiques, sociales, économiques et culturelles, et réalisé par étapes, dans les formes, avec prudence et détermination.

Cette approche peut être empruntée dès maintenant par le Parti québécois s'il conserve le pouvoir. Elle pourra aussi servir plus tard en adaptant les modalités au contexte de l'époque où elle serait mise en œuvre. Pour répartir la roue de la souveraineté, il faut un plan préparatoire parce que celle-ci n'est plus à portée de main, même si elle a été appuyée, en 1995, par 49,4 % des citoyens. Bien des gens ne savent plus pourquoi il faudrait la faire. Ils ont besoin de se réconcilier avec elle. Et depuis sept ans, des dizaines de milliers de jeunes et d'immigrants ont acquis le droit de vote. À ceux-là, il faut tout expliquer de nouveau. Rien n'est jamais acquis. Voyez ces souverainistes qui travaillent pour Jean Chrétien dans Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Et puis la société québécoise est dominée par une classe moyenne qui n'est pas contre le changement pourvu que le changement améliore sa condition et ne lui enlève rien. La classe moyenne est réfractaire aux révolutions. Il faut donc envisager la souveraineté comme une réforme qui s'inscrit dans la légalité, dans une certaine durée et dans une suite d'actions, évaluées à chaque étape, avec prudence mais détermination.

Les autres partis politiques pourraient aussi s'inspirer de l'approche que je propose, dès lors qu'ils croient que le Québec forme une nation et constatent que celle-ci est bloquée dans le Canada impérial d'aujourd'hui.

Ces partis politiques constateront rapidement l'utilité de garder vivante l'idée de souveraineté. Un jour, s'ils exercent le pouvoir, ils seront confrontés au mur de l'État fédéral. S'ils ont laissé mourir une idée aussi forte, ils seront désarmés et les Québécois avec eux. L'idée de faire du Québec un pays appartient aux Québécois, fait partie de son patrimoine vivant. En 1990, lorsque le reste du Canada a refusé de reconnaître le Québec comme une société distincte, vers quelle option la population et son premier ministre fédéraliste se sont-ils tournés pour établir un rapport de force ?

Il faut remettre en mouvement la roue du Québec. Les citoyens doivent sentir que l'État est au diapason de la population. Ils doivent aussi reprendre confiance dans la politique. En parallèle, il faut remettre en mouvement la roue de la souveraineté.

Remettre en mouvement la roue du Québec. Remettre en mouvement la roue de la souveraineté. En espérant que, d'ici quelques années, les deux mouvements se fondent en un seul. C'est ce qu'il faut faire, je crois, pour que tout le Québec y gagne et pour que, bientôt, le Québec soit un pays. □

Jean-Marc Léger\*

## LA MONDIALISATION CONTRE L'UNIVERSALISME

### LE TRIOMPHE DE LA LANGUE IMPÉRIALE<sup>1</sup>

« *L'âme d'un peuple vit dans sa langue* »

Goethe

« *La patrie, c'est d'abord la langue* »

Camus

Lorsque je pense à notre loi 101, il me semble que sa promulgation et l'euphorie qui l'a accueillie remontent à très, très longtemps, beaucoup plus que paraît l'indiquer le calendrier. C'est sans doute le double effet d'une incontestable accélération de l'Histoire, (phénomène déjà ancien mais dont le rythme s'accroît constamment) – pour reprendre la formule célèbre de Halévy – et de la mondialisation, énorme et apparemment irrépressible, dont les conséquences perverses sous beaucoup d'aspects me paraissent l'emporter, de loin, sur les bénéfiques incontestables, à court terme, dans divers domaines. Je suis enclin à dire mon inquiétude et peut-être mon angoisse quant à l'avenir des langues et des cultures et, à travers elles, de l'humanisme et des libertés. Nous voyons monter, avec l'hégémonie d'un seul pays, de sa civilisation et de sa langue, une sorte d'immense uniformisation réductrice, qui implique et appelle tous les renoncements, qui secrète une forme d'impérialisme inédite, en ceci notamment qu'elle réussit à conditionner à ce point les

\* Journaliste.

<sup>1</sup> Ce texte est tiré de la conférence prononcée le 4 décembre dernier à la Bibliothèque nationale du Québec à Montréal dans le cadre du 85<sup>e</sup> anniversaire de la revue.

individus, et dès lors des peuples, qu'elle s'en fait des alliés, voire des complices. La conquête des esprits et des âmes signe le stade ultime de l'impérialisme.

Comme vous tous, j'entends dire et je lis, ici et là, que l'apparente indifférence de la majorité des nôtres aujourd'hui face à la question linguistique tiendrait au fait d'un sentiment de sécurité, suscité et entretenu justement par la loi 101 : en somme, nos compatriotes estimeraient que grâce à la Charte de la langue, à l'abri de la loi 101, l'essentiel non seulement a été acquis mais est préservé et que, dès lors, il n'y a pas lieu, même s'il importe de rester vigilant, de tenter de renforcer cette loi avec le risque, comme disent certains milieux politiques et des médias conformistes sinon serviles, de relancer « les querelles linguistiques ». Observez d'ailleurs combien un certain courant de pensée et certaines modes veulent à tout prix, au nom de la paix civile (formule galvaudée là aussi) éviter, empêcher, esquiver toutes les formes d'affrontement, les querelles ou « chicanes » comme on dit, tant constitutionnelles que linguistiques, le refus systématique et un peu veule de la collision conduisant souvent à une collusion objective avec l'ennemi, déclaré ou le plus souvent masqué, tapi dans l'ombre, prompt à exploiter nos hésitations, nos faiblesses et nos peurs de tous ordres, le retour d'un regard réducteur sur soi et d'une sorte de lâcheté inavouée en même temps que la tendance à accepter, voire à partager, le regard et le jugement de l'autre, et d'abord de l'ennemi, sur soi-même.

La conjonction d'une espèce de lassitude, de fausse assurance, de crainte et de sourde démission me conduit à penser qu'il serait peut-être difficile aujourd'hui de faire adop-

ter une loi 101, tout comme il serait malaisé de provoquer, comme hier, la mobilisation de dizaines de milliers des nôtres, ces immenses et admirables manifestations qui marquaient une volonté d'affirmation et de résistance autant que la conscience de l'urgence d'agir. Non seulement il serait difficile de faire adopter aujourd'hui une mesure comme la loi 101 ou une nouvelle loi 101 : il le serait également d'ajouter à la présente loi, de renforcer la Charte de la langue française comme cela s'impose ; il le serait même, que dis-je, il l'est même simplement de faire respecter pleinement la loi actuelle, d'en assurer l'application rigoureuse. C'est là une situation hautement préoccupante, non pas seulement d'ailleurs en ce qui concerne la défense de la langue mais en ce qui a trait plus généralement aux valeurs morales et spirituelles, au sens de la responsabilité et au sens de l'effort, comme au sens de la transcendance. Non, ce n'est décidément pas un sentiment de sécurité mal fondé mais une sorte d'immense indifférence et le refus inavoué de tout effort, de tout combat, qui me paraissent expliquer l'atonie devant la situation de la langue, les responsables politiques croyant d'ailleurs y trouver une apparente justification de leur inaction. En somme, il semblerait que pour nombre de dirigeants dans nos divers milieux, la question de la langue ne peut pas être à l'ordre du jour parce qu'elle n'est pas ou ne serait pas au goût du jour.

### **Abdication paisible**

J'ai le sentiment que nous assistons à une profonde mais inconsciente régression, comme une sorte de liquidation de la « révolution tranquille » (qui ne fut d'ailleurs pas et fort heureusement, si tranquille que cela), sous la forme

d'une espèce d'abdication paisible avec le triomphe de l'individualisme, la remise en cause du rôle de l'État, pourtant le seul instrument du progrès collectif, la perte de la mémoire historique et le net affaiblissement du sens de l'identité, et surtout peut-être le manque de confiance en soi et la remontée de la peur. Comme s'il était effrayé rétrospectivement par sa propre audace des années 1945 à 1995, de la grève de l'amiante à la loi 101 et au 2<sup>e</sup> référendum presque gagné, ce peuple semble éprouver confusément le besoin de rentrer dans le rang, ne plus célébrer ni exploiter son « caractère distinct » et, par voie de conséquence évidente, de taire toute revendication d'ordre socio-culturel et d'ordre politique. Bref, on ne saurait être innovateur tout le temps, revendiquer tout le temps et, surtout, on ne saurait imposer à un peuple d'être constamment sur la brèche !

Nous faisons, collectivement, face aujourd'hui, à mon sens, à deux périls principaux, dont la conjonction représente un défi sans précédent, notamment pour une petite nation non souveraine et dominée, qui dès lors ne détient pas certains des outils indispensables à sa défense et même à sa survie, subordination et infirmité politique dont la conscience ne peut qu'aviver chez la majorité des citoyens un sentiment d'impuissance et de résignation. Ces deux périls sont l'un, d'ordre intérieur, l'autre de caractère mondial. Je viens de parler suffisamment du premier. Je me bornerai ici à rappeler et à souligner qu'il est paradoxal en ceci qu'il est constitué de deux éléments contradictoires : d'une part, un faux sentiment de sécurité, qui semblerait autoriser à abaisser sa garde et, de l'autre, une lassitude démobilisatrice tant parmi la masse des citoyens que parmi les diri-

geants et dans la classe politique elle-même. Quant à l'autre péril, de caractère extérieur, il exprime et résume une donnée relativement nouvelle et capitale, voire énorme, de la scène internationale, des relations internationales. C'est ce qu'on appelle d'un terme à certains égards ambigu mais qui fait image : la mondialisation, exaltée ou célébrée par les uns, contestée et combattue par d'autres, enfin considérée comme inéluctable par beaucoup qui estiment possible d'en réduire les effets néfastes et d'en valoriser les conséquences positives.

Il n'est pas excessif de parler de véritable révolution dans les relations internationales pour désigner un phénomène irréductible à aucune des phases antérieures de développement des rapports et des échanges entre les peuples, entre les pays. Car il ne s'est pas seulement agi d'un changement d'échelle, même important, dans le volume et le rythme de la circulation des produits, des idées, des capitaux et des hommes mais d'une transformation radicale dans la maîtrise de cette circulation, dans la hiérarchie des acteurs, dans la production et le mode de transfert des informations essentielles désormais à cette circulation, dans la possibilité inédite pour un pays, une langue, une civilisation de dominer l'univers entier et, au-delà, de pouvoir coloniser de l'intérieur en quelque sorte les autres peuples, d'en faire à la limite des auxiliaires, inconscients mais empressés, de leur propre asservissement.

### **La langue impériale**

Il découle évidemment de là que la survie de toutes les langues et de toutes les cultures se trouve remise en cause

comme jamais encore ce ne fut le cas, y compris celles qui étaient héritières d'une longue et prestigieuse histoire et pouvaient prétendre, peuvent encore prétendre au titre de « langue internationale », guère moins menacées en définitive que les autres. Le paysage linguistique mondial a été en quelques années profondément modifié et sera radicalement transformé dans les décennies qui viennent, dans peu de décennies, vers le milieu de ce nouveau siècle probablement, à la fin de ce XXI<sup>e</sup> siècle assurément. Or, la nouvelle langue impériale – au sens le plus large de l'expression – s'étend à une vitesse sans précédent dans toutes les régions, dans tous les pays et cela, phénomène également inédit, dans tous les milieux et dans toutes les classes. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'on disait d'une langue qu'elle était internationale ou universelle, c'est qu'elle était connue, répandue, utilisée couramment parmi les élites, dans les milieux intellectuels, chez les diplomates, de divers pays, de nombreux pays, bref parmi ce qu'on appelle aujourd'hui les « décideurs », la masse des habitants continuant de ne connaître, de ne parler que sa langue propre, de vivre selon son esprit, son génie. Aujourd'hui, les langues étrangères et surtout parmi elles la langue impériale sont répandues dans un pourcentage croissant de la population entière, toutes classes confondues, et on peut supposer que d'ici un demi-siècle au plus tard, la majorité des citoyens de tous les pays (sauf peut-être dans les régions éloignées) auront une connaissance au moins élémentaire et souvent assez poussée de l'anglo-américain. C'est dire l'ampleur et la gravité de la modification du paysage linguistique international avec le risque et, davantage, la certitude de la domination écrasante d'une

seule langue à prétention universelle et de la domestication des esprits qui en découlera inéluctablement.

La situation de quasi-monopole de la langue anglaise et d'hégémonie de la civilisation américaine n'a cessé de se confirmer au cours des dernières décennies en particulier dans les publications scientifiques et techniques et dans l'immense domaine des industries culturelles. On avait prédit, dans certains milieux, prédit et espéré, que le développement de l'Union européenne (et d'abord de la Communauté européenne) allait sinon inverser le courant du moins ralentir et enrayer la domination de la langue anglaise et des industries culturelles américaines. Il n'en a rien été, bien au contraire. Tandis que, d'une part, l'usage de l'anglais au sein même des institutions européennes ne cessait de croître au point qu'il a ravi la première place au français depuis les années 1990, la pénétration de la presse et surtout des produits culturels anglo-américains s'est faite à un rythme accéléré depuis la naissance de l'Union européenne et notamment dans les deux dernières décennies. C'est se bercer d'illusions de croire que l'Union européenne peut faire pièce à l'Amérique, sur le plan culturel comme, d'ailleurs, sur les autres.

Si on entend sauvegarder et, si possible, renforcer la diversité des cultures, il faut agir à la fois sur les conditions de la création et sur celles de la diffusion, de la circulation des œuvres de toute nature, à l'intérieur de chaque pays comme sur le plan international. Il ne suffit pas de saluer, de célébrer la diversité culturelle. A moins que cela doive rester de l'ordre du vœu pieux, il faut définir, à la lumière de l'état présent du monde et des tendances lourdes du

commerce international, les conditions minimales de la préservation de cette diversité.

L'essor fulgurant des industries dites culturelles et leur imbrication avec les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) ont fait que le volet « industries » risque de masquer le volet « culturelles ». À l'instar du propos prêté à Esope pour la langue, on pourrait dire que le développement tous azimuts des industries culturelles, principalement dans les pays occidentaux, représente selon le point de vue la meilleure ou la pire des choses, que le phénomène peut contribuer aussi bien à illustrer la diversité culturelle qu'à l'étouffer lentement au bénéfice d'un petit nombre de cultures, voire d'une seule. Au reste, on ne s'est pas encore parfaitement accordé sur le sens du terme ambivalent de « industries culturelles ». Voici près de vingt ans déjà, l'Unesco y voyait « un enjeu pour l'avenir des cultures » ; aujourd'hui, on serait enclin à dire « l'enjeu » tant ces industries ont proliféré et se sont diversifiées dans la dernière décennie. Notons au passage que le nombre de postes récepteurs de télévision dans le monde est passé de 400 millions environ en 1980, à 800 millions en 1985, à plus de un milliard et demi en 1995 et aurait dépassé les 2 milliards en 2000.

### **Diversité et liberté**

La domination dans l'immense champ des industries culturelles d'un petit nombre de pays et d'un pays en particulier (et, dès lors, de sa langue, de son imaginaire, de son mode de vie) crée une situation de rapports léonins et contribue à la fois à conditionner et à coloniser les esprits

des peuples exposés aux productions culturelles d'une seule source ou d'une source nettement dominante mais aussi peut avoir pour conséquence d'affaiblir ou de stériliser la créativité propre des pays ainsi dominés. La prédominance d'une super-puissance est telle dans ce domaine qu'elle permet à ce pays non seulement la diffusion massive de ses produits culturels mais aussi, à travers eux, l'influence et le rayonnement de sa culture propre et de sa conception du monde. En raison de l'énorme disproportion des moyens de tous ordres entre les pays et les continents, de la puissance du marché intérieur et de l'avancement technique d'un pays donné, le jeu est objectivement et massivement faussé. Il devient alors assez ironique de parler de libre circulation des produits culturels, comme des autres, et de réciprocité de traitement. C'est le lieu de rappeler la parole célèbre de Montalembert : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et l'intervention qui libère ».

Telles sont la place dans les loisirs de la grande majorité des habitants des pays développés (et d'un pourcentage rapidement croissant des habitants des pays du Sud) et l'influence sur leur comportement (nourriture, habillement, mode de vie) que l'on peut observer une montée rapide du processus d'uniformisation. Il y a un danger évident, sur le plan international, de réduction voire de sclérose de la production culturelle propre des pays du Sud et même de certains pays du Nord, de stérilisation de la créativité et même d'une espèce de « clochardisation » de cultures désertées par leurs propres enfants qui sont obnubilés par l'énorme production américaine et ainsi progressivement aliénés.

Je voudrais citer ici un extrait de la déclaration des Ministres de l'Économie et des Finances des pays de la Francophonie, lors de leur première conférence à Monaco, en avril 1999, qui souligne notamment : « l'importance de la promotion de la diversité linguistique et culturelle face aux défis de la mondialisation et la nécessité de prendre en compte cet objectif dans la définition des règles multilatérales dans les domaines du commerce et de l'investissement ». Venant d'un tel milieu, pareille prise de position a valeur d'aveu autant que d'avertissement. Dans un tel énorme débat, engagé à l'échelle du monde, la Francophonie ne pourra intervenir avec quelque chance de réussite que si elle le fait avec persévérance, sur la base de propositions claires et si elle témoigne pour l'ensemble des langues et des cultures, bref si elle apparaît comme l'expression de l'universalisme face à l'uniformisation.

Comment ne pas appliquer aux cultures, mutatis mutandis, ce que Renan disait à propos des nations : « Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître ». C'est assez dire que la liberté des individus comme des peuples s'appelle aujourd'hui : sauvegarde de la diversité des cultures. La formule paraît simple, la définition en est difficile et l'entreprise sera énorme et peut-être même, si elle est réellement tentée, se révélera-t-elle utopique. Du moins, ce sera l'honneur de ceux qui s'y emploieront de l'avoir tentée. Faisons donc comme si cette chimère était à notre portée.

## Conclusion

Il nous faut appeler à une nouvelle mobilisation et à une nouvelle résistance, susciter la première et participer avec ardeur à la seconde si nous entendons assurer l'avenir du français chez nous, du moins donner des chances à cet avenir et si nous entendons de même contribuer à la survivance du français comme langue internationale. Cela suppose une véritable intransigeance, le refus de tout compromis et de toute concession quant à l'essentiel. De Gaulle a dit un jour alors que d'aucuns, même parmi les siens, lui reprochaient, amicalement, de se faire intransigeant : « On peut se montrer magnanime et parfois on le doit, lorsqu'on est en situation de force et qu'on est maître de son destin mais lorsqu'on est en situation de faiblesse, qu'on est dominé, alors il faut savoir être intransigeant, se refuser aux compromis qu'en d'autres temps on pourrait faire, qu'en d'autres circonstances on pourrait consentir ».

On ne saurait mieux dire et cette parole s'applique éloquentement à la situation du français chez nous, aujourd'hui. Jamais la loi 101 ne fut aussi nécessaire et, faute de l'étendre et de la renforcer, au moins importe-t-il d'en assurer l'application intégrale, dans son esprit autant que dans sa lettre. Et cela veut dire notamment le refus catégorique du bilinguisme insidieux dans le secteur public au sens large, cela veut dire l'extension au niveau collégial de l'obligation scolaire en français pour tous, pour ne donner que deux exemples du prolongement naturel, normal, nécessaire de la loi 101 dans son principe, dans son esprit. Dans le même temps, la prise de conscience des effets pervers d'une certaine mondialisation et de la menace qui pèse sur

toutes les langues doit nous conduire à inscrire la nouvelle mobilisation pour la défense du français dans une perspective internationale, sous le signe d'une Francophonie dynamique, celle-ci devant à son tour former une alliance salvatrice avec les autres ensembles linguistiques.

Oui, la mobilisation et la résistance nous sont commandées par la conscience de ce qui est en jeu pour nous mais aussi à l'échelle du monde : cela s'appelle l'héritage de la qualité du monde et cela s'appelle la dignité de l'homme. Si nous croyons que la langue est une patrie spirituelle. Il nous faut lui vouer le même attachement et lui consentir les mêmes efforts qu'à la patrie charnelle. Sinon, il y aura peut-être, dans quelques décennies, au maximum dans un siècle, dans une ultime petite ville ou dans un village encore francophone du Québec, quelque chose comme « La dernière classe de français » selon la célèbre et bouleversante nouvelle d'Alphonse Daudet dans ses *Contes du Lundi*. Je ne crois pas que nous soyons disposés à nous résigner à pareil destin.

Jean-Marc Léger



**FONDS**  
de solidarité FTQ

*La force du travail*

Lever économique, partenaire de votre croissance, le Fonds de solidarité FTQ contribue avec force au développement des entreprises dans tous les secteurs de l'économie québécoise.

Pour bâtir une économie,  
ca prend des outils.





# Michel Venne

Une analyse lucide  
Des propositions audacieuses

MICHEL VENNE

## Souverainistes, que faire?



vlb éditeur

essai • 216 p. • 21,95 \$



v**l**b éditeur

[www.edvlb.com](http://www.edvlb.com)

**LIRE**

Lire

**En primeur**

- L'indéfectible espérance**  
-*Paul-Émile Roy* 112

**Nouvelles parutions**

- Les livres et les jours**  
-*Gilles Marcotte* 131

- Le Québec, l'Amérique  
en français**  
-*Zeina El Tibi* 134

- L'histoire en trop**  
-*Jacques Beauchemin* 136

- L'État, la société civile et  
l'économie – Turbulences et  
transformations**  
-*Collectif sous la direction de  
Guy Giroux* 143

- L'organisation mondiale du  
commerce / Où s'en va la  
mondialisation ?**  
-*Sous la direction de Christian  
Deblock* 147

- « Je te cherche dès l'aube »,  
Journal 2001-2002**  
-*Jean-Paul Desbiens* 152

- Livres reçus** 154

**Chroniques**

- Le Bulletin du lundi** 160

- Courrier des lecteurs** 170

- Index de nos annonceurs** 183

## L'INDÉFECTIBLE ESPÉRANCE

Ce texte est tiré d'un livre à paraître au courant de l'année et qui aura pour titre *L'indéfectible espérance*. Dans cet ouvrage, l'auteur poursuit, de façon très libre et très peu académique, la démarche de réflexion entreprise dans *Ruptures et permanences* (Humanitas, 2002). Il s'interroge sur le sens de la révolution que l'humanité connaît au tournant du millénaire, sur ce qui est en jeu dans les événements qui se succèdent, dans l'actualité qui nous emporte. En lisant la Bible, saint Augustin, Nietzsche, Claudel, Simone Weil, René Girard, il s'adonne à ses cogitations et tente de sauvegarder les voies de l'espérance.

### 5- Sur une pensée de SIMONE WEIL

En réfléchissant sur le sort qui est fait à l'individu dans la société moderne, je me suis rappelé un texte de Simone Weil qui date de 1934. « Jamais, écrit-elle, l'individu n'a été aussi complètement livré à la collectivité aveugle, et jamais les hommes n'ont été plus incapables non seulement de soumettre leurs actions à leurs pensées, mais même de penser »<sup>1</sup>.

Une telle affirmation détonne au premier abord dans le contexte de la vie actuelle, car il semble admis par les analystes

<sup>1</sup> Simone Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, Gallimard, Coll. Idées, 1980, p. 124-125.

que l'individualisme est un des éléments de la modernité ou de la postmodernité. Mais si l'individu est « livré à la collectivité aveugle », comment l'individualisme peut-il exister ?

Dans son ouvrage magistral *Histoire de la Renaissance en Italie*, publié d'abord en 1860, Jacob Burkhardt considérait l'avènement de l'individu comme un des éléments de la modernité. Cet individu représentait, par rapport au passé, un type d'homme nouveau qui était maître d'organiser sa vie et celle de la société. Un être qui se prenait en main, se construisait lui-même, par opposition à l'homme antérieur qui était dépendant de la collectivité. L'homme moderne était individualiste, c'est-à-dire qu'il était autonome, indépendant, qu'il avait sa liberté d'expression et de conduite, qu'il était avant tout soucieux de ses intérêts personnels qu'il poursuivait avec acharnement, au détriment bien souvent du bien commun.

De nos jours, on donne souvent au mot « individualiste » le sens de égoïste, profiteur, de sorte que l'on peut être à la fois très grégaire et très individualiste. Je considère ici l'individu comme l'être un par opposition à la collectivité, dans le sens où Sartre parle de « la dignité de l'individu ». Je parle de l'individu comme être autonome, indépendant, soucieux et capable de s'assumer lui-même. C'est dans cette perspective que je m'interroge sur le sort de l'individualisme dans la société actuelle.

Ce qui me semble patent, c'est que l'individualisme s'accommode très mal des impératifs de la société actuelle. On voit mal comment il peut subsister si, comme le dit Simone Weil, l'individu est plus que jamais livré à la collectivité

aveugle, si les hommes ne peuvent plus soumettre leurs actions à leurs pensées, s'ils sont même incapables de penser. Ces propos nous semblent excessifs, antimodernes, certains diront réactionnaires. Ils ne sont pas si éloignés pourtant de ceux de Mircea Eliade qui parlait du « crépuscule de l'intelligence dans notre civilisation »<sup>2</sup>. L'anthropologue américain Joseph Campbell écrivait de son côté : « Le monde est plein d'individus qui ne se sont jamais écoutés, mais ont écouté leurs voisins qui leur disaient ce qu'ils avaient à faire, pour quelles valeurs ils devaient vivre et quel comportement il leur fallait adopter »<sup>3</sup>. Qu'advient-il de l'individu si l'exercice de l'intelligence s'étiole, si l'homme n'arrime pas sa conduite sur sa conscience mais sur le discours ambiant ?

J'ai déjà abordé cette question dans un ouvrage précédent<sup>4</sup>. Je ne prétends pas lui apporter ici une réponse définitive, mais à la suite des remarques de certains lecteurs à la fois critiques et sympathiques, je voudrais au moins tenter de préciser quelques-uns de ses aspects.



Nul ne peut contester que, sous un certain angle, la situation de l'homme dans la société se soit améliorée. Plus de gens que jamais auparavant ont aujourd'hui accès à l'éducation. Dans un pays comme le Canada, les citoyens profitent des soins de santé comme jamais auparavant. Ajoutons que même si tous ne profitent pas également de la richesse, per-

2 Mircea Eliade, *Océanographie*, l'Herne, Biblio Essais, 1993, p. 16.

3 Joseph Campbell, en collaboration avec Bill Moyers, *Puissance du mythe*, traduit de l'américain par Jazenne Tazac, Paris, J'ai lu, Coll. New Age, 1991, p. 246.

4 *Ruptures et permanences* (L'homme nouveau), Humanitas, 2002. Voir le chapitre « Feu la démocratie ? »

sonne, dans une société comme la nôtre, n'est susceptible de mourir de la faim ou du froid. On peut donc affirmer que la société moderne traite mieux l'individu qu'aucune autre société antérieure.

Et pourtant, quand je réfléchis à la situation de l'homme dans la société actuelle, quand j'essaie de décrire la relation de l'homme d'aujourd'hui à la société, le mot qui se présente spontanément à mon esprit c'est « empiètement ». La société empiète sur la vie de l'individu, elle l'envahit constamment, elle l'enveloppe de toutes parts. La forme principale de cet investissement, c'est la domination qu'exerce la télévision, par exemple, qui s'installe au sein même de la vie privée et qui impose son rythme, ses messages, ses images, son bruit, sa musique... Toutes les activités familiales traditionnelles, pour la très grande majorité des gens, il faudrait dire la presque totalité, sont déclassées, abandonnées. Je ne porte pas de jugement de valeur, j'essaie de décrire une mue de civilisation. L'homme d'aujourd'hui ne s'organise pas. Il se fait organiser. Il ne décide pas de ce qui l'intéresse, il s'intéresse à ce qu'on lui propose. On devrait dire à ce qu'on lui impose. Il se fait à cette nécessité que les autres décident pour lui. Je m'installe dans la salle d'attente du dentiste, du médecin, du garage, je dois regarder ces programmes de télévision souvent débiles qu'on offre aux clients qui ne peuvent pas se passer de leur dose d'images bruyantes et trop souvent vulgaires. Même à l'épicerie, on m'impose la plupart du temps une musique criarde choisie pour toute la province par un disque-jockey qui est convaincu que tout le monde doit aimer ce qui lui plaît à lui puisqu'il est à l'affût de tout ce qui vient d'être produit. Et en ce début de juin 2002, il faudrait fermer son téléviseur si

l'on n'acceptait pas d'être submergé par le véritable cyclone sportif qui déferle sur la planète entière avec les finales de hockey de la ligue Nationale, le Grand Prix du Canada de la Formule 1 à l'Île Notre-Dame, la Coupe du monde de football en Asie...

La société empiète sur la vie individuelle. Et ce qui me semble désastreux, c'est que les gens acceptent cet empiètement comme un fait naturel, nécessaire, normal. Ils acceptent tout naturellement que d'autres décident pour eux ce qu'ils doivent penser, ce à quoi ils doivent s'intéresser, ce qu'ils doivent aimer. Il se produit ainsi un conformisme nouveau genre tout à fait typique de la postmodernité. Si vous ne faites pas aveuglément le jeu de cette industrie généralisée des communications, si vous mettez en question les croyances et les suggestions qu'elle véhicule, vous serez classé comme un pessimiste, un retardataire qui boude la nouveauté. Si vous essayez de faire preuve de lucidité, si vous vous interrogez sur la qualité et l'opportunité des nouvelles orientations de la société, vous risquez d'être étiqueté comme réactionnaire, ce qui fait de vous un pestiféré et vous met au banc de la société.

Ce phénomène d'empiètement produit aussi des effets d'un tout autre ordre. Avec le développement des médias, nous sommes renseignés sur ce qui se passe partout dans le monde. Cette information est loin d'être parfaite, pour toutes sortes de raisons, mais il reste que nous assistons, devant le petit écran, à des scènes de toutes sortes qui se passent dans les pays les plus reculés comme les plus près de nous. Mais cette masse d'informations disparate étouffe l'information elle-même. Le grand public ne sait plus comment

se retrouver dans cette nouvelle jungle, il se sent désespéré, débordé. Pour éviter l'accablement, il lui reste une solution, la fuite. C'est une question de santé mentale. Au début de 2002, alors que la barbarie faisait rage en Palestine, je confiai à une jeune femme scolarisée et pas du tout stupide :  
 – C'est effrayant, n'est-ce pas, ce qui se passe en Palestine ?  
 – Je ne suis pas au courant, me répondit-elle. Que se passe-t-il ? Cette femme réagit à la surcharge d'informations par l'abstention. Plusieurs analystes ont constaté que cette attitude est très répandue. On comprend cette femme, mais au moins faudrait-il ne pas s'imaginer que tout le monde est attaché à son téléviseur pour suivre les activités politiques, sociales et culturelles qui se déroulent partout dans le monde.

On peut considérer le problème sous un autre angle. Les informations en principe sont excellentes, nécessaires. Leur diffusion devrait normalement éclairer le citoyen et l'inciter à se prendre en main, mais elle prend malheureusement l'allure d'un bombardement. Multi-forme, intempestive, confuse, incessante, partielle, elle accable l'esprit plutôt qu'elle ne le renseigne. Les services d'information livrent moins la connaissance que des messages souvent déracinés, désarticulés, disparates. Comme l'écrit Pierre Bongiovani, « La clarté et l'intelligibilité du monde ne viennent pas du flux continu des informations ni de leur accessibilité supposée. L'information est trop dense, trop bruyante, trop fluide, trop rapide, trop frivole pour être éclairante et opératoire »<sup>5</sup>. Il est souvent impossible de distinguer dans les médias ce qui relève de l'information proprement dite de ce qui relève de la publicité ou de la propagande. A aucune des époques

<sup>5</sup> Cité par Jean-Claude Guillebaud, *La Refondation du monde*, Éditions du Seuil, 1999, p. 358.

qui nous ont précédés, la conscience n'a-t-elle été soumise, de façon systématiques à des sollicitations aussi contraignantes qu'à la nôtre.

C'est la suprématie des médias dans la vie de l'homme d'aujourd'hui qui explique, du moins pour une part, que nous nous confinons si hermétiquement dans l'immédiat. Le passé et l'avenir n'offrent plus d'intérêt pour le consommateur de nouvelles et d'images. Nous nous activons dans un présent qui nous emprisonne, et il n'est peut-être pas si étonnant que tant d'asphyxiés décident de s'enlever la vie. Ce qui est certain, c'est que le confinement dans le présent risque d'étouffer tout sens des responsabilités. La responsabilité ne peut s'enraciner que dans une conscience ouverte au temps, à la durée. Si la conscience est enfermée dans l'instant, si pour elle n'existe ni l'avant ni l'après, elle est fermée à la responsabilité.

Le développement des médias me semble affecter encore la conduite individualiste en ce qu'il multiplie indéfiniment le processus mimétique qui est au cœur de l'activité humaine. L'homme apprend en regardant agir les autres. Il règle sa conduite sur l'observation des autres. Il peut les imiter, les envier, entrer en conflit avec eux. Le penchant à l'imitation est très fort et il est stimulé, entretenu, multiplié par le développement des médias qui amènent beaucoup de gens à ne régler leur conduite que sur celle des autres. Si la seule règle est le mimétisme, la soumission au comportement général, il n'y a plus de responsabilité, plus de normes, plus de loi, plus de péché, plus d'interdit, plus de liberté. L'individu se dilue dans la masse qui n'est plus une société mais un troupeau. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont entraînés par

le processus et l'on voit peu à peu l'humanité se soumettre aux mêmes modèles, adopter les mêmes idées, se soumettre aux mêmes schèmes culturels. L'individualisme a de moins en moins de sens.



Nietzsche voyait l'homme moderne comme un être de masse. L'avènement de la démocratie avait selon lui entraîné le déclin de l'individualisme et engendré les comportements grégaires. On pourrait peut-être lui rétorquer que dans les sociétés aristocratiques, l'individualisme était le privilège d'une petite minorité. Les écrivains n'ont pas attendu notre époque pour dénoncer de mille façons les comportements grégaires. Platon affirmait que la foule n'aime pas le beau, qu'elle ne s'intéresse qu'au plaisir, qu'elle n'a pas de discernement propre et n'a de considération que pour ce que les grands lui recommandent. Saint Augustin disait que la foule ne pense pas. Et les moralistes de toutes les époques ont dénoncé les comportements grégaires.

De nos jours, des facteurs nouveaux et inédits comme le développement des médias, la multiplication des moyens de transport, l'augmentation de la population de la planète ont entraîné un rapprochement des hommes les uns des autres, un rapprochement qui ressemble de plus en plus à de la promiscuité, une promiscuité qui entraîne la dissolution de l'individu dans la masse. Et c'est la tendance que prend l'humanité à l'ère de la révolution technologique et économique. L'homme nouveau démissionne devant l'impérialisme des forces économiques, l'individu se soumet aux impératifs du marché, même le politique est dominé par les multination-

nales. Jean-Claude Guillebaud écrit : « Le marché et la technique pensent à notre place »<sup>6</sup>. Les idéologues de la technoscience prévoient que nous nous en allons vers une société planétaire dans laquelle les individus seront traversés par un courant électrique, électronique ou informatique qui fera d'eux un seul corps. On parle d'une d'une « intelligence collective » qui sera l'« horizon ultime de notre histoire ». « La dissolution de l'individualité humaine dans un *grand tout* cybernétique correspondrait au projet de Babel, cette fois victorieusement réalisé »<sup>7</sup>. Certains penseurs refusent le concept même d'individu. Les tendance actuelles de la société soumise à la technoscience font évoluer la société vers la disparition du sujet libre et autonome, vers une société qui serait un « processus sans sujet »<sup>8</sup>. Alain Touraine parle de la destruction du Moi, de la « décomposition du sujet »<sup>9</sup>. Dans son dernier chapitre de *Condition de l'homme moderne*, Hannah Aarendt décrit de quelle façon, dans le processus moderne, la pensée est en quelque sorte déclassée, évacuée par les machines. La vie individuelle est « submergée par le processus global de la vie de l'espèce », l'individu est poussé à « abandonner son individualité », et à se plier à un type de comportement hébété, tranquilisé et fonctionnel<sup>10</sup>.



Je suis toujours étonné quand j'entends parler de l'individualisme de l'homme actuel. Il me semble que l'homme

6 Jean-Claude Guillebaud, *Le Principe d'humanité*, Seuil, 2001, p. 322.

7 *Ibid.*, p. 166-167.

8 *Ibid.*, p. 303-304.

9 Alain Touraine, *Critique de la modernité*, Fayard, 1992, p. 217.

10 Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Coll. Agora, 1983, p. 400.

moderne est soumis comme jamais à toutes sortes de conditionnements qui paralysent sa liberté intérieure, sapent les bases de son autonomie personnelle. Orwell prétendait qu'il y avait moins de liberté intellectuelle à son époque qu'à celle de Milton, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Certaines conditions spéciales étaient pour lui responsables de cette situation, soit la puissance de l'argent, la puissance de l'État, la passivité croissante du public et enfin la guerre, instrument par excellence de la crétinisation du public<sup>11</sup>. Et ces considérations me ramènent à Simone Weil.

Le diagnostic qu'elle porte sur l'homme moderne est très sévère. Elle le voit comme dominé par la collectivité aveugle, incapable de penser. Elle qui aimait profondément les êtres humains, ne pouvait supporter les comportements grégaires. « Elle avait, dit Camille Marcoux, une admiration fanatique pour ceux qui sont différents, séparés, les hors-la-loi »<sup>12</sup>.

Je n'adopte pas nécessairement tous les aspects de la pensée de l'expérience spirituelle de Simone Weil, mais sa conduite, en un sens, me semble exemplaire. Cette femme, qui était une grande intellectuelle, a poussé sa solidarité avec les ouvriers jusqu'à aller travailler avec eux à l'usine. Mais en même temps, elle poursuivait une quête spirituelle qui l'occupera jusqu'à la fin de sa vie. Elle était profondément enracinée dans son époque et en même temps dans l'expérience spirituelle de l'Occident. À la fois engagée dans la modernité et en retrait de cette modernité, profondément et solidement « enracinée » dans la dimension spirituelle de l'individu.

11 Voir François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Éditions Robert Laffont, Livre de poche, 1995, p. 625-626.

12 Cité par Gabrielle Fiori, *Simone Weil*, Paris, Édition du Félin, 1993, p. 193.

## 6- René Girard et la Modernité

René Girard est un auteur difficile. On n'adopte pas spontanément la démarche de sa pensée. Mais à mesure qu'on le fréquente, on s'aperçoit qu'il nous conduit au cœur même des problèmes de notre époque, et qu'il projette sur eux une lumière à la fois ancienne et nouvelle.

Girard n'est ni un critique littéraire, ni un ethnologue, ni un exégète, et il est tout cela en même temps. Il se dit un amateur. Si vous lisez *Mensonge romantique et vérité romanesque*, vous imaginez qu'il est un littéraire. Pour lui, Shakespeare va plus loin que Platon. L'art voit des choses que la science ne voit pas. Si vous lisez *La Violence et le sacré*, vous avez affaire à un ethnologue, à quelqu'un qui étudie l'homme primitif, les sociétés primitives. Si vous lisez *Quand ces choses commenceront*, *La Route antique des hommes pervers*, cette fois c'est un exégète qui parle, quelqu'un qui lit la Bible, qui l'analyse, avec une profondeur exceptionnelle, une originalité inédite.

Girard prétend qu'il n'invente rien. Que tout ce qu'il avance était déjà presque au complet dans saint Augustin. Il prétend être fidèle à la tradition occidentale la plus fondamentale, et fort des ressources de son immense culture, il sème la pagaille dans le domaine bien rangé des sciences humaines modernes. Son œuvre constitue probablement le coup de sonde le plus percutant qui soit dans la modernité.

La notion centrale, ou la réalité centrale de la pensée de Girard, est la violence, et spécialement la gestion de la violence par les hommes. Dans une société primitive, des

conflits éclatent, des tensions montent, on canalise toute l'agressivité sur une personne (Ce peut être un animal), on la sacrifie, la communauté est réconciliée et une vie nouvelle apparaît. Par après, il arrive que la personne soit considérée comme un héros, un saint, un roi ou un dieu.

La violence est contagieuse. Pour éviter qu'elle ne se généralise, on la canalise sur des victimes émissaires qui réunissent toute la communauté. De là le sacrifice, le bouc émissaire, le meurtre rituel.

Dans cette violence qui éclate, le sacré se manifeste. Comme s'il y avait une intervention surnaturelle. « La violence unanime du groupe se transfigure en épiphanie de la divinité »<sup>13</sup>. C'est le cœur du religieux, la raison du religieux. Et ce mécanisme influence toute la culture, toute la civilisation.

Girard n'explique pas les causes premières de la violence. Il constate qu'elle existe, qu'elle est une puissance qui peut tout briser, mais que les hommes ont appris à la circonscrire et à limiter son énorme énergie dévastatrice. Dans une société primitive, par exemple, naît un conflit qui dresse les individus les uns contre les autres. Si cette violence dévastatrice n'était pas d'une manière ou de l'autre dirigée, canalisée, elle pourrait entraîner la mort de tous ceux qui sont affectés par elle. C'est le sens de l'instauration du rite du bouc émissaire sur qui se concentre toute l'agressivité des membres d'une collectivité, et qui est sacrifié, opérant ainsi le salut de cette collectivité. Les rites religieux réussissaient de cette manière à limiter la violence, à la circonscrire. Dans une société qui ne recourt plus aux rites religieux, il y a risque

<sup>13</sup> *La Route antique des hommes pervers*, Grasset, Le Livre de poche, 1985, p. 38.

que la violence déflagre et brise tout sur son passage. Le déferlement de la violence dans notre société n'est pas étranger au traitement que nous réservons au religieux. Non seulement, dans la modernité, les rites religieux comme tels sont plus ou moins inopérants, mais dans l'engouement avec lequel nous avons réalisé nos différentes formes de libération, nous avons pensé nous libérer de tous les tabous, de tous les interdits. Or, écrit René Girard, « les interdits ont une fonction primordiale ; ils réservent au cœur des communautés humaines une zone protégée, un minimum de non-violence absolument indispensable aux fonctions essentielles, à la survie des enfants, à leur éducation culturelle, à tout ce qui fait l'humanité de l'humain »<sup>14</sup>.

Les sociétés primitives avaient réussi à limiter, par les rites sacrificiels, les effets de la violence. On peut donc soutenir que l'instauration de ces rites était un progrès pour l'humanité et qu'ils constituaient le fondement même de la culture et des civilisations. Mais il reste que cette religion sacrificielle n'arrivait à limiter la violence qu'en sacrifiant des innocents. Le christianisme opérera une véritable révolution, ou posera au moins les principes d'une véritable révolution, quand il dénoncera le caractère inacceptable du sacrifice, et proposera aux hommes une nouvelle solution au déferlement de la violence. Déjà, dans l'Ancien Testament, se développe une mise en question du mécanisme sacrificiel. Job, par exemple, n'accepte pas d'être la victime rituelle des membres de sa communauté et proclame son innocence. Mais avec le Christ, c'est le système du sacrifice de la victime pour apaiser la violence de la foule qui est explicitement condamné. Girard tient pour une des paroles capitales du

<sup>14</sup> *La Violence et le sacré*, Paris, Ed. Bernard Grasset, Coll. Pluriel, 1972, p. 323.

Christ qui annonce un ordre nouveau cette formulation apparemment innocente : « Je veux la miséricorde et non le sacrifice ». Le Royaume de Dieu, annoncé par Jésus, met fin au sacrifice et inaugure le règne du pardon et de la réconciliation. « Le Royaume de Dieu, écrit Girard, c'est l'élimination complète et définitive de toute vengeance et de toutes représailles dans les rapports entre les hommes »<sup>15</sup>. Jésus est tué par les hommes, mais lui il ne doit rien à la violence. « L'appellation Fils de l'Homme correspond aussi, de toute évidence, à cet accomplissement par le seul Jésus d'une vocation qui est celle de tous les hommes ». Les hommes ont tué Jésus « parce qu'ils sont incapables de se réconcilier sans tuer »<sup>16</sup>. Mais tous savent que Jésus est innocent, que la collectivité est coupable, et la Passion inaugure un ordre tout à fait nouveau, inédit. Cet ordre nouveau rend caduc le mécanisme sacrificiel et fonde les droits de l'homme qui sont absolument inaliénables.

L'ordre nouveau fondé par le Christ est absolument révolutionnaire. Il inaugure une nouvelle manière de gérer la condition humaine et spécialement la violence. Les chrétiens sont ceux qui accueillent ce message, et qui ont mission de le transmettre à l'humanité, sans être toujours à la hauteur de ce qu'ils croient. C'est ainsi que ce message est transmis d'une génération à l'autre, c'est ce que l'on appelle la tradition, et qu'il arrive jusqu'à nous.

Évidemment, l'humanité n'a pas du jour au lendemain adopté le message du Christ. Elle n'en a pas saisi spontanément la souveraine originalité. Les mécanismes sacrificiels

15 *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset, Biblio essais, 1978, p. 289.

16 *Ibid.*, p. 310, 311.

ont survécu sous différentes formes dans les persécutions, par exemple, les guerres, les conflits de toutes sortes, les totalitarismes qui ne reculent devant aucun « sacrifice ». La mentalité sacrificielle est loin d'avoir été évacuée. La pensée elle-même n'a pas réussi à se libérer des schèmes archaïques. Girard écrit, par exemple : « La thèse de la victime fondatrice constitue l'aboutissement logique des grandes pensées athées du XIX<sup>e</sup> siècle »<sup>17</sup>. Autrement dit, il faut tuer pour fonder quelque chose, il faut détruire pour instaurer une société nouvelle, ce qui explique pour une part les génocides, les goulags et les holocaustes, le recours à l'arme nucléaire, le terrorisme. L'humanité en est encore à la gestion de la violence par le sacrifice. Elle n'a pas assimilé ni même vraiment accueilli le message évangélique. Girard dénonce l'hypocrisie des sciences humaines modernes qui ont toujours regardé avec hauteur ou indifférence les récits évangéliques et qui en sont restés aux mythes pour tenter d'expliquer la conduite des hommes. La portée anthropologique du message du Christ n'a pas été suffisamment assimilée, pas suffisamment dégagée.

Le christianisme, l'Église, est pour l'essentiel resté fidèle, en principe, ou doctrinalement, à l'enseignement du Christ et spécialement au message qu'il nous a laissé dans sa passion, dans sa mort et sa résurrection, sans être toujours, dans l'expérience historique, à la hauteur de la révélation qu'il accueille. Les chrétiens adoptent parfois la mentalité sacrificielle, sans en être conscients, ou sans s'apercevoir qu'ils ne sont pas fidèles à la foi qu'ils professent. Mais ils sont aussi bien souvent victimes de la mentalité sacrificielle du monde qui les entoure. Ils développent un complexe de culpabilité

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 606.

qui est l'effet d'une lecture de l'histoire biaisée et scrupuleuse. Il me semble que l'œuvre de Girard contribuera à dissiper des préjugés, à redécouvrir et identifier les forces spirituelles qui ont fait l'Occident.



La réflexion de René Girard me semble donc présenter des aperçus très éclairants, et sur la religion, et sur certains aspects de la modernité.

Pour certains esprits éclairés, la religion serait une relique du passé. Elle serait de plus responsable des conflits de toutes sortes, des guerres, des fanatismes dont l'histoire est remplie. Or, ce que toute la démarche de Girard illustre, c'est que le rôle de la religion est d'apaiser la violence. Si les hommes cèdent à la violence, ce n'est pas parce qu'ils sont trop religieux, c'est parce qu'ils ne le sont pas assez. Le rôle du religieux, c'est de maintenir la violence hors de la communauté<sup>18</sup>. « Le religieux vise toujours à apaiser la violence, à l'empêcher de se déchaîner »<sup>19</sup>. Dans la société actuelle, la violence est toujours présente, et la religion se faisant plus discrète, le monde risque de se précipiter dans la barbarie.

Le débat que suscite Girard au sujet de l'originalité du christianisme et de son dépassement des rites sacrificiels antiques me semble tout à fait fondé, et permet de mieux comprendre les mécanismes sacrificiels qui perdurent dans le monde moderne et aussi de remettre en question certaines interprétations des sciences humaines. Son œuvre

18 *La Violence et le sacré*, p. 140.

19 *Ibid.*, p. 34, 40.

foisonnante, difficile, courageuse, anticonformiste, provocatrice même, me semble d'une pertinence exemplaire.

La pensée de Girard devrait aussi permettre de mieux saisir les conséquences de la tendance à l'uniformisation qu'entraîne la mondialisation. Cette tendance à l'uniformisation prend plusieurs formes. Les totalitarismes du vingtième siècle détruisaient l'individu. « Le sacrifice de l'existence individuelle est nécessaire pour assurer la conservation de la race »<sup>20</sup>, disait Hitler. Le collectivisme bolchévique n'était pas plus respectueux de la personne, et la société de marché ne voit plus les êtres humains comme des personnes, mais comme des clients interchangeables. Le monde actuel tend à effacer les différences, à ramener tous les hommes à quelques modèles. René Girard insiste beaucoup sur l'idée que la paix n'est pas fondée sur la négation et la destruction des différences, mais sur le respect de ces différences. Le refus des différences et des disparités entraîne la violence. La tendance à l'uniformisation est probablement la principale cause de la violence qui éclate actuellement dans le monde. La puissance américaine, par exemple, est vue par ceux qui ne lui appartiennent pas, non seulement comme un impérialisme économique ou politique, mais comme une négation de leur identité. Le modèle américain tend à s'imposer à tout le monde, donc tend à nier les différences, ce qui provoque la protestation violente.

Il faudrait examiner le relativisme moderne dans cette perspective. Girard affirme que lorsque les peuples primitifs ne reconnaissent plus la distinction du pur et de l'impur, la culture décline, la société se détraque. Dans nos sociétés

<sup>20</sup> Cité dans Jean-Claude Guillebaud, *Le Principe d'humanité*, Éd. Du Seuil, 2001, p. 261.

modernes, ce qui correspond au pur et à l'impur des sociétés primitives, c'est le bien et le mal. Si la notion du bien et du mal disparaît, on tombe dans un relativisme généralisé, tout se vaut, tout est égal, c'est-à-dire que rien ne vaut quoi que ce soit. La vie elle-même ne mérite plus le respect, la culture est mise sur le même pied que la pacotille, l'éducation tourne en amusement.

Une autre notion de Girard à laquelle la réflexion sur le monde actuel devrait recourir avec insistance est le mimétisme. Le mimétisme est une donnée fondamentale de la conduite humaine. Il est en lui-même intrinsèquement bon mais il peut aussi produire des effets désastreux. C'est pourquoi une civilisation qui se respecte doit en user intelligemment.

Le beau livre de Girard sur Shakespeare montre bien le rôle du mimétisme dans l'amour au théâtre et dans la culture. Il ouvre des aperçus lumineux sur les secousses qui ébranlent la culture moderne. Le mimétisme est une force puissante qui doit être gérée intelligemment, sans quoi elle risque de faire s'effondrer la société. Il est intimement lié à la violence et peut produire des effets désastreux. S'il n'y a pas de « degré », de hiérarchie, d'ordre, la rivalité mimétique peut devenir catastrophique. Avec le développement des médias, « la technologie moderne accélère les effets mimétiques ; elle les répète à satiété et étend leur rayon d'action à toute la planète »<sup>21</sup>. Girard parle de « l'industrialisation du désir »<sup>22</sup> qui déclenche un processus dont les effets sont irrépressibles. Il dénonce le conformisme intellectuel et soutient que la tyrannie de la mode n'a jamais été aussi totale dans

21 *Shakespeare*, Grasset, Biblio essais, 1990, p. 199.

22 *Ibid.*, p. 247.

une autre époque que dans la nôtre. C'est le mimétisme qui explique les comportements grégaires. Le refus des interdits, qui sont par nature antimimétiques, ouvre la porte à tous les emballements.

La pensée de Girard, qui s'alimente à l'ethnologie et à la littérature, est avant tout curieuse et inquiète de la modernité. La modernité est pour lui synonyme de crise culturelle. Il parle de « l'énigme d'une situation historique sans précédent, la mort de toutes les cultures »<sup>23</sup>. Son regard pourtant n'est pas désespéré. « Une humanité nouvelle est en gestation, à la fois très semblable et très différente de celle dont nos utopies agonisantes ont rêvé »<sup>24</sup>. □

---

23 *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, p. 603.

24 *Ibid.*, p. 609.

**GILLES MARCOTTE**

*Les livres et les jours*, Boréal, Montréal, 2002, 283 p.

La pensée de Marcotte, substantielle, subtilement équilibrée, donne, par une sorte de composition de pôles contraires, par exemple doute et croyance, assentiment et réserve, adhésion et réticence, ironie et ferveur, critique et accueil, l'impression d'être assez souvent sous l'influence de la contradiction qui l'habite intimement, malgré le fait que celle-ci, pour l'essentiel, se résout dans un sens ou dans l'autre d'une manière ma foi très affirmée.

On peut saisir cette résolution par un exemple facile comme le suivant : Marcotte, qui n'exerce aucun prosélytisme ni en philosophie, ni en politique, ni en matière religieuse, sa pensée néanmoins repose en chacun de ces domaines sur des conclusions dans lesquelles il se tient durablement, voire fortement.

Quelque scepticisme court généralement dans sa réflexion, lui conservant un certain degré d'incertitude jusque dans ses convictions. C'est que son esprit critique est sans cesse en éveil. Même l'esprit caustique, dont il est bien doué, ne se manifeste chez lui qu'à l'occasion, du moins si c'est par écrit, car l'homme, dans sa conversation, est souvent iro-

nique – d'ailleurs ici encore avec subtilité, avec un sourire un peu perfide que je trouve redoutable...

Il y a dans sa pensée quelque chose qui la retient, qui la garde contre l'excès d'assurance et qui la prendrait peut-être à revers si elle ne s'établissait tout de même solidement. L'affirmation chez lui est profonde et c'est là son paradoxe.

Sa prose est excellente, c'est une écriture pure. Mais voici un autre indice de la curieuse réserve qu'on devine partout dans l'esprit de Gilles Marcotte : la valeur de son style, que je remarque à chaque fois que je le lis, est d'un certain point de vue comme en retrait, certaine mais en même temps d'une discrétion !

*Les livres et les jours* est fait de toutes sortes d'observations et réflexions, un peu comme un journal. Pensez à Julien Green ou à André Major. Malgré foisonnement et variété, ce livre n'est pas un fourre-tout ni un exercice intellectuel gratuit. Marcotte n'a pas ce détachement assez vain qui le ferait passer d'un sujet à l'autre avec indifférence ou avec une quelconque égalité d'intérêt. Au contraire, ses pensées sont souvent chargées d'un sens qui lui importe au plus haut point, gage que ce sens importe objectivement. Cela fait en effet toute la différence.

J'y rencontre, sur un tas de sujets différents, des choses qui m'arrêtent et m'approfondissent. Par exemple, cette réflexion sur la politique en général. Péguy parle de la mystique qui se dégrade en politique. Le commentaire de Marcotte : « *Il y a pire : la politique qui se dégrade en mystique.* » En retournant l'idée de Péguy, il la pousse plus loin et,

l'achevant en paradoxe, il l'accomplit jusqu'à un point où elle ne se rendait pas. Marcotte vise Staline et Hitler, qui « *ont été, dans un sens dévergondé, des mystiques* » et « *ont voulu que l'homme entier, corps, esprit, âme, soit engagé dans le projet politique sans aucune possibilité de réserve.* » Remarquez le rappel de cette *réserve*, toujours présente en dépit d'un esprit que je crois ardent chez cet auteur.

Il y a dans ce livre des quantités de jugements perspicaces et pleins de sens. Impossible de lui rendre justice, car il faudrait citer vraiment beaucoup. Contentons-nous d'un ou deux passages, au hasard.

Parlant des apôtres thaumaturges : « *Ils guérissaient, oui. Le christianisme n'est pas fait pour autre chose, guérir. Croire, c'est guérir. Mais de quelle maladie générale, dont l'humanité serait atteinte ?* »

Sur le chant grégorien, entendu un dimanche matin à la maison, lieu impropre : « *C'est par effraction, par détournement de sens qu'elle se fait entendre ici, au milieu de soucis familiers, dans un décor qui n'a rien de commun, ou presque, avec celui dans lequel vivent les moines. Passage à l'esthétique, avec armes et bagages ?* »

Mais on rigole aussi à l'occasion. Parlant de la poésie au Nicaragua, où elle ruisselle paraît-il, l'auteur cite, en anglais, Daniel Ortega : « *In Nicaragua, everybody is considered a poet until he proves to the contrary.* » « *Partout des poètes, dit Marcotte. C'est un peu effrayant. On se croirait à Trois-Rivières.* »

Très doué, Gilles Marcotte, pour le persiflage... Mais il se restreint. Il en use fort peu publiquement. Au fond, il ne laisse rien passer, mais extérieurement il laisse passer énormément de choses. C'est sa faiblesse. Ou sa vertu.

De toute façon, cette prose limpide, cette intelligence en constant éveil, cet humanisme, qui le définit assez, comptent parmi les choses nécessaires, importantes, dont nous vivons ici.

Pierre Vadeboncoeur

### ZEINA EL TIBI

*Le Québec, l'Amérique en français*, IDLIVRE, collection Esquilles, 2002, Paris, 198 p.

Grand reporter à *La revue du Liban*, madame Zeina El Tibi avait déjà consacré au Québec, au printemps 2001, un important dossier qui avait contribué à mieux faire connaître notre pays. Ce travail a par la suite été repris dans un ouvrage, **La Francophonie et le dialogue des cultures**, que l'auteure a fait paraître aux éditions l'Age d'homme et en traduction arabe aux éditions Dar al Moualef. Grâce à son travail une autre passerelle est jetée entre la culture québécoise et le monde arabe en général et avec le Liban en particulier.

Devant l'intérêt soulevé pour un Québec encore peu et mal connu en cette partie du monde, Zeina El Tibi a entrepris d'aller plus loin et de lui consacrer un ouvrage entier. « À force d'expliquer aux uns et aux autres que le Québec n'est pas exactement le Canada, qu'il représente une nation bien distincte en Amérique du Nord, qu'il incarne une culture francophone spécifique et une civilisation originale, j'acquis la conviction que le meilleur moyen d'expliquer le Québec était de lui consacrer un livre qui pourrait contribuer à mieux comprendre l'exception québécoise tout en donnant les informations indispensables à ceux que ce pays intrigue ou attire. » L'auteure porte un « regard

amical » sur un pays qu'elle aime manifestement beaucoup et qu'elle fait connaître ici avec chaleur et empathie.

Les lecteurs québécois trouveront dans ce livre une synthèse fort bien conduite, une présentation de ce pays du Québec qui à chaque page laisse très bien sentir, percevoir l'identité québécoise. L'exposé est clair et rigoureux sans être surchargé des habituelles statistiques et autres données factuelles qu'on retrouve généralement dans ce genre d'ouvrage. Zeina El Tibi y démontre une excellente compréhension des réalités, des forces et des contraintes qui font le dynamisme de notre société. Sa compréhension des enjeux du développement est d'autant plus assurée qu'elle fait preuve d'une saisie remarquable des grands courants politiques, sociaux, culturels et économiques qui ont marqué notre histoire et contribué à façonner les défis du Québec moderne. Appuyée sur une solide maîtrise des sources bibliographiques et conduite avec le recours fréquent à des entrevues avec des personnalités marquantes, sa présentation du Québec répond en tous points aux exigences du genre. Voilà un ouvrage de référence qui répond tout autant aux questions d'intérêt pratique qu'aux interrogations essentielles qui viennent à l'esprit de quiconque cherche à comprendre ce qu'est le pays du Québec, qu'il veuille le visiter, y habiter ou en rêver.

Ce sont ses qualités de rigueur intellectuelle, la grande culture de son auteure ainsi que l'originalité de son sens de l'observation qui méritent à ce livre d'échapper au piège si fréquent des ouvrages de référence qui ne parviennent pas toujours à s'affranchir des points de vue officiels et qui s'en-goncent, bien souvent, dans un langage un peu trop convenu. À l'évidence, Zeina El Tibi livre à chaud un essai qui

combine à la froideur des faits le bouillonnement d'une pensée qui se laisse transporter par l'expérience tangible du pays, de ses gens et de ses paysages. C'est ainsi que les Québécois apprendront beaucoup de cet ouvrage, non pas tant par les informations qu'il collige que par la façon dont l'auteure utilise ses sources, cumule les témoignages et partage les interrogations qu'ils lui inspirent. Le « regard amical » de Zeina El Tibi fera découvrir des ouvrages, des interprétations et des analyses qui sous sa plume chatoient de couleurs que les questionnements locaux ne font pas toujours apparaître et qui, dans la façon dont ils sont mis en jeu, enrichissent et participent d'une véritable rencontre des cultures. On pourrait apporter de nombreux exemples, le plus éloquent reste sans aucun doute la citation du très beau texte de la romancière québécoise d'origine libanaise Abla Farhoud « Québec il y a longtemps que je t'aime » qui donne une lumière extraordinairement douce à des considérations sur le sens de l'histoire, de la pérennité et de l'hospitalité.

L'amitié est une chose fort précieuse, essentielle aux peuples comme aux individus. Zeina El Tibi signe un ouvrage qui contribuera certainement à rapprocher les Québécois et le monde arabe et de ce fait même, à mieux servir la culture aussi bien que la convivialité.

Robert Laplante

### **JACQUES BEAUCHEMIN**

*L'histoire en trop*, VLB, 2002, 201 p.

C'est à la lumière de l'héritage de Fernand Dumont que Jacques Beauchemin entend poser un regard sur les récents

débats entourant la redéfinition de la nation québécoise. C'est une lumière qu'on croyait éteinte, vu le traitement réservé à la pensée dumontienne ces dernières années<sup>1</sup>, pressé semblait-on d'évacuer la tradition d'interprétation canadienne-française dont elle semblait la dernière manifestation. En ce sens, ce livre est non seulement le bienvenu, mais on peut dire sans hésiter qu'une telle contribution à notre vie intellectuelle était attendue et nécessaire.

L'expérience québécoise est problématique. Le parcours canadien-français, devenu québécois, ne va pas sans une constante interrogation sur la possibilité de maintenir une nation historiquement constituée en Amérique. Le Québec est une petite nation. C'est d'ailleurs un tel souci qui donne sa profondeur à l'œuvre de Dumont.

Depuis toujours, on ne mène pas une vie intellectuelle au Québec en poursuivant seulement des objectifs semblables à ceux qui retiennent dans les grandes cultures ; il faut aussi s'interroger sur les fragiles assises de son travail, sur une appartenance incertaine<sup>2</sup>.

Penser la nation à la lueur de l'intention dumontienne, c'est l'objet de *l'Histoire en trop*. L'ouvrage thématise la possibilité d'une réintégration du parcours historique canadien-français dans la définition du sujet politique québécois. Il plaide

1 À titre d'exemple, nous citons ce passage explicite d'un néo-marxiste qui porte les oripeaux de cette étrange doctrine nommée « démocratisme radical », semblé décidé à nier la possibilité d'une culture québécoise qui soit autre chose qu'une simple domination des uns sur les autres : « La voie dumontienne, tout enveloppée qu'elle est dans ses oripeaux passéistes, est moralement indéfendable et déconnectée de la réalité sociopolitique du Québec actuel », Daniel Salée, *De l'avenir de l'identité nationale québécoise in Repères en mutations*, Québec-Amérique, 2001, p. 162.

2 Fernand Dumont, *Récit d'une émigration*, Boréal, p. 127.

aussi pour une reconstitution substantielle du sujet politique autour d'une communauté d'histoire à même de poser dans le monde la possibilité d'une éthique incarnée.

La thèse de Beauchemin est assez simple : la légitimité d'un projet politique québécois n'a de sens qu'à travers la reconnaissance de la légitimité d'une revendication particulariste franco-québécoise, du communautarisme canadien-français. Le groupe porteur du projet autonomiste québécois est un sujet de culture historiquement constitué et facilement repérable. Il y a un sujet politique québécois qui ne peut être dissocié complètement, malgré les appels des tenants d'un pluralisme radical, de la communauté francophone d'héritage canadien-français et de ses compagnons de route. Il ne peut non plus être identifié complètement. « Penser la nation en terre minoritaire », comme le dit bien Beauchemin, implique finalement que l'intellectuel, historien, sociologue ou philosophe, fasse sien la préoccupation de Dumont ci-haut mentionnée.

L'identité du sujet politique québécois n'est plus une évidence, au sens où la progression d'une certaine idée du pluralisme dans les sociétés occidentales au cours de la dernière décennie mine la crédibilité politique des communautés historiques qui ne fondent pas d'abord leur projet d'émancipation ou d'autonomie politique en fonction d'arguments universalistes. « Ce qui nous confronte aujourd'hui ne consiste pas seulement de savoir si le Québec doit ou non réaliser sa souveraineté politique, mais porte aussi, et peut-être surtout, sur la définition même du sujet politique que cette souveraineté prétend réaliser »<sup>3</sup>. Une culture diluée dans la

3 Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop*, VLB, p. 10.

« société des identités », banalisée par la radicalisation d'un pluralisme qui ne se veut plus seulement axiologique mais identitaire, a-t-elle encore une portée politique ? Les projets qu'elle a pu formuler dans son histoire, qu'elle intègre dans un récit nécessairement articulé autour de certaines finalités, sont-ils légitimes même s'ils ne concernent pas a priori l'ensemble des citoyens membres de la communauté politique ? « La question est de savoir s'il est légitime de dire « nous » dans le respect des droits d'autres Québécois qui ne s'associent pas au projet émancipateur qu'ils ont d'abord formulé pour eux-mêmes »<sup>4</sup>. La question est aussi, Beauchemin le souligne, de préserver la possibilité d'un récit mémoriel qui puisse préserver la trace du Canada français, qui n'épuise pas le sens du vivre ensemble dans une incessante reconnaissance des droits de chacun à figurer en bonne place dans la nouvelle genèse de l'identité collective. Le livre de Beauchemin « s'organise autour de ce qu'on peut appeler une thèse forte, selon laquelle la pensée politique contemporaine doit assumer la subjectivité qui traverse la conscience historique franco-québécoise. Elle avance que tout projet d'avenir doit se fonder sur elle ». Thèse forte, effectivement, rappelant Dumont qui, dans *Raisons communes*, plaidait pour la reconnaissance de la culture franco-québécoise comme culture de convergence autour de laquelle pourrait se constituer l'unité morale d'une communauté politique québécoise. Rappelant encore Dumont lorsqu'il affirmait que la légitimité d'un projet politique québécois reposait justement sur l'existence d'une « nation française » à laquelle il fallait donner un socle politique substantiel. Pour le dire avec Beauchemin, « la nation québécoise n'a pu s'édifier, et ne pourrait éventuellement réaliser sa souverai-

4 *ibid.*, p. 10.

neté politique, qu'en référence à une communauté d'histoire se représentant dans sa singularité »<sup>5</sup>.

L'évacuation de cette subjectivité particulière de la pensée politique, on peut la mettre sur le compte d'un certain refus de soi qui minerait la référence québécoise depuis le mouvement initial de la Révolution tranquille. Dans la dynamique des années 1960, c'est l'héritage du vieux Canada français qui fut rejeté. Cette dilution progressive d'une subjectivité canadienne-française s'est poursuivie dans le champ de la science historique à travers le paradigme justement qualifié de « révisionniste », qui fit une lecture de l'histoire québécoise pour en dévoiler une supposée précoce modernité. Le refus de soi diagnostiqué par Beauchemin prend maintenant le visage d'un nationalisme civique orthodoxe, ou encore d'une dilution de la culture dans une myriade d'identités secondaires qu'il s'agit de reconnaître sans aucune hiérarchie en fonction d'un idéal égalitaire radical. « La société se représente alors comme un conglomerat d'identités diverses, susceptibles de reconnaissances et titulaires éventuelles de droit »<sup>6</sup>. S'il apparaît impossible de revenir sur cette nouvelle manifestation de l'idéal égalitaire propre à la modernité, il n'est pas vain cependant de plaider pour un communautarisme franco-québécois capable de se réconcilier avec la société des identités. Surtout que celui-ci apparaît comme la possibilité d'une éthique sociale incarnée à même de recomposer un lien social qui se délite au même rythme où s'amenuisent les liens qui unissaient les humains en une communauté d'histoire. Ce sentiment communautariste, par-delà la tentative évidente de l'esquiver et de le faire disparaître

5 *ibid.* p. 28.

6 *ibid.* p. 21.

sous une analyse réduisant le monde présent à la logique de diffraction qui l'anime, demeure et constitue le mode d'appartenance spécifique des Québécois d'héritage canadien-français. Beauchemin indique ainsi une piste d'interprétation aux spécialistes de la question nationale : « pour ceux qui font métier d'interpréter cette société, le défi consiste à prendre en compte la persistance de ce sentiment communautariste ».<sup>7</sup>

Beauchemin plaide pour la réintégration de concepts qu'une théorie de l'identité, d'importation anglo-américaine, post-moderne, « post-coloniale » et certainement post-nationale avait bannis et mis à la corbeille des idées périmées. On retrouve sous sa plume un complexe de notions qui relèvent du langage de la culture, comme la conscience historique, la mémoire, la tradition. On suppose ainsi que la vie d'une nation ne se réduit pas à des manifestations de domination, qu'elle n'est pas simplement une représentation hégémonique de l'identité des dominants, mais qu'elle est aussi porteuse d'une dimension éthicopolitique propre au fait d'être ensemble en un certain monde commun. Il y a finalement une valeur intrinsèque propre à une présence au monde dans le langage et la conscience de la culture. « La légitimité du politique dans sa capacité à réguler le conflit repose sur un certain nombre d'a priori éthiques, eux-mêmes issus de traditions particulières et d'une certaine forme de vivre ensemble construite par l'histoire »<sup>8</sup>.

Ce propos, on s'en doute, est à cent lieues de l'actuel discours québécois sur l'identité, qui pour assurer le projet d'une société francophone maître d'elle-même en Amérique, sent

7 *ibid.* p. 53.

8 *ibid.* p. 22.

le besoin de l'oindre d'un vernis libéral, au point d'en miner ses conditions de possibilité. La dissolution de la culture dans une mosaïque d'identités friables conduit à terme à l'effacement de la conscience historique franco-qubécoise et du sujet politique qui révélait sa participation au monde à travers elle. L'évacuation de tout contenu historique dans la définition du sujet politique québécois s'inscrit dans la même veine. Une nation particulière est nécessairement constituée d'un complexe d'interprétations concurrentes, qui en se nouant en un dialogue par le passage à travers les siècles, en viennent à donner un certain contenu positif à l'identité collective. La référence n'est pas un lieu vide, dirions-nous, avec Dumont. Le discours politique ne peut, sous prétexte de se conformer à une éthique libérale, ou encore multiculturaliste, s'adresser à un peuple inexistant, parce que recomposé en laboratoire, au terme d'un bricolage conceptuel douteux. En grossissant le trait, on pourrait dire que le Canada français n'est pas mort.

Ce livre de Jacques Beauchemin arrive à point. Il jette un éclairage nécessaire sur le grand débat concernant la redéfinition de la référence québécoise. Qu'il propose cette synthèse en faisant appel à la pensée de Fernand Dumont annonce peut-être le retour d'un certain bon sens dans le discours nationaliste. On lui laissera le dernier mot : « Les francophones du Québec ont accepté depuis longtemps la diversité qui constitue "l'identité" québécoise. Mais il est aussi temps que l'on fasse droit à leur légitime désir de durer dans ce qu'une certaine culture a fait d'eux »<sup>9</sup>.

Mathieu Bock-Côté

<sup>9</sup> *ibid.*, p. 185.

**COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE GUY GIROUX**  
*L'État, la société civile et l'économie – Turbulences et transformations*, Presses de l'Université Laval, 2001

Les sept articles de ce collectif interrogent les nouvelles significations des concepts d'« État », de « société civile » et d'« économie » à l'ère de la mondialisation économique et politique. Ils questionnent en premier les transformations des rapports qui existent entre ces différentes entités. Ils évaluent ensuite les changements réels par rapport aux discours officiels qui caractérisent les phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains. Enfin, ils proposent des alternatives à la dominante idéologique néo-libérale dans la justification de cette évolution planétaire et dans les orientations à prétention normative que la soi-disant post-modernité libérale prescrit.

Un tel projet, ambitieux et comportant un niveau de complexité infini, implique nécessairement un regard en surface sur la multiplicité des paradigmes qui s'opposent au sujet de la société, de l'économie et de la politique dans les années 2000. Néanmoins, les publications abondent dans tous les sens et nous permettent d'éclairer notre vision des phénomènes impliqués au cœur de la mondialisation. Cette pluralité qui caractérise la littérature « sociologisante » au sujet de la mondialisation est certes une richesse intellectuelle, mais elle peut aussi donner la nausée tant la diversité des concepts semble conduire nécessairement à une paradoxale limitation des perspectives sur le monde vécu.

En effet, que dire de l'extraordinaire expansion du vocabulaire technique (entre autres dans la catégorie « mondialisa-

tion ») dont sont responsables les sciences sociales ? Ce vocabulaire nous apparaît parfois comme un masque de la réalité politique telle qu'elle existe dans le monde vécu. La « science » sociale ne peut gérer une donnée que si elle prend la forme d'une information, et dans le meilleur des mondes, celle d'un fait. L'information serait ainsi « vérifiable », donc « scientifique », parce qu'elle posséderait une valeur prédictive. Le futur l'invalidera par la contradiction du réel ou lui donnera une valeur de vérité si elle s'avère « correspondre » à ce même réel. Pour ce qui est du fait conceptualisé, c'est-à-dire ayant une valeur « descriptive », il restera toujours muet *a priori* sur les questions fondamentales du sens. Pourtant, les concepts descriptifs prennent le plus souvent la forme prédicative et le lecteur du savant papier universitaire ne peut que se plier au dévoilement de la réalité qui s'exerce sous ses yeux...

Or, la réalité politique prend rarement l'une ou l'autre de ces formes. Elle prend plutôt la forme de l'opinion, du mouvement populaire organisé, de la réaction, de la décision et surtout de l'affirmation. Bref, le monde politique se définit comme volonté et comme représentation. Quelle est la valeur prédicative de cette insaisissable « réalité » du monde politique ? Il est effectivement difficile de l'évaluer si l'on se limite à la perspective des sciences sociales.

Le recueil de Giroux pêche inévitablement par cette hypertrophie conceptuelle. Il comporte néanmoins de solides études de cas, tel le texte de François Dépelteau et de Paule Halley sur l'évolution de la pratique et de la conception de la gestion des ressources naturelles au Québec. Un autre exemple intéressant, mais limité dans sa portée réflexive, est le

texte du théologien Michel Dion sur la responsabilité sociale des entreprises. On notera enfin la belle étude de Gérard Boismenu sur le traitement politique des sans-emploi.

Tous ces textes ont le mérite de rechercher l'exactitude factuelle et conceptuelle. Tous cependant ne font que complexifier, et parfois jusqu'à l'hermétisme, le langage descriptif de la mondialisation et des processus qui l'accompagnent. Ils ne servent pas les acteurs politiques parce qu'ils prescrivent des solutions confectionnées hors du monde de l'action et de sa logique propre. Ils ne servent pas beaucoup non plus le citoyen qui voudrait mieux *comprendre son monde*, parce qu'ils s'orientent vers une « vérité désintéressée » alors que tout citoyen a nécessairement ses intérêts propres et ceux, partagés, de son groupe d'appartenance. Tout individu membre d'une communauté politique participe d'emblée avec ses pairs d'une interprétation de la réalité politique. Fondamentalement, tout animal politique est donc un animal partisan. Malgré leur prétention légitime à expliquer les phénomènes entourant la mondialisation, ces textes ne sont, en somme, d'aucune utilité politique.

À titre d'exemple, le texte de Frédéric Lesemann s'interroge sur les transformations de l'État qui résultent de la dérégulation économique du marché international. Il montre que les études et les sondages d'opinion ne vont pas dans le sens de la dérégulation néo-libérale, même si celle-ci est omniprésente dans le langage employé par les élites politiques et économiques occidentales. Ces études démontrent aussi que les individus ne font plus entièrement confiance à l'État du modèle de l'État providence pour assurer leur bien-être et leur sécurité. De là, en s'abreuvant chez des auteurs comme

Alain Touraine, il conçoit l'époque de transition actuelle comme le moment privilégié pour orienter les réformes en direction d'un « État partenaire », à la fois des individus et de la société civile, capable de réguler l'essentiel tout en permettant une sphère accrue de liberté d'entreprise et de participation civique. Autrement dit, l'État ne doit pas reculer pour laisser place uniquement au marché, il doit aussi laisser à la « société civile » une plus grande latitude.

Les auteurs de ce recueil s'intègrent donc massivement à l'intérieur du schème de l'omniprésente théorie communicationnelle héritée surtout de Jürgen Habermas (cité dans presque tous les textes du recueil !). En ajoutant les idées de Giddens et les critiques de Touraine, ils militent en somme pour un renforcement de la « société civile » – concept flou et magique s'il en est un, mais que l'article de Giroux tente néanmoins de préciser en se citant lui-même à profusion... Cette perspective conquérante de la philosophie critique et des sciences sociales est aujourd'hui omniprésente chez les chercheurs universitaires. Personne n'osera critiquer en profondeur cet utopisme de la communication non obstruée qui traque sans répit les formes de la domination partout où elle est susceptible de se cacher. Pourtant, l'épistémè réductrice au fondement de cette philosophie la condamne à l'aveuglement et à l'impuissance : elle ne peut pas construire des orientations politiques et idéologiques susceptibles de nous conduire vers le bien commun politique sans s'insérer dans une trame historique correspondant à la logique des imaginaires populaires et nationaux. La guerre conceptuelle entre cette nouvelle gauche socio-philosophique et l'empire idéologique néo-libéral nous semble d'un intérêt théorique bien limité. Le libéralisme social universaliste ou le libéra-

lisme individualiste demeurent incapables de proposer une *praxis* significative conforme à la réalité politique des peuples et des conflits de groupe. S'interdire le symbolique et le stratégique signifie se couper du politique.

Un texte du recueil, le dernier, transcende selon nous cet horizon limité du libéralisme politique par sa sensibilité, son originalité et son propos pénétrant. En effet, nous saluons en terminant l'effort de Sheila Mason qui veut dépasser le criticisme habermassien en construisant une philosophie du bien commun d'inspiration communautaire, plus précisément et dans ses mots : d'une « éthique narrative de la sollicitude ».

Dave Anctil, Université de Montréal

#### **SOUS LA DIRECTION DE CHRISTIAN DEBLOCK**

*L'organisation mondiale du commerce / Où s'en va la mondialisation ?*, Montréal, Fides / La Presse, 2002, 295 p.

Un groupe d'une quinzaine de chercheurs (politologues, juristes et spécialistes du commerce international) du Centre Études internationales et Mondialisation sous la direction du professeur C. DEBLOCK de l'UQÀM signent ce recueil de réponses récentes à la question : où s'en va la mondialisation après la bataille de Seattle contre l'AMI en 1999, après la Conférence ministérielle de Doha (9-13 novembre 2001) et les attentats contre le WTC du 11 septembre 2002 ?

L'ouvrage fouillé et bien documenté aurait pu s'intituler « La mondialisation après Doha ». Le livre traite des trois nou-

velles questions, auxquelles ne pourront plus se soustraire désormais les grandes rencontres internationales sur la mondialisation : « 1. quelles doivent être les limites des pouvoirs de l'OMC (compétences et juridictions) ? ; 2. le développement doit-il être pensé uniquement en termes de libre-échange économique, commercial et financier ? ; 3. les droits du commerce ont-ils préséance sur les droits de la personne humaine, sur les droits environnementaux, les droits du travail, de la santé, de l'éducation, de la culture, etc. ? » (cf. p. 31-32).

La réponse aux deux dernières questions est un NON sans équivoque. Mais le politologue Philippe FAUCHER fait bien comprendre que le droit commercial et mondial doit évoluer rapidement s'il veut pouvoir guider une « mondialisation équitable », une mondialisation plus humaine, c'est-à-dire une mondialisation qui prenne en compte tous les aspects du développement, et non seulement ses dimensions économiques, commerciales et financières. La première question demeure encore sans réponse précise et fait l'objet de nombreux débats un peu partout dans le monde.

*La première partie de l'ouvrage fait ressortir le fait que la mondialisation est acceptée a priori comme une rénovation du développement. On y décrit l'intégration économique totale des marchés et la rénovation du système commercial multilatéral (chap. 1, M. ABBAS), les dix avantages du système multilatéral de l'OMC (Intr. de C. DEBLOCK), les améliorations apportées aux mécanismes de règlement des différends par la Conférence de Doha (chap. 2, V. LOUNGARATHP) et l'importance des accords régionaux et du régionalisme (chap. 3, C. DEBLOCK) qui constituent « la dérogation la plus importante au principe de*

non-discrimination qui doit régir les relations commerciales entre les pays » (cf. p. 74).

D'autres aspects de l'Intégration de marchés sont également traités : l'importance de l'agriculture dans les négociations, (chap. 4, S. DUFOUR), la concurrence et l'accès aux marchés (chap. 5, M. RIOUX), le commerce des services financiers à travers l'ALÉNA et dans la future ZLÉA (chap. 6, P. FORTIN) et les conflits entre pays du Nord et pays du Sud dans la quête aux investissements (chap. 7, R. BACHAND).

La deuxième partie du livre pose la question fondamentale : « les droits sont-ils éclipsés par les marchés ? ». Le politologue P. FAUCHER propose au Chap. 8, son agenda pour une mondialisation équitable sans déficits démocratiques. Il y est essentiellement question d'une quête d'une autre mondialisation, une mondialisation à visage humain. La juriste L. LAMARCHE expose l'accroissement de la pauvreté, l'exclusion sociale et les violations des libertés civiles qui découlent des négociations (chap. 9). Les effets négatifs de la mondialisation sont ici ouvertement dénoncés, mais on constate une prise de conscience de plus en plus claire de la nécessité de « la primauté des droits humains sur le droit des échanges commerciaux mondialisés » (p. 183).

Un nouveau droit « mondialisé » est en train de se constituer, le droit des peuples au développement, le droit de l'environnement, les droits civils et politiques. Les États ne sont plus les seuls joueurs sur la scène du droit international. La lecture du questionnement concernant le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (cf. p. 187) s'impose à tout législateur politique, car jusqu'à preuve du

contraire, les États sont toujours les premiers responsables de l'adoption des accords de commerce relatifs à la mondialisation des échanges. L'historique proposé par D. HOLLY (chap. 10), fort intéressant du reste, aurait pu avantageusement figurer en introduction.

Le chapitre 11, « La Chine, leader des pays en développement ? » du directeur de recherche de la Chaire RAOUL-DANDURAND, L. TASSÉ, nous apprend que la Chine souhaite « rouler sur deux roues ». Ouvrir les marchés et libéraliser les échanges, c'est la roue de la cohabitation avec les pays développés. Opérer des transferts de technologie et de savoir-faire avec les pays en développement, c'est la roue de la coopération (cf. p. 232-233).

On reste un peu surpris au chapitre 12 d'aborder le monde des ADPICS (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) dans la Déclaration de l'accord de Doha. Le juriste G. AZZARIA de l'Université Laval, nous y apprend que les brevets pharmaceutiques peuvent empêcher de faire face à des situations d'urgence nationale ou à des circonstances extrêmes, comme une épidémie grave ou une attaque bio-terroriste et que des compagnies pharmaceutiques ont beaucoup plus d'intérêts commerciaux que d'intérêt pour la santé publique. « Médecins sans frontières » a même eu l'idée d'une clause « d'exception sanitaire » dans les accords commerciaux multilatéraux, inspirée de la clause « d'exception culturelle » (cf. p. 252).

Le Chapitre 13 de C. BEZOU, chargé de projet pour le commerce international à l'ACICI de Genève, porte sur les graves lacunes des clauses sociales et des normes du travail

dans les échanges commerciaux (travail des enfants, discriminations de toutes sortes, etc.). On y apprend que les Asiatiques « considèrent la définition des droits humains comme étant nécessairement culturelle » (cf. p. 261) et donc, « non universelle ». Les valeurs asiatiques étant profondément différentes des valeurs occidentales, cela ne peut que rendre plus difficiles les négociations multilatérales pour la libéralisation du commerce.

L'étudiant en droit de Genève, M. M. MBENGUE, soulève au Chapitre 14, d'intéressantes interrogations sur les liens entre le commerce, l'environnement et la santé publique. Il rappelle à juste titre que ce sont les États qui devraient décider du contenu des accords de l'OMC et non les multinationales, et que le « principe de précaution » devrait permettre à un État de se retirer d'un accord lorsqu'il existe des incertitudes et des craintes pour l'environnement et la santé humaine (cf. p. 275).

Malgré l'absence de liens entre les différents chapitres ou de synthèses qui « globaliseraient » le paysage de la mondialisation en 2002, l'ouvrage du professeur C. DEBLOCK et de ses collègues est particulièrement stimulant pour la réflexion qui s'impose à tous sur l'avenir du monde. Comme le signale à juste titre le sociologue Dorval BRUNELLE dans sa préface, le livre du professeur DEBLOCK constitue une excellente source de références riches et variées, un outil d'analyse à la fois « pondéré et critique », des plus utiles pour quiconque souhaite mieux connaître et mieux comprendre les véritables enjeux et les nombreux défis de la mondialisation. Ce livre devrait figurer en bonne place sur la liste des

ouvrages de référence essentiels du futur *Observatoire québécois sur la mondialisation*.

Jean-Louis Bourque

### JEAN-PAUL DESBIENS

« *Je te cherche dès l'aube* », *Journal 2001-2002*, Montréal, Stanké, 2002, 358 p.

Ce journal de Jean-Paul Desbiens couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2001. Il rend compte de certains événements politiques et culturels mais aussi des occupations, des lectures et des méditations de l'auteur.

Jean-Paul Desbiens, connu d'abord sous le pseudonyme de Frère Untel, a été, comme chacun le sait, avec ses *Insolences*, un des déclencheurs de la Révolution tranquille. Non seulement à cause du diagnostic qu'il portait sur les problèmes de la langue des Québécois, mais parce qu'il affichait un esprit provocateur qui dénonçait le conformisme de l'époque. Le Frère Untel fut exilé pendant quelques années, mais son message fut entendu et le Québec lui doit une fière chancelle.

C'est toujours le même homme que nous retrouvons dans ce livre. Un homme impatient, bourru, qui consigne fébrilement ses réflexions et ses humeurs. L'écriture est pour lui une nécessité, un acte vital, une manière d'être. C'est pourquoi il est attentif aux caprices de la langue, à son génie, à ses ressources infinies. Il aime à jouer avec les mots : « Le vent est tombé sans se faire mal », note-t-il en badinant. Et il n'a pas perdu le sens de la formule : « Un mot sans racines, est un mot mort », écrit-il. Évoquant le retour de de

Gaulle à l'occasion de la guerre d'Algérie, il note : « Le pouvoir ne se prend pas, il se ramasse ».

Jean-Paul Desbiens est un observateur critique de la société. Les conformismes du milieu du vingtième siècle sont disparus mais ils ont été remplacés par d'autres qui ne sont pas moins oppressants, et Jean-Paul Desbiens les dénonce ouvertement. On peut n'être pas toujours d'accord avec lui mais la liberté de pensée et la force de la parole qu'il affiche, et qui sont des valeurs beaucoup moins répandues qu'on ne le pense, méritent notre plus grand respect. Il est indéniable que cet homme est habité par une fidélité profonde et absolument généreuse au Québec.

Cette fidélité s'enracine dans une spiritualité qui s'alimente aux sources les plus fécondes de la tradition occidentale. Jean-Paul Desbiens est un homme inquiet, impatient, farouche, admet-il lui-même. Il est croyant, catholique, pratiquant, mais toujours prêt à donner des coups de pied dans les arrangements factices. Il faudrait être bien mesquin pour l'accuser de dogmatisme. « Je ne prétends pas avoir la foi, dit-il, je prie pour l'avoir ». Et à ceux qui sont portés à considérer le catholicisme comme un système inflexible, on pourrait conseiller d'adopter sa conception du *Credo* qui « bien avant d'être une liste d'affirmations dogmatiques, est une prière ».

Je présenterais ce livre comme le journal d'un homme d'honneur qui se tient debout dans la tourmente.

Paul-Émile Roy

**Roland Arpin**

*Territoires culturels*, Bellarmin, 2002, 296 p.

**Jacques Beauchemin**

*L'histoire en trop, La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, vlb Éditeur, 2002

**Gérard Bouchard**

*Mitsouk*, roman, Boréal, 2002, 511 p.

**Samuel de Champlain**

*Des Sauvages*, texte établi, présenté et annoté par Alain Beaulieu et Réal Ouellet, Éditions Typo, 2002, 288 p.

**Jean-Paul Desbiens**

*Je te cherche dès l'aube, journal 2001-2002*, Stanké, 2002-360 p.

**Pierre Duchesne**

*Jacques Parizeau, le Baron, Tome II*, Québec/Amérique, 2002, 534 p.

**Paul Élysa**

*Bye bye Jean Chrétien*, Lanctôt Éditeur, 2002, 100 p.

**Jean Ferguson**

- *Un amour de poète, roman*, Éditions Lettresplus, 2002, 145 p.
- *Le bonheur a des candeurs d'enfance griffonnées à la main*, Éditions Lettresplus, 2002, 91 p.
- *Dans le blanc des yeux, Mémoire du présent*, Humanitas, 137 p.

**Andrée Ferretti**

*La passion de l'engagement, Discours et textes (1964-2001)*, Lanctôt Éditeur, 2002, 190 p.

**Louis-Jacques Filion**

*Savoir entreprendre, douze modèles de réussite – étude de cas*, Presses de l'Université Laval, 2002, 444 p.

**Fernand Foisy**

*Sacré Chartrand*, Lanctôt éditeur, 2002, 125 p.

**Nicole Fontet**

*Le malentendu, roman*, Lanctôt éditeur, 2002, 119 p.

**Michel Freitag**

*L'oubli de la société, Pour une théorie critique de la post-modernité*, Presses de l'Université Laval, 2002, 433 p.

**Gilles Gagné - Simon Langlois**

*Les raisons fortes, nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Presses de l'Université Laval, 2002, 187 p.

**Bernard Gagnon**

*La philosophie morale et politique de Charles Taylor*, Presses de l'Université Laval, 2002, 303 p.

**Michel Garneau**

*Une corde de bran de scie, recueil de poésie*, Lanctôt éditeur, 2002, 264 p.

**Jacques Grand'Maison**

*Réenchanter la vie*, Fides, 2002, 285 p.

**André Joyal**

*Le développement local, Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Éditions de l'IQRC, Presses de l'Université Laval, 2002, 156 p.

**Sylvie Lacombe**

*La rencontre de deux peuples élus, Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Presses de l'Université Laval, 2002, 291 p.

**Robert Lahaise**

*Canada-Québec, Entrouverture au monde, 1896-1914*, Lanctôt Éditeur, 2002, 256 p.

**Louis Lasnier**

*Les noces chymiques de Philippe Aubert de Gaspé dans L'Influence d'un livre*, Presses de l'Université Laval, 2002, 328 p.

**Manon Leroux**

*Les silences d'octobre, Le discours des acteurs de la Crise de 1970*, vlb éditeur, 2002

**Raymond Lévesque**

*À bon entendu, salut ! Lettres aux journaux et autres propos dérangeants*, Lanctôt éditeur, 2002, 104 p.

**André Lussier**

*Le nationalisme québécois sur le divan*, Fides, 2002, 202 p.

**Denis Monière**

*Internet et démocratie*, Monière et Wollank éditeurs, 2002, 187 p.

**Henri J.M. Nouwen**

*Par ses blessures, nous sommes guéris. Le ministère sacerdotal dans le monde d'aujourd'hui*, Éditions Bellarmin, 2002, 96 p.

**Marguerite Paulin**

*Maurice Duplessis. Le Noblet, le petit roi*, Collection les grandes figures, XYZ Éditeur, 2002, 246 p.

**Jean-Christian Pleau**

*La Révolution québécoise, Hubert Aquin et Gaston Miron au tournant des années soixante*, Fides, 2002, 270 p.

**Robert Prévost**

*Mon tour de jardin*, Septentrion, 2002, 212 p.

**Marc Riopel**

*Le Témiscamingue, son histoire et ses habitants*, Fides, 2002, 366 p.

**Sylvain Rivière et Gil Thériault**

*Terre-Neuve, Pays de la Morue*, Lanctôt Éditeur, 2002, 67 p.

**Jean-Denis Robillard**

*Combien de fois encore ? Les relations conflictuelles Canada/Québec depuis les 50 dernières années*, JDR Éditions, 2001, 656 p.

**Pierre Serré**

*Deux poids, deux mesures, L'impact du vote des non-francophones au Québec*, vlb éditeur, 202, 266 p.



OPTIMUM GESTION DE PLACEMENTS INC.

*confiance stratégie performance*

- Gestion active en actions et en obligations
- Gestion équilibrée
- Gestion indicielle
- Gestion privée

En **actions canadiennes** et en **obligations**, nos performances annuelles composées se classent au **premier quartile** sur la période de 3 ans terminée le 31 décembre 2000, selon l'ensemble des sondages publiés sur les performances des gestionnaires de caisses de retraite.

Pour de plus amples informations :

Sophie Lemieux, M. Sc., Directrice, Développement des affaires  
425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1740, Montréal (Québec) Canada H3A 3G5  
Téléphone : (514) 288-7545 Télécopieur : (514) 288-4280 [www.groupe-optimum.com](http://www.groupe-optimum.com)

Note : Au 31 décembre 2000, la performance annuelle composée sur 3 ans est de 14,2% en actions canadiennes et de 6,3% en obligations. Ces performances sont des rendements antérieurs et ne laissent présager en rien les rendements futurs.

© Marque de commerce de Groupe Optimum inc. utilisée sous licence.

## PASSEZ À L'HISTOIRE !

Depuis 1985, *Cap-aux-Diamants* vous présente les multiples facettes de l'histoire du Québec. Chaque parution explore une thématique captivante. Découvrez la grande ou la petite histoire d'ici racontée par des auteurs choisis pour leur compétence. De plus, retrouvez une multitude de photographies et illustrations d'époque. Alors...

**Passez à l'histoire**  
et abonnez-vous !

**JE M'ABONNE** (Taxes incluses)

Pour 1 an  (4 N<sup>os</sup> 30\$), pour 2 ans  (8 N<sup>os</sup> 55\$)

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ PROV. \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TÉL.: (     ) \_\_\_\_\_

(Vous recevrez le prochain No : Mars, juin, septembre ou décembre)

LA REVUE  
D'HISTOIRE  
DU QUÉBEC

**CAP-AUX-DIAMANTS**

**POUR VOUS ABONNER**

Par téléphone : (418) 656-5040

Par télécopieur : (418) 656-7282

Par la poste :

C.P. 26, succ. Haute-Ville

Québec QC G1R 4M8

## CHRONIQUES

### Chroniques

Le Bulletin du lundi	160
Courrier des lecteurs	170
Index de nos annonceurs	183

**LE BULLETIN DU LUNDI**

Vous souhaitez recevoir ce bulletin  
par courriel chaque lundi ?

C'est simple, il suffit de nous envoyer  
votre adresse de courrier électronique  
à [administration@action-nationale.qc.ca](mailto:administration@action-nationale.qc.ca)  
ou de s'abonner à partir  
de notre site Internet.

**Bulletin 15 octobre****UN SAPIN PEUT EN CACHER UN AUTRE**

Bonne semaine pour les manœuvres de propagande. Jean Chrétien, le petit Dion et autres grands serviteurs de notre peuple en renfort de John Manley pour occuper le devant de la scène et faire dévier le débat sur le déséquilibre fiscal, c'est de la bonne besogne de manipulation des médias. Ainsi donc Ottawa gère mieux, les délégations ne sont que de minables simulacres d'ambassades, la province ferait mieux de revoir ses prétentions, la politique du mépris le dispute à la démagogie. L'indignation d'André Pratte n'y changera rien, le *Québec bashing* est gratuit, il va devenir la norme en ce qui concerne nos rapports avec le Canada. Un peuple nié, enfermé dans la logique de minorisation et cadenassé dans un ordre constitutionnel conçu pour le casser, le réduire au rang de réminiscence folklorique, ne peut s'attendre à autre chose.

Déjà terni par le cirque lamentable d'un petit concierge du grand capital prêt à tout pour servir ses maîtres et attirer sur lui les projecteurs, le consensus québécois sur le déséquilibre fiscal a vite été relégué au rang de colère d'opérette. Ottawa s'amuse d'autant plus allègrement que le Québec ne

lui fait plus peur. À quoi peut bien rimer un ultimatum – même consensuel – quand les deux partis d'opposition se présentent devant l'électorat avec des programmes qui consentent d'ores et déjà à gérer le Québec dans l'espace qu'Ottawa lui laisse ? Les inconditionnels du lien *canadian* ont beau déchirer leurs chemises, ils déclarent sur toutes les tribunes qu'ils sont tout disposés à s'ajuster aux contraintes que le Canada nous impose. Ils ne ratent jamais une occasion de dire qu'ils sont prêts à faire les carpettes devant l'Île du Prince Édouard et le Nouveau-Brunswick pour tenter de faire un-front-commun-des-provinces-et -revoir-les-modalités-administratives-et-que-cela-réussira-si -le- Québec-est-patient-et-conciliant-et-fait-preuve-de leadership...

L'État *canadian* est désormais passé en mode d'éradication non seulement des souverainistes mais bien de la nation québécoise elle-même. L'asphyxie fiscale est une stratégie peu coûteuse. Pouvant compter sur une colonne d'inconditionnels qui trouveront toujours le moyen de dire que le Québec manque d'oxygène parce qu'il ne sait pas bien respirer, le gouvernement Chrétien n'a même plus besoin de faire semblant de tenir des propos cohérents. Il peut préférer n'importe quelle insanité, une batterie de commentateurs et éditorialistes à gages sont toujours prêts à y trouver matière à faire des nuances et même à s'indigner tout en continuant de réaffirmer que rien ne sera jamais assez grave pour que le Québec rompe le lien *canadian*. Avec un autre chef, avec le changement des valeurs, avec le temps qui n'a jamais d'effet délétère...

La réalité ne compte pour rien désormais dans la guerre de propagande entreprise pour réduire à néant l'existence poli-

LE BULLETIN DU LUNDI  
1997-1998

tique du Québec. Ottawa peut dire n'importe quoi, une chorale d'entretenus se charge de dissoudre toute référence à une quelconque logique intrinsèque aux intérêts nationaux du Québec. Cette semaine plus que jamais est apparue l'évidence que le stratagème *canadian* n'a d'autre fonction que de contribuer à « déréaliser » toute espèce de logique de la nécessité pour ce qui concerne les véritables enjeux de notre peuple. Ottawa nous aspire dans la pratique tranquille du non-sens.

Pendant qu'on s'amusait à faire du tapage à propos des délégations, un certain Dhaliwal annonce des mesures pour atténuer les effets de la crise du bois d'œuvre. Une sinistre plaisanterie. À peine 20 millions de dollars en crédits nouveaux, emballés dans un ensemble de mesures plus ou moins habilement recyclées. Le ministre Gendron fulminait, la plupart des parties au dossier n'en finissaient plus de redire leur insatisfaction. Exit la nouvelle, couverte par les sparages. Il y a toujours un endroit où la réalité finit par reprendre ses droits : les régions forestières du Québec vont continuer de prendre les coups durs.

Et voilà tout à coup les Pettigrew et Cauchon de venir nous dire que le Québec doit faire sa part, la forêt « étant une compétence provinciale ». La belle affaire ! Quand il s'agit d'exclure le Québec, le dossier relève du commerce international et c'est là une chose trop sérieuse pour que le Canada ne s'en occupe pas lui-même et lorsqu'il s'agit d'assumer les conséquences de l'impasse des négociations, le même dossier revient tout à coup dans les plates-bandes du Québec ! Et puis il s'en trouve déjà pour commencer à dire qu'il ne faut pas exagérer, après tout Ottawa a fait son effort.

C'est toujours ainsi avec les mesures dilatoires, Ottawa ne dit pas non, mais il répond par une demi-mesure et, pis encore, par une demi-mesure inadéquate qui va rendre encore plus difficile la mise en place d'une riposte cohérente à la guerre commerciale. Le PLQ et l'ADQ sont restés étrangement silencieux. Les libéraux ont déjà joué de démagogie le printemps dernier en proposant que le Québec prenne le fardeau quelle que soit la contribution d'Ottawa – rien là que de l'électoralisme cynique de la part d'un parti qui sait bien que le sort de la prochaine élection va se jouer dans les régions. Silence indigent du côté de l'ADQ. La détérioration des conditions économiques fournira d'excellents matériaux pour tenir le gouvernement du Québec responsable du marasme pourtant *canadian*.

Pendant que sa propagande vise à miner le débat public en usant de tous les recours pour vider de sa substance la moindre référence à la réalité, la politique réelle de l'État *canadian* n'en continue pas moins de déstabiliser l'économie du Québec. La réponse à la situation de l'industrie du bois d'œuvre vient encore une fois démontrer qu'un sapin peut en cacher un autre.

Robert Laplante

**Bulletin du 21 octobre**

**LE RATATINEMENT SE FERA DANS L'ORDRE**

Guy Laforest peut bien ratiociner sur l'héritage de la Révolution tranquille, Mario Dumont continuer de faire du pathos sur les listes d'attente et Jean-Luc Migué pérorer sur les monopoles publics inefficaces, le Québec ne se ratatinera pas n'importe

comment ! Paul Martin vient de prendre l'engagement d'y voir. Pendant que les sondages continuent de faire flotter l'ADQ sur les nuages néo-libéraux, la très *canadian* réalité politique se manifeste pour faire les rappels nécessaires. C'est le Canada qui fixe la longueur de la laisse ! Les choses vont se faire dans l'ordre et selon une méthode dictée d'Ottawa.

Même en consentant au rapetissement, les politiciens et fédéralistes québécois se sont fait dire cette semaine qu'ils n'auront pas l'initiative de notre enlisement dans la médiocrité. Ottawa veille au grain. Paul Martin l'a redit (*Le Devoir*, 16 octobre) c'est le rapport Romanow – et non pas les fantasmes de l'ADQ – qui fixera les paramètres. Pendant que dans la même édition du *Devoir* le petit Dion jouait les raisonneurs pour dénoncer l'unanimité d'une classe médiatico-politique de son invention, la vraie politique tenait dans le discours de Paul Martin. L'État du Québec ne va pas seulement ratatiner, il va le faire aux conditions et dans les formes que lui imposera la majorité *canadian*. Certes, cela n'exclura ni la bienveillance ni la condescendance. Ottawa va « aider » les provinces à faire le nécessaire pour respecter les normes « nationales », le gardien des valeurs va dresser les garde-fou. Les aspirants-gérants de la bourgade québécoise peuvent bien se donner des frissons en se faisant croire que la « province » de Québec peut agir à sa guise, les tuteurs ne toléreront rien de plus que la rhétorique du changement.

Le Québec des fédéralistes ne passera à autre chose que pour se faire servir de violentes dégelées. Ottawa va réorganiser le financement de la santé et il a décidé qu'il n'y aurait plus de telles choses que des systèmes provinciaux. C'est une affaire « nationale » pour le Canada qui ne concédera

aux provinces que des particularismes régionaux sans incidence sur l'économie générale du système. Il n'y a qu'une nation au Canada et, en santé comme dans le reste, le Québec va prendre la place qu'on lui désigne et la prendra comme on voudra bien la lui faire prendre.

Il n'y aura plus de chicane au Canada sur la question du Québec, l'affaire est réglée, la cause entendue. Ceux et celles qui veulent encore se faire croire qu'il existe un espace politique pour les partis fédéralistes se paient de mots. Ils peuvent toujours se donner l'air sérieux en se demandant si l'État prend trop de place au Québec, mais Ottawa a décidé qu'il n'y a pas assez d'État *canadian* dans nos affaires et cela ne se négociera pas. Le seul État susceptible de servir la nation française d'Amérique, c'est celui du Québec. En cet automne 2002 adéquistes et libéraux se lancent en campagne en nous proposant de le redéfinir dans les limbes. Il sera sans doute possible pour un temps de faire comme si la politique provinciale avait une quelconque consistance idéologique mais cela ne se fera qu'au prix d'un report des échéances. Le Canada fixe d'ores et déjà les conditions concrètes d'exercice du prochain gouvernement de la « province » de Québec. Un peuple qui ne se gouverne pas lui-même l'est forcément par un autre. Si chicane il subsiste au pays de Menaud, ce ne sera plus que sur les modalités du consentement. Cela n'aura plus rien à voir à une quelconque emprise sur les choses.

Les « vraies affaires » ne se décideront plus désormais qu'à Ottawa. Il ne restera dans la bourgade que de vraies carrières de garde-chiourme. Et l'insignifiance des parvenus qui pourront prétendre comme Martin Cauchon appartenir à l'aile nationaliste des fédéralistes québécois en beurrant leurs épi-

nards à s'épivarder sous l'empire d'une constitution qui non seulement ne reconnaît pas l'existence de notre nation mais trouve son fondement et sa légitimité dans le déploiement des mesures qui n'ont d'autre but que de l'oblitérer. Il n'y a plus de voie spécifique pour le Québec dans le Canada. Entre servitude et souveraineté, ne reste plus que l'espace de l'imposture.

Robert Laplante

**Bulletin du 28 octobre**

### **LE DÉFICIT DÉMOCRATIQUE DIONISÉ**

Le Canada a beau être le « plus meilleur pays du monde », il n'est tout de même pas parfait. Les blasés de la politique ont eu le tournis cette semaine, Paul Martin a reconnu faire de l'angoisse sur la santé démocratique du Canada. Celui qui n'a reculé devant rien pour conduire la révolution de palais qui a fini par avoir raison du p'tit gars de Shawinigan cherche maintenant à se donner une image vertueuse. Il faut revaloriser le rôle des députés pour combler le déficit démocratique, assouplir la discipline de parti, desserrer l'emprise du cabinet du Premier ministre sur la gouverne, etc. Une tarte à la crème, quoi.

L'aspirant Premier ministre qui laisse minoter sa fortune dans les paradis fiscaux va nous donner des leçons de citoyenneté.

Le ministre qui a défendu l'Union sociale canadienne et qui n'a pas eu le moindre scrupule à marginaliser le gouvernement du Québec qui refuse de se laisser traiter comme une agence de livraison de services se fait du souci à propos de la légitimité parlementaire.

L'architecte des manœuvres d'asphyxie fiscale qui pérore sur la santé des finances publiques ne voit pas de mal à utiliser le pouvoir de dépenser d'Ottawa pour détourner, brouiller ou neutraliser les priorités québécoises et les encarcanner dans les « normes nationales ».

L'homme qui a dénaturé la caisse d'assurance-emploi, détourné ses fonds pour se donner les moyens de piétiner les compétences du Québec, se fait des inquiétudes à propos de la démocratie.

Le plombier qui a cautionné la création de la Fondation canadienne pour l'innovation, les Bourses du millénaires et autres bidules ayant pour fin explicite de contourner et de soustraire la gestion des fonds publics aux règles d'imputabilité s'inquiète du manque de transparence.

Le lieutenant de Jean Chrétien qui applaudit au Bill C-20 visant à cadenasser le Québec en caricaturant les règles démocratiques et constitutionnelles n'a pas jugé bon d'aborder le sujet. La démocratie qui l'intéresse est *canadian*.

Le porteur d'une grande vision pour le Canada ne voit pas de déficit démocratique dans un ordre constitutionnel qui nie le peuple québécois tout en déployant une vaste machinerie pour saper sa législation linguistique et compromettre sa capacité de maintenir et promouvoir sa langue et sa culture. Le Québécois Paul Martin, c'est l'homme qui aime le Québec comme le veut le Canada, délavé, élimé et condamné au folklore. L'aspirant chef du PLC n'a plus de problème avec la question québécoise. C'est réglé.

Il compte désormais sur les arrivistes de la bourgade pour amuser la galerie torontoise. Liza Frulla a largement démontré pouvoir avaler n'importe quoi. La passionaria du carriérisme va faire sa fête au petit Cauchon et il n'y aura pas de déficit démocratique dans les manœuvres. Seulement des petites vacheries ordinaires comme cette remarque du même Cauchon jouant de sous-entendus quant à l'authenticité des origines du grand argentier (*La Presse*, 24 octobre). C'est le retour du registre ethnique dans lequel la politique *canadian* va se décliner au Québec. Une grosse minorité niée et dont l'élite collaboratrice va se noyer dans le factionnalisme laineux, voilà le programme.

L'emprise du PLC sur le Canada est totale. La vision unitaire qu'il met en œuvre va lui assurer le pouvoir pour longtemps encore. *L'establishment* qui l'appuie massivement s'arrange bien avec le déficit démocratique. Dans les faits, la dérive oligarchique que consacre l'impossibilité de la classe politique *canadian* à faire lever une véritable opposition, est considérée comme un inconvénient mineur en comparaison des avantages que procure un PLC centralisateur décidé à tout mettre en œuvre pour imposer un État unitaire à une population qui trouve dans la création du « national government » satisfaction à ses aspirations identitaires.

Les supporters québécois de Paul Martin sont appelés à faire carrière sur le cautionnement et la mise en œuvre des politiques visant à provoquer la régression identitaire du Québec et à consacrer sa minorisation. La nation niée va servir de marche-pied à ceux et celles qui iront faire les *smart guys* à recruter tous les *token quebecers* qui bomberont le torse à brandir dans les anti-chambres les colifichets du ser-

vice à l'unité nationale. Ils poseront les réalistes et chanteront les vertus du compromis. À défaut d'avoir à proposer une voie spécifique pour le peuple du Québec dans le Canada, ils se réfugieront dans la rhétorique compensatoire en se prenant à rêver de finir Gouverneur général.

Quelque part un savant observateur parlant de tout cela devant quelque *Royal Academy* ne tardera pas à qualifier de *dionisation de la classe politique de la province de Québec* ce processus typiquement *canadian*. Le petit Stéphane aura alors complété le cycle de sa vie politique utile en fournissant à Paul Martin l'étiquette à apposer sur les actifs dont il aura besoin pour combler son déficit démocratique. Il pourra dès lors retourner à l'université et se mettre à jouer les *elderstatesman* devant le Rotary Club de Moose Jaw. En attendant qu'on donne son nom à une chaire de *French Canadian Studies*. Et pourquoi pas une médaille de *Great canadian* ?

Robert Laplante

#### ATTENTION NOUVELLE ADRESSE DE COURRIEL

Vous souhaitez réagir au bulletin ? nous envoyer un texte ? ou pour joindre la rédaction écrivez à :

[revue@action-nationale.qc.ca](mailto:revue@action-nationale.qc.ca)

Si vous souhaitez abonner quelqu'un au bulletin ou si vous souhaitez vous désabonner à ce bulletin, veuillez nous en faire part en nous retournant un courriel à :

[administration@action-nationale.qc.ca](mailto:administration@action-nationale.qc.ca)

en indiquant votre adresse dans le corps du message.

Cette adresse est également valable pour toutes vos questions concernant votre abonnement à la revue.

### RENTREZ DANS LE RANG

Je reçois régulièrement vos bulletins, et je les lis occasionnellement. Pas qu'ils ne soient pas intéressants, au contraire, mais de toujours se faire dire que nous ne pouvons rien faire car c'est à cause d'un autre gouvernement, ça on le sait...

Votre façon de documenter la politique québécoise influencée des décisions fédérales devient redondante et m'incite à moins vous lire, car je sais d'avance ce que seront vos conclusions.

Je ne veux pas prendre votre place, car je ne pourrais porter une opinion aussi « pointue » sur les agissements de nos gouvernants, mais par contre, je constate que nous sommes influencés par des décisions fédérales et que certaines, plus concrètes, devraient être mieux publicisées par votre organisme et tous ceux qui veulent nous conscientiser vers l'indépendance ou quelque chose comme ça.

La grève des techniciens de Radio-Canada en début d'année a été prolongée indûment car c'est le gouvernement fédéral qui s'occupait de régler ce litige car le syndicat est *canadian*, **ÇA** c'est très grave et parce que c'est réglé, personne n'en parle plus – mais combien de personnes au Québec ont été

privées d'un service d'information de qualité et ont dû soit attendre ou s'abonner à un cablo-distributeur et donc payer des coûts supplémentaires ? Pourtant, nos taxes elles sont bien perçues par OTTAWA et on paie comme tous les autres *canadiens* même si nous n'avions pas de service.

Même chose pour le problème à Vidéotron qui traîne en longueur à cause de beaucoup de mauvaise volonté de part et d'autre, mais aussi à cause du syndicat qui est *canadian* et qui permet à l'employeur de contourner nos lois anti-bri-seurs de grève.

On rentre si facilement dans le rang sans rien dire.

Pourquoi les problèmes de santé sont si aigus dans toutes les provinces et que nous ne pouvons rien faire car le fédéral, qui empoche les surplus occasionnés par nos paiements de taxe, ne daigne pas le régler ?

Même chose pour les accords de Kyoto, qui vont favoriser l'Alberta au détriment des autres provinces.

Et combien d'autres situations du même genre devraient être soulevées et présentées dans les premières pages des journaux, soulevées par les éditorialistes, tout en vous assurant qu'un suivi soit fait pour chaque situation et non pas l'oublier dès qu'un autre événement survient, pour qu'éventuellement nous puissions prendre des décisions éclairées lorsque viendra le temps de nous affirmer.

Il y aurait tellement de choses à lister qu'on en finirait plus.

Louise Quenneville

## POUR SUIVRE LA MISSION

Vous tirez bien sur Paul Martin (prononçons à l'anglaise svp) avec le gain qu'il a fait en spéculant sur la baisse des taux d'intérêt en 82-83 quand il a « biddé » sur la Steamship Lines, argent aussitôt lavé dans lesdits paradis fiscaux et il devient ultérieurement MINISTRE DES FINANCES !!!!!

Non mais ! Les médias sont de son côté... ? *Québec-Presse* et *Le Jour* sont morts pour avoir voulu dénoncer en masse. *L'Action nationale* poursuit la mission mais j'aimerais vous voir plus souvent sur nos tribunes car vous êtes un des rares à entretenir intelligemment et conséquemment cette cause historique.

Les gens oublient et doivent se souvenir par notre entremise. Pourquoi le PQ au pouvoir ne nous soutient pas plus qu'il ne le faut ?

Michel Desjardins

## VOTER POUR UN CHANGEMENT ?

Je lis avec grand plaisir vos bulletins chaque semaine et cette lecture m'ouvre bien les yeux sur les iniquités du système canadien. Sans compter que je suis tout à fait conscient du fait que le parlementarisme, tant canadien que québécois, n'est malheureusement démocratique qu'en apparence. La discipline de parti et toutes les centralisations du pouvoir entre les mains avides des premiers ministres m'inquiètent au plus haut point. Avant de voter pour un changement vers la souveraineté, je dois être sûr que la constitution exclura

ces aspects et visera la représentation réelle de la population et pas seulement ça : la représentation réelle de la Culture québécoise avec un grand C. Pas la culture de la connaissance, pas la culture de mass Media inc. mais plutôt une Culture du peuple qui tente de l'élever. Par cette élévation, j'entends le retour vers la philosophie, vers l'effort intellectuel et vers une certaine forme de spiritualité complètement absente de l'enseignement. Cette spiritualité ne doit pas signifier endoctrinement, mais plutôt explication rationnelle des grandes religions planétaires afin que les conflits entre l'Occident et les autres grandes régions du monde se résorbent.

Comme vous pouvez le voir, je désire savoir avant coup ce que le gouvernement va bien faire de la souveraineté : sera-t-il social-démocrate, socialiste, centre-droit, etc ? Vise-t-il une meilleure redistribution de la richesse ? Veut-il augmenter le salaire minimum de façon supérieure à l'inflation des prix ? Veut-il agir dans le domaine de l'ALÉNA afin de se débarrasser de cette paperasse qui nous aliène en tant que peuple et qui risque de nous coûter des milliards (10 000 000 000 \$ de poursuites en ce moment contre le Canada, particulièrement Santé Canada) ? À quand les débats de fond ?

Je sais que plusieurs questions sont lancées ici et qu'il sera sûrement difficile de me répondre. Si vous me répondez logiquement en répondant à mes questionnements, il y a de grandes chances pour que je vote pour la souveraineté au prochain référendum sur la question.

Étienne Noël, 20 ans, Sherbrooke

## UN PAUL-ÉMILE ROY EN PLEINE FULGURANCE !

Quelle agréable surprise que cette nouvelle livrée dans laquelle *L'Action nationale* se présente maintenant ! Couleurs chaudes, invitantes. Graphisme marqué au coin de la modernité. Présentation d'ensemble aérée, avec un grand bloc blanc qu'on imagine rempli de tous les possibles.

Depuis deux ans, Robert Laplante mène la barque et il le fait avec un brio que j'admire. J'avais eu l'immense honneur de fréquenter Rosaire Morin, pendant les dernières années qu'il a passées à *L'Action nationale*. À ce grand homme, à ce grand Québécois, il fallait un successeur qui soit à la hauteur. Robert Laplante a relevé le défi de main de maître. Sa pensée riche et profonde est une constante source d'inspiration, particulièrement les lundis, que j'attends maintenant avec plus de hâte qu'auparavant en raison de sa chronique-Web.

Dans le numéro de novembre-décembre, j'apprécie par-dessus tout l'article de Paul-Émile Roy, « L'urgence de faire l'indépendance ». Quelle splendide synthèse que ce rapide survol de l'histoire et du destin des Québécois ! Une vraie pièce d'anthologie. Ce chef-d'œuvre devrait être mis dans les mains de tous les jeunes. Plus on connaît le Québec, plus on apprend à l'aimer ! Et comme le dit l'adage et l'illustre brillamment cet article de Paul-Émile Roy « qui méconnaît l'histoire se condamne à la répéter ».

Je disais que cet article devrait être mis dans les mains des jeunes. Pas seulement eux. Pour ma part, Néo-Québécois de deuxième génération, c'est grâce à des éléments tels que cet

article que je suis tombé amoureux du pays du Québec et de son histoire.

Avec toute mon admiration pour la Revue ; à ses collaborateurs, amitiés et longue vie.

Claude Ghanimé, Club des 100 Associés.



**Sansregret, Taillefer & Associés inc.**

Cabinet en assurance collective de personnes

[info@sta-conseil.com](mailto:info@sta-conseil.com)

[www.sta-conseil.com](http://www.sta-conseil.com)

Télécopieur : (450) 471-0026

(514) 355-7923

Téléphone : (450) 471-2662

(514) 355-7869

(800) 782-5799

178, rue Sainte-Marie  
Terrebonne (Québec) J6W 3E1

## À votre service plus que jamais ! Qualité et service assurés

- Livres ( 200 à 10 000 exemplaires )
- Manuels techniques
- Listes de prix
- Rapports internes
- Catalogues
- Dépliants
- Brochures



Marc Veilleux, président



tél. : (450) 449-5818

fax. : (450) 449-2140

courriel : adm@marcveilleux.com

Marc Veilleux Imprimeur Inc.



## OPTIMUM SOCIÉTÉ D'ASSURANCE INC.

Anciennement connue sous le nom de Société Nationale d'Assurance inc.

425, boul. de Maisonneuve Ouest  
Bureau 1500  
Montréal (Québec) H3A 3G5

**(514) 288-8711**

# TRANSLATEX<sup>+</sup> Communications

RÉDACTION • RÉVISION • TRADUCTION

**Claude Ghanimé**



1669, rue Cartier, Longueuil (Québec) J4K 4E2  
Téléphone : (450) 463-0204 • Télécopieur : (450) 463-0227  
Courriel : [translatex.com@sympatico.ca](mailto:translatex.com@sympatico.ca)



le **Rassemblement**  
pour un **pays Souverain**

**UNUM QUEBEC PATRIA NOSTRA EST**  
**Québec, notre seule patrie**

C.P. 244, succursale Place d'Armes, Montréal (Québec) H2Y 3G7  
Tél. : (450) 491-5437

Courriel : [roy.b@videotron.ca](mailto:roy.b@videotron.ca) - Site internet : [www.rpsquebec.qc.ca](http://www.rpsquebec.qc.ca)

## Allard & Carrière

SOCIÉTÉ NOMINALE

COMPTABLES AGRÉÉS

**Pierre Allard, c.a.**

8175, boul. St-Laurent, 3<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2P 2M1  
Téléphone : (514) 385-6601 • Fax : (514) 385-6177  
Courriel : [allardp@qc.aira.com](mailto:allardp@qc.aira.com)



**La Société Saint-Jean-Baptiste  
du Centre-du-Québec**

449 rue Notre-Dame, Drummondville  
(819) 478-2519 ou 1 800 943-2519

**Organisme d'entraide et de fierté québécoise !  
Plus de 31 000 membres au Centre-du-Québec**



**SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL**  
Maison Ludger-Duvernay

82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal H2X 1X3  
Tél. : (514) 843-8851 Télécopieur : (514) 844-6369



**Mouvement national des  
Québécoises et Québécois**

**Le réseau de la fierté québécoise**

2207, rue Fullum, Montréal  
(Québec) H2K 3P1  
Tél. : (514) 527-9891  
Télécopieur : (514) 527-9460  
Courriel : mnq@mnq.qc.ca  
Site internet : mnq.qc.ca

*Souveraineté du Québec  
Langue française  
Fête nationale  
Assurance  
vie*

 **Société  
Saint-Jean-Baptiste**  
de la MAURICIE

**www.ssjbmauricie.qc.ca  
375-4881 • 1-800-821-4881**

LA LIGUE  
D'ACTION NATIONALE

**Président honoraire**

François-Albert Angers

**Président**

Pierre Noreau

**Vice-président**

Alain Laramée

**Secrétaire**

Jacques Brousseau

**Trésorière**

Isabelle Le Breton

**Conseillers**

Jean-Jacques Chagnon

Jean-Marc Léger

Paul-Émile Roy

**Ex Officio**

Robert Laplante

**Secrétariat**

Claire Caron

Yves Fortin

Laurence Lambert

**Membres**

Pierre de Bellefeuille

Lucie Clément

Marie-Noëlle Ducharme

Claude Duguay

Jean Genest

Colette Lanthier

Jacques Martin

Yves Michaud

Jacques-Yvan Morin

François Rebello

Gilles Rhéaume

Marie-Claude Sarrazin

**Membres honoraires**

Thérèse Baron

Christiane Bérubé

Nicole Boudreau

Jacques Boulay

Guy Bouthillier

Hélène Chénier

Delmas Lévesque

Pierre Dupuis

Lucia Ferretti

Yvon Groulx

Léo Jacques

Roméo Paquette

Hélène Pelletier-Baillargeon

**Membres émérites**

René Blanchard

Jean-Charles Claveau

Georges Meyers

# *Soyez notre mécène !*

---

## **Protégez l'avenir de *L'Action nationale* !**

Le vrai mécénat regroupe des amis dispersés dans l'espace, réunis par un même but et un même goût du pays. L'entraide est la forme la plus démocratique de la volonté des citoyens d'améliorer le tissu de leur vie et de leur avenir collectif. Le mécénat assurera le développement de *L'Action nationale* et lui permettra de prendre des initiatives qui contribueront à bâtir ce pays maintenant à portée de main.

Certains donateurs nous ont laissé des legs qui augmentent le capital de notre Fondation. Nous exprimons notre gratitude à ces généreux mécènes :

Monsieur Patrick Allen  
Monsieur Gaston Beaudry  
Monsieur Henri-N. Guilbault  
Monsieur Émile Poissant  
Monsieur Hector Roy  
Monsieur Bernard Vinet.

D'autres amis de la revue adhèrent au **CLUB DES 100 ASSOCIÉS** en souscrivant 1000 \$ et plus. Leurs noms apparaissent dans la page voisine.

À tous, nous exprimons notre reconnaissance par une volonté indéfectible de produire une revue qui présente des analyses sur les enjeux du développement au pays du Québec.

## CLUB DES 100 ASSOCIÉS

Fernand Allard	Michel Grimard
Patrick Allen †	Yvon Groulx
François-Albert Angers	Marcel Henry
Gaston-A. Archambault †	Lucie Lafortune †
Jean-Paul Auclair	Anna Lagacé-Normand †
Paul Banville	Bernard Lamarre
Thérèse Baron	Denis Lazure
Yvan Bédard	Jacques-C. Martin
Henri Blanc	Yvon Martineau
Antoinette Brassard	Daniel Miroux
Henri Brun	Louis Morache
Jean-Charles Claveau	Rosaire Morin †
Roch Cloutier	Arthur Prévost
Robert Côté	René Richard †
Louis-J. Coulombe	Jacques Rivest
Gérard Deguire	Jean-Denis Robillard
Bob Dufour	Ivan Roy
Yves Duhaime	Marcel Trottier †
Nicole Forest	Réal Trudel
Léopold Gagnon	Cécile Vanier
Henri-F. Gautrin †	Claude-P. Vigeant
Claude Ghanimé	Madeleine Voora
Paul Grenier	

# L'Action NATIONALE

## **CHAMP D'ACTION**

La revue s'intéresse à tous les aspects  
de la question nationale.

Des orientations cohérentes sont proposées  
pour bâtir le Québec de demain.

## **LIBERTÉ D'EXPRESSION**

*L'Action nationale* fait appel à un grand nombre  
de collaboratrices et de collaborateurs.

Elle ouvre ses pages aux jeunes et aux experts.  
Respectueuse de la liberté d'expression, elle admet les dif-  
férences qui ne compromettent pas l'avenir de la nation.

## **RÉDACTION**

L'article demandé peut comprendre de 10 à 20 pages.  
Le compte rendu d'un livre peut compter une ou deux pages.

Un article soumis sans entente préalable peut varier  
de 5 à 8 pages. L'envoi du manuscrit et de la disquette  
facilite nos travaux. Le texte vulgarisé est la forme  
d'écriture souhaitée. La Rédaction assume  
la responsabilité de tous les titres d'articles.

## **INDEX**

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans  
« L'index des périodiques canadiens » depuis 1948,  
dans « Périodex » depuis 1984,  
dans « Repères » publié par SDM Inc.  
et à la Bibliothèque nationale du Québec depuis 1985.

## **REPRODUCTION**

La traduction et la reproduction totale ou partielle  
des textes publiés dans *L'Action nationale* sont autorisées  
à condition que la source soit mentionnée.

## **RÉVISION**

Marc Veilleux

## **MISE EN PAGES**

Jean-Marie Pesci, Atoumédia, Rawdon

## **IMPRESSION**

Marc Veilleux Imprimeur Inc., Boucherville

- 177 Allard & Carrière
- 158 *Cap-aux-Diamants*
- 10 *Devoir, Le*
- 52 Luc Perrier
- 54 FondAction
- 109 Fonds de solidarité
- 65 Loto-Québec
- 178 Mouvement national  
des Québécoises  
et Québécois
- 158 Optimum, Gestion de  
placements
- 66 Optimum placements
- 176 Optimum, Société  
d'assurance
- 177 Rassemblement pour  
un Pays souverain
- 175 Sansregret, Taillefer  
et Associés
- 53 SAQ
- 178 Société Saint-Jean-  
Baptiste de la Mauricie
- 178 Société Saint-Jean-  
Baptiste de Montréal
- 178 Société Saint-Jean-  
Baptiste du Centre  
du Québec
- 177 Translatex
- 176 Veilleux, Marc,  
Imprimeur Inc.
- 110 vlb éditeur

## ABONNEMENT

10            20  
numéros    numéros

### Abonnement

51 \$    -    95 \$

### Institution

90 \$    -    150 \$

### Abonnement de soutien

150 \$    -    250 \$

### Étudiants

30 \$    -    50 \$

### Autres pays

90 \$    -    150 \$

---

**Paiement par VISA  
accepté**

### Prix Richard-Arès

Le prix Richard-Arès a pour objectif de promouvoir la culture nationale.

### Prix André-Laurendeau

Le prix André-Laurendeau reconnaît les meilleurs articles publiés dans la revue au cours de l'année.

### Fondation Esdras- Minville

Cette fondation recueille des fonds dont les revenus financent en partie les activités de la revue.

ISSN-0001-7469

ISBN-2-89070

Dépôt légal :  
Bibliothèque nationale du Québec  
Périodicité : 10 numéros par an

## L'ACTION NATIONALE

425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1002

Montréal (Québec) H3A 3G5

Téléphone : 514-845-8533

Télécopieur : 514-845-8529

Courriels pour joindre :

- la rédaction : [revue@action-nationale.qc.ca](mailto:revue@action-nationale.qc.ca)

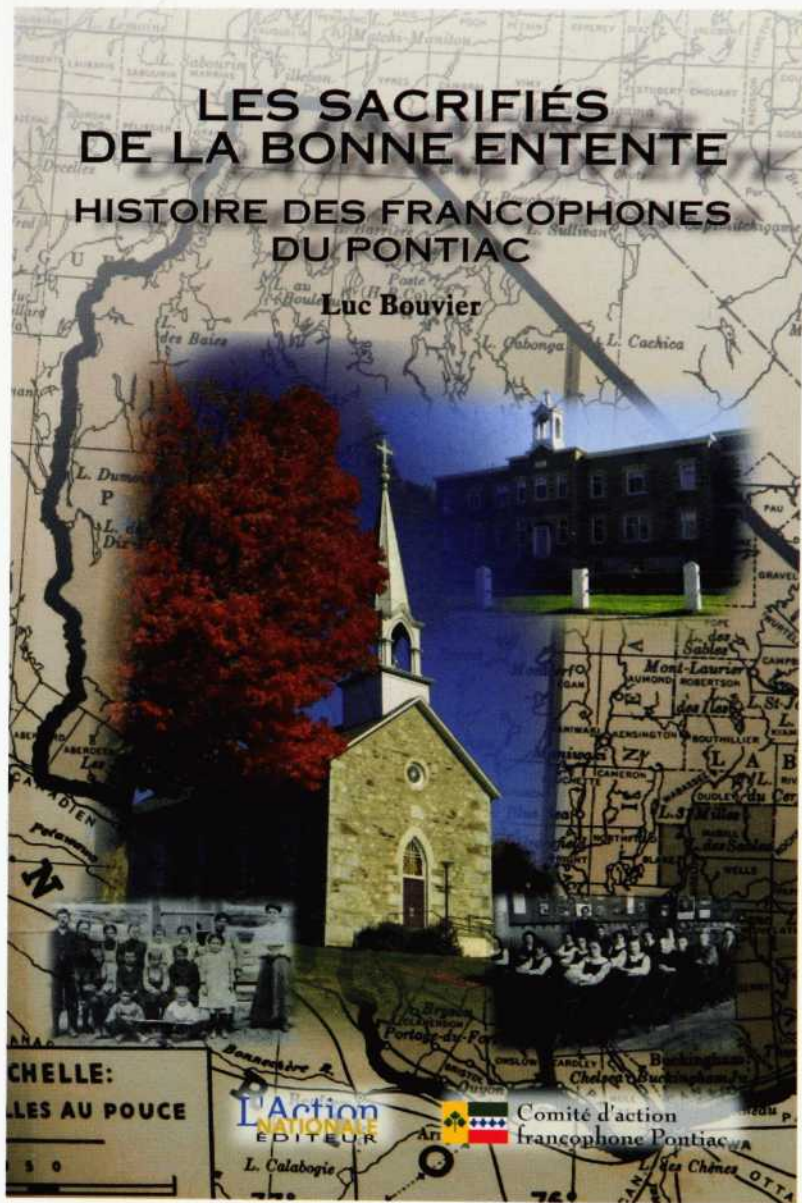
- l'administration : [administration@action-nationale.qc.ca](mailto:administration@action-nationale.qc.ca)

Site : <http://www.action-nationale.qc.ca>

# LES SACRIFIÉS DE LA BONNE ENTENTE

## HISTOIRE DES FRANCOPHONES DU PONTIAC

Luc Bouvier



240 PAGES D'HISTOIRE ILLUSTRÉE  
DES FRANCOPHONES DU PONTIAC

Commandez le livre de Luc Bouvier à seulement 16,45 \$.

L'Action  
NATIONALE

volume XCIII numéro 1

JANVIER 2003

envoi de publication

enregistrement N° 09113